

**37^e
Congrès**

Le rapport d'ouverture / Les trois textes d'orientation adoptés par le Congrès / Le rapport financier / Le conseil national élu / Les invités français et étrangers / Le discours de clôture de Pierre Laurent... Et tous les événements du congrès.

Supplément à l'Humanité

Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction: Obey Ament - Jacques Chabalier - Patrice Falguier - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Frank Mouly - Camille Lainé - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur: Patrice Bessac - Rédaction: Patrice Falguier Tél.: 01 40 40 13 59 - Gérard Streiff Tél.: 01 40 40 12 41 - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair@NAKARA.info (Tél.: 06 07 99 90 81)

Les communistes débattent, se rassemblent et décident un chemin pour la France



**LE TEMPS DU
COMMUN**
ÉGALITÉ, PAIX, PARTAGE
CONGRÈS DU PCF
2 AU 5 JUIN 2016

Le résultat des votes

Le temps du commun	Pour	81,2%
Le projet politique	Pour	71,1%
Relevé de décisions	Pour	86%
Conseil national et secrétaire national	Pour	81,2%

LA FEUILLE DE ROUTE VERS LA PRÉSIDENTIELLE

- 1/ Appel pour se rassembler pour un pacte d'engagements communs
- 2/ Campagne d'écriture publique et citoyenne du pacte
- 3/ Octobre, votation citoyenne sur le pacte
- 4/ Désignation d'une candidature. Si plusieurs candidats, primaire citoyenne ou autre processus pour les départager
- 5/ Le cinq novembre, Conférence nationale du PCF pour décider de l'attitude du Parti, de la candidature qu'il présentera ou soutiendra

Un congrès d'ambition politique

Le discours d'ouverture par Igor Zamichiei, animateur de la Commission de transparence des débats

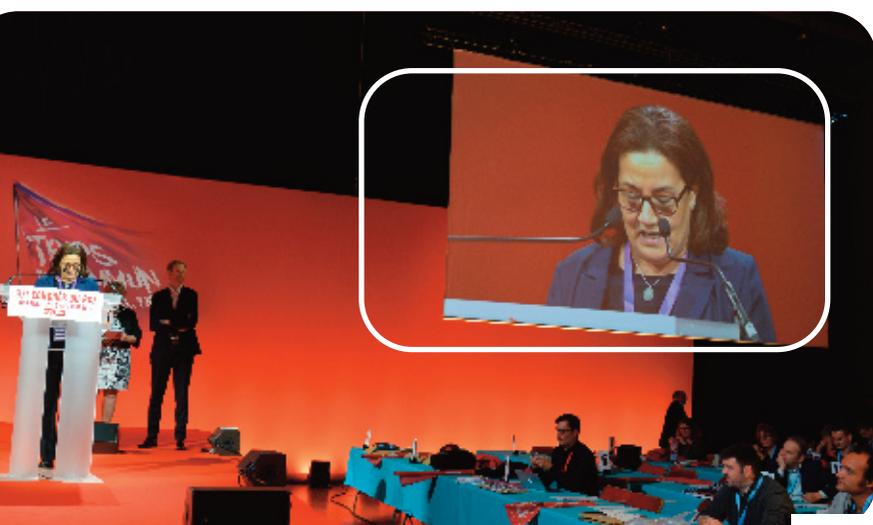


Depuis plus de quatre mois nous débattons des grands enjeux de notre Congrès. La commission de transparence des débats que j'ai animée a travaillé à mettre en valeur vos contributions, à rendre compte du débat du Parti et à faire dialoguer les communistes sur des questions clés. Je pense au lien de notre parti aux classes populaires, aux enjeux européens, à la promotion de la paix, aux questions du travail et de l'emploi, à la mise en chantier d'une VI^e République, à l'analyse des difficultés et des atouts du Front de gauche et la relance de notre stratégie de rassemblement, ou encore évidemment à notre stratégie pour les échéances de 2017. Nous pouvons être fiers de la qualité des nombreuses contributions et de nos échanges partout en France. D'autant que nos congrès départementaux ont montré que les conditions du rassemblement des communistes sur tous ces enjeux sont en train de se créer. Nous allons désormais vivre, pendant quatre jours, un moment démocratique très important pour la vie de notre parti et pour relever les immenses défis de la situation politique exceptionnelle que nous vivons.

Contre la loi travail

La situation politique a beaucoup évolué depuis l'écriture de nos textes de Congrès. Souvenez-vous, il y a quelques mois, les commentateurs disaient le mouvement social atone. Nous savions, quant à nous, les luttes nombreuses mais éparpillées. Avec la loi travail, elles ont convergé dans une mobilisation de grande ampleur. Cette loi constitue la plus grave attaque contre les droits des travailleurs depuis des décennies ; plus d'un million de nos concitoyens ont signé une pétition pour son retrait, sont descendus dans la rue, ont dit haut et fort que c'était la loi de trop et ont affirmé partout : « On vaut mieux que ça » ! La colère, accumulée au cours d'un quinquennat guidé par les intérêts patronaux et financiers, rythmé par les renoncements et les trahisons, a aussi donné naissance au mouvement « Nuit debout », un mouvement qui montre la volonté de nos concitoyens, notamment de la jeunesse, de se réapproprié la politique pour reprendre en

Meriem Derkaoui, maire d'Aubervilliers, a salué les délégué-e-s



main leur avenir.

Ce sont de formidables points d'appui pour ouvrir une alternative politique.

Les communistes sont engagés avec détermination dans ce mouvement social. A l'occasion de notre congrès, nous appelons les Français-e-s à l'investir pleinement, à participer aux prochaines journées de grèves et de manifestations pour l'amplifier. Le 14 juin prochain, soyons des millions à battre le pavé pour exiger le retrait de la loi travail ! Mobilisons-nous aux côtés de tous les syndicalistes qui mènent une lutte exemplaire. Honte à ce gouvernement qui ose donner des leçons de démocratie quand il brandit le 49-3 pour museler les parlementaires avant même l'examen du premier article au sein de l'Assemblée nationale.

Les fait sont là : cette loi n'a pas de majorité. Pas de majorité parlementaire. Pas de majorité populaire. Alors, stop au coup de force du pouvoir, stop aux manœuvres politiciennes et stop aux violences policières !

Au gouvernement qui criminalise le mouvement syndical, nous disons que la France devrait être fière des syndicalistes qui se mobilisent chaque jour dans les entreprises pour améliorer les droits de tous les salarié-e-s. Ces femmes et ces hommes défendent l'intérêt général.

À Pierre Gattaz qui insulte nos camarades nous disons : La violence, Monsieur Gattaz, elle est aujourd'hui de votre côté, pas du côté des syndicalistes. La précarité, c'est vous ! Le chômage, c'est vous !

À tous les travailleurs, nous disons que plus nous serons nombreux à emprunter le chemin de l'action collective, plus nous ferons reculer cette violence patronale et plus nous nous donnerons les moyens de mettre en échec le projet de loi travail.

Et si nous voulons gagner dans la durée contre la loi travail, alors nous devons construire ensemble le processus politique qui permettra à toutes les forces impliquées dans ce mouvement social de se rassembler pour ouvrir une alternative politique.

Chacun sait bien ici qu'il n'y aura pas de victoire pérenne contre la loi travail s'il n'y a pas de victoire contre la droite et l'extrême droite en 2017. Il suffit de regarder les programmes ultralibéraux des candidats de droite pour voir à quel point leur opposition à ce projet est une opposition de façade.

Plus grave encore, mes camarades, mesurons bien que le débat social qui s'est ouvert avec ce formidable mouvement pourrait bel et bien se refermer à l'automne avec la primaire de la droite et être remplacé par une surenchère autour de la question identitaire, avec le risque de fractures profondes au sein de notre peuple.

Il est donc urgent de trouver le chemin pour faire échouer le scénario du pouvoir, celui d'un match à trois entre le Président sortant, le candidat de droite et Marine Le Pen.

Quelle France voulons-nous ?

Aussi, notre congrès doit être un congrès d'ambition politique pour notre pays, qui crée les conditions que des millions de nos concitoyens investissent la question « Quelle France voulons-nous ? » Nous avons la responsabilité de formuler la proposition politique la plus ambitieuse et rassembleuse pour les échéances de 2017. Cela implique, je crois, de ne pas avoir les yeux rivés sur l'obstacle présidentiel.

La profondeur de la crise démocratique que nous traversons nous invite à innover. C'est tout le sens de la grande consultation citoyenne que nous avons lancée pour élaborer un mandat populaire.

Les congrès départementaux ont montré que les communistes ne sont pas prêts à renoncer au rassemblement sans lequel aucune candidature en rupture avec l'austérité et le libéralisme n'a de chance de succès. En menant le débat sur la crise de la social-démocratie et la façon de mettre à profit l'expérience du Front de gauche, une initiative inédite de notre parti pour les échéances de 2017 est en train de prendre forme dans notre débat de Congrès.

Quel processus collectif pour construire le projet et la candidature commune à la présidentielle pour le porter ? Quels points clés d'un mandat populaire, quelle ambition pour les élections législatives ? Quel calendrier ? Notre congrès national devra



traiter toutes ces questions essentielles. Si nous y parvenons, je crois que nous pouvons faire événement. Ce choix peut être massivement investi demain par les salarié-e-s mobilisé-e-s contre la loi travail, les citoyen-ne-s et toutes les forces qui veulent une alternative de gauche à la politique gouvernementale.

Avec « Le temps du commun », notre congrès doit également contribuer à faire grandir une proposition communiste innovante pour la France, l'Europe et le monde.

Hier s'est tenu à notre siège national un événement politique international de grande ampleur qui témoigne de cette ambition. La Conférence mondiale pour la paix et le progrès a rassemblé 150 personnalités de 90 organisations progressistes venues de plus de 60 pays.

Après le Forum européen des alternatives il y a tout juste un an, cet événement confirme le rôle grandissant de notre parti sur le plan international pour l'émergence de nouveaux fronts d'idées et d'actions entre les forces démocratiques, de progrès et de justice sociale du XXI^e siècle.

Ce succès ne doit rien au hasard mais beaucoup à la constance du travail du secteur international coordonné par Lydia Samarbakhs qui fixait cette ambition lors de son rapport au Conseil national en décembre 2014 et à l'engagement de tous les communistes qui s'y impliquent.

Malgré un rapport de force très défavorable aux intérêts populaires, jamais le capitalisme n'a été autant sur la sellette à l'approche d'un nouveau krach financier qui sera de plus grande ampleur que la crise de 2008. À l'heure où 1 % de la population mondiale est plus riche que les 99 % restants, la lutte des classes est plus que jamais d'actualité. Dans cette situation, notre congrès doit nous permettre de préciser le sens du combat communiste et de faire émerger les grands identifiants d'un communisme de nouvelle génération.

Nous devons encore faire progresser notre débat sur au moins quatre enjeux décisifs pour avancer dans la formulation de notre projet. Il y a premièrement la question très actuelle de la sécurisation de l'emploi pour éradiquer le chômage et celle de la place et du sens du travail, de notre projet pour le libérer de ses aspects aliénants, notamment du dogme libéral de la rentabilité, et permettre aux travailleurs d'exprimer pleinement leur créativité.

Une deuxième question, étroitement liée à la première, est celle des formes de l'appropriation sociale des moyens de production pour que l'économie serve la réponse aux besoins humains et relève le défi écologique : quelle place pour la puissance publique, pour l'intervention des travailleurs ou encore celle plus largement des citoyens dans la définition des objectifs de la production et de la stratégie des entreprises ?

Troisième question, celle de la refondation de la République : comment concrétiser ses valeurs, réaliser l'égalité, faire progresser la laïcité pour construire l'indispensable unité du peuple aujourd'hui menacée par les assignations identitaires ?

Quatrièmement, nous devons mener le débat sur la question européenne : Quelle action de la France pour substituer à l'UE du capital une union de peuples libres, souverains et associés pour un développement partagé ?

Toutes les composantes de la gauche, politique, syndicale et associative, sont profondément traversées par ces débats. C'est dire l'importance de les approfondir à l'occasion de notre congrès.

La transformation du Parti

Enfin, nous devons prendre des décisions claires pour transformer notre parti.

Le PCF a beaucoup changé ces dernières années. Il s'est profondé-



ment renouvelé à tous les niveaux de l'organisation. Chaque année des milliers de personnes rejoignent notre parti. Nous pouvons être fiers de militer au sein d'un parti qui ressemble à la France, où se mêlent ouvriers, employés, cadres, salariés du public et du privé, femmes et hommes de toutes origines, de toutes générations. Mais malgré toutes nos singularités, nous n'échappons pas pour autant à la crise de la politique.

Énormément de propositions remontent des congrès locaux et départementaux. Rassemblées, elles constituent une ambition de transformation inédite de notre parti pour le hisser à la hauteur des défis de la période politique. Tous les sujets sont abordés : comment faire progresser notre implantation dans les quartiers populaires et les entreprises, encourager l'initiative des adhérents et le travail en réseaux, innover en matière de communication, de construction collective de nos décisions ou encore agir pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans le Parti et renforcer la place de l'Humanité dans notre activité militante ? Et la liste est loin d'être exhaustive. Nous avons un double enjeu : mettre en cohérence tous les apports des communistes et préciser le calendrier de ces transformations. Au regard de la crise politique, sur ce point aussi nous pouvons et nous devons faire événement.

Exigence et rassemblement

Quelques mots avant de conclure sur l'état d'esprit qui doit guider notre travail durant ces quatre jours.

Nous devons être à la hauteur de nos congrès départementaux qui ont rassemblé plusieurs milliers de communistes et ont permis de franchir une étape qualitative dans notre débat. Deux mots ont guidé nos échanges partout en France : exigence et rassemblement. Exigence quant à la qualité des initiatives que doit prendre le PCF au regard de la gravité de la situation politique. Et rassemblement parce que l'apport des communistes a été bien au-delà d'un simple enrichissement de la base commune. Les débats des congrès départementaux ont permis de clarifier nos objectifs politiques et de construire de larges majorités autour des textes amendés et des vœux formulés.

Ce travail de rassemblement des communistes, qui est une exigence pour atteindre nos objectifs politiques, vous le verrez, je crois, dans le travail de la commission du texte. A partir des centaines d'amen-

Moment fortement symbolique dès l'ouverture du congrès : Avec plusieurs dizaines de jeunes militants Camille Lainé secrétaire nationale du MJC (15000 adhérent-es organisés dans 80 départements dont 2000 ces deux derniers mois) s'est adressé aux congressistes et a notamment déclaré.

depuis le 9 mars dernier, la jeunesse de notre pays a décidé de relever la tête ! Aux côtés des syndicats, dans un cadre de rassemblement large des organisations qui la composent, la jeunesse est en première ligne de la mobilisation contre cette loi indigne !

En effet, c'est 24 organisations de jeunesse, qui se sont re-

trouvées, sous notre impulsion entre autres, dans une dynamique unitaire, pour dire que notre génération ne sera pas sacrifiée. Il faut remonter aux mobilisations de 2010 contre la réforme des retraites voire à celles contre le CPE pour retrouver une mobilisation aussi massive de la jeunesse. Des centaines d'AG étudiantes, plus de 250 lycées bloqués, 70 universités mobilisées, cortèges de jeunes dans les rues aux côtés des salariés : 10 ans après le CPE, la jeunesse prend la rue, et cela ne laisse pas indifférent nos gouvernants.

dements qui lui sont parvenus, elle a profondément modifié le texte de base commune pour clarifier ses orientations. C'était une demande très majoritaire des communistes.

Ce travail de rassemblement, vous le verrez aussi dans la proposition de direction nationale qui sera présentée. Dans la quasi-totalité des départements, nous sommes parvenus à construire des listes communes. C'est également l'objectif exprimé au sein de la commission nationale des candidatures nationales qui travaille en mêlant l'exigence d'efficacité de notre direction et celle de la représentation des différentes opinions exprimées dans les débats.

Le déroulé du Congrès

Nous allons débattre successivement des trois points à l'ordre du jour. Après moi, la parole sera à Marc Brynhole pour présenter le travail de la commission du texte sur la partie 1. Demain, après un temps de débat en ruches sur les transformations du PCF introduit par Emilie Lecroq, nous finirons l'examen de la partie 1 et commencerons en début d'après-midi le débat sur les perspectives pour 2017 introduit par Olivier Dartigolles avec à 18 h un temps de débat consacré aux législatives. La journée du samedi sera consacrée au débat sur les transformations du Parti et au rapport financier. Et dimanche, ce sera l'élection de la direction nationale, le discours du secrétaire national, et notre pique-nique à l'occasion des 80 ans du Front du populaire.

Je veux pour terminer remercier tous les camarades bénévoles qui

ont dépensé beaucoup d'énergie ces derniers jours pour que nous bénéficions des meilleures conditions de travail et qui seront mobilisés tout au long du Congrès.

Je veux enfin saluer toutes les forces qui ont répondu à notre invitation. Forces amies de France, politiques et du mouvement social, forces du monde et d'Europe. Votre solidarité nous donne du souffle et vous savez qu'elle est réciproque. Cette solidarité est notre force, surtout en ces temps d'attaques violentes contre toutes celles et tous ceux qui se battent. Mais n'oublions pas qu'ils sont 1 % et nous la grande masse. Plus une insulte contre un-e syndicaliste, plus un chantage sur un peuple ne doit être exercé sans réplique de tous les autres. C'est unis et solidaires que nous résisterons et que nous gagnerons de grandes avancées sociales et démocratiques !

Voilà cher-e-s camarades, merci de tout le travail déjà effectué en amont et de votre participation.

Place au débat !

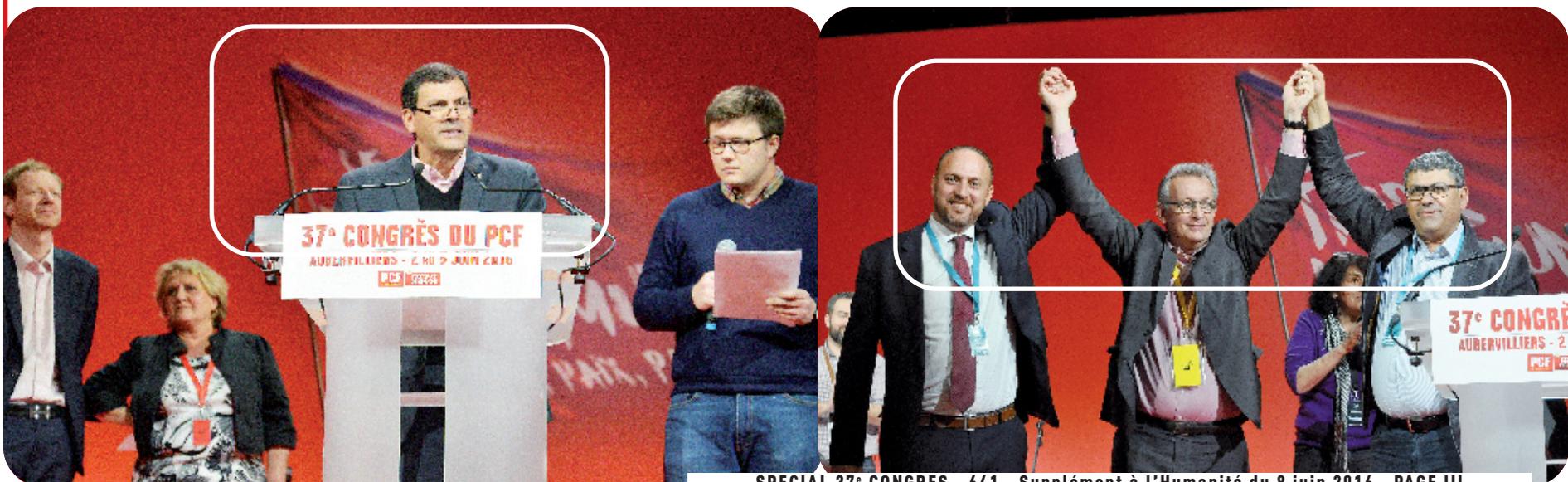
(On retrouvera l'intégralité des interventions et discours sur le site Internet www.pcf.fr)



1^{er} juin 2016. Conférence modiale pour la paix au siège du PCF. Une journée de débats, unique en son genre. Plus de 200 personnalités et forces politiques, sociales et citoyennes, intellectuels militants de près de 60 pays ont évoqué des luttes auxquelles ils contribuent, et celles que nous sommes prêts à construire ensemble à l'échelle internationale pour transformer la mondialisation, inventer les nouveaux modes de développement, d'échange et de production sociaux et écologiques dont l'humanité a besoin pour ouvrir le chemin d'un monde de promotion sociale et démocratique, de paix, de justice et de solidarité.

Les congressistes ont accueilli les délégations étrangères.

Photo de gauche le représentant de Syriza, Panos Rigas. Photo de droite, ensemble avec Pierre Laurent les représentants de Parti populaire palestinien, Fadwa Kader, et du Parti communiste israélien, Adel Amer.



Le temps du commun

L'être humain au centre

L'introduction de Marc Brynhole

LE TEMPS DU COMMUN
ÉGALITÉ, PAIX, PARTAGE
CONGRÈS DU PCF
2 AU 5 JUIN 2016



Nous ouvrons ce congrès, avec le débat d'aujourd'hui, par l'expression d'une volonté, la nôtre et que nous voulons partager : oui, donner du sens, donner de la force, donner du contenu à un projet qui ouvre dans ces temps troublés un nouveau temps : celui du commun. Ce temps, c'est celui qui place l'être humain au centre et qui conjugue les valeurs profondes de notre culture partagée : la liberté, l'égalité, la fraternité, la laïcité. Ce temps, c'est celui qui allie nature et production, qui pense la planète et son avenir, celui qui répond aux immenses défis des révolutions de notre siècle. Ce temps, c'est celui des réponses comme celui du mouvement qui donne de l'air, qui offre de l'espace aux envies comme aux nécessités de changement progressiste.

Nous vivons des temps déraisonnables, disait Aragon, parlant d'une période bien sombre. Alors, dans cette époque d'aujourd'hui si marquée, si meurtrie par la domination outragieuse des dogmes du capitalisme et des tenants politiques et idéologiques du libéralisme, nous ouvrons le débat de la raison et nous prenons fermement parti.

Non, l'histoire n'est pas finie, eh oui, les forces de changement aujourd'hui dispersées n'ont pas dit leur dernier mot. Oui, il est possible et nous ajoutons nécessaire d'ouvrir un nouvel horizon à l'humanité. Non, il n'y a aucune fatalité à l'idée thatchérienne mystificatrice si souvent rebattue et amplifiée du « il n'y a pas d'alternative ». Oui, nous avons la force d'imposer une autre route au monde que celle de la guerre, de la domination sous toutes ses formes.

Bref, ce travail, aboutissement de l'échange à des milliers de voix par les communistes tout au long de la préparation de leur congrès est avant tout un appel et il serait stérile si, demain, il ne parlait qu'à nous. Alors, message d'espoir, il invite au débat et appelle au rassemblement. Il veut porter la parole forte des communistes français de ce siècle à leurs concitoyens et bien au-delà de nos frontières. Non ! Nous ne renonçons pas, par nos luttes, par la prise en commun de nos destins, par nos intelligences et nos expériences partagées, nous avons ensemble la force d'imposer les alternatives de progrès.

Aux doutes, aux inquiétudes comme aux troubles des repères que travaillent les extrêmes droites, en France et en Europe, nous répondons avec esprit d'offensive. Et c'est avec la même détermination que nous voulons prendre l'offensive face aux terribles brouillages qu'entretiennent les tenants d'une social-démocratie dont le gouvernement a tourné le dos à ce qui fondait l'idée même de gauche dans notre pays.

Ce texte, cette volonté, c'est aussi un immense débat que nous ouvrons à toutes celles et à tous ceux qui sont l'écrasante majorité des victimes et qui sont et seront la force décisive du changement s'ils prennent conscience de leur force comme de la nécessité de leur union.

Nous avons lancé ce travail de projet depuis plusieurs mois : il avait commencé par « La France en commun » et se poursuit avec ce travail d'écriture multiforme du congrès. Nous avons fait

ce travail parce que nous pensions plus qu'utile et urgent de répondre à la crise de sens qui traverse l'état d'esprit de nos concitoyens. Elles et ils nous disent souvent leur ras-le-bol, leur rejet de la « chose politique » nourrissant les idées de renoncement. Et leurs souffrances, leurs inquiétudes sur l'avenir comme le sentiment d'être trahis, oubliés ou méprisés en poussent de nombreux à penser l'horizon actuel comme indépasseable. Ces réalités, comme les dangers populistes, nous imposent d'alimenter le débat et d'apporter des réponses aux lancinantes questions : quelle société humaine est possible ? La voie de l'émancipation à l'opposé des dominations, des exploitations, des aliénations est-elle possible ? Où trouver la force ? Et puisque les expériences de changement n'ont pas jusque-là durablement réussi, quel chemin emprunter, quelle garantie, quelle élaboration commune, quelle démocratie ? Quels moyens utiliser pour réussir ?

Changer de système

Au fond, nous voulons apporter réponse à la dramatique crise de sens qui traverse notre société. Lié au brouillage des repères, cette crise de sens obscurcit les horizons et génère repli et renoncement. Alors, nous voulons reprendre le travail et dire : face et dans cette crise durable et multiforme, pas d'avenir sans changer de système.

Mais ça n'est pas une simple prise de parti, c'est toute la société gangrénée par la recherche effrénée du profit qui appelle – pour ne pas sombrer dans la barbarie – à l'émancipation. Comme il est écrit dans le texte : au cœur même du désastre, les potentialités grandissent et se multiplient. Comme l'a dit Ken Loach à Cannes : « *Un autre monde est possible* », ajoutant comme nous le disons nous-mêmes, « *et nécessaire* ».

Du mouvement contre la loi travail à Nuit debout, de Sanders à Podemos ou à Siryza, des forces, des femmes et des hommes, dans le monde tel qu'il est, affirment le changement, défendent, se battent pour qu'émergent les issues de progrès au règne de la prédation des possédants et de la dictature des marchés financiers. Il se vit trop de souffrances infligées aux femmes et aux hommes, trop d'espoirs anéantis et trop de dégâts sont faits à la planète. Mais il se vit aussi tout ce neuf qui cogne à la porte de l'histoire : « des fralib aux fablab » comme nous l'écrivons, toutes ces expériences humaines de partage, toutes ces luttes déterminées, qui décryptent le réel de l'exploitation et ne s'en laissent pas conter, tous ces engagements diversifiés de la jeunesse pour de grandes causes, toutes ces valeurs d'humanité que l'on voit surgir, tout ce monde qui palpète et qui bouge. Tout cela nous fait dire que décidément est venu le temps du commun. Oui, est venu le temps de dire, avec clarté et avec force, ce que nous entendons par communisme de nouvelle génération : ce mouvement que nous voulons initier, entraîner, au sein des combats émancipateurs et, bien sûr, dire avec précision quelles sont les idées, les propositions qui incarnent ces com-

bats.

Dire comment nous concevons le communisme est aussi une réponse nécessaire : non pas comme un état à atteindre, mais comme le mouvement qui, de luttes en conquêtes de pouvoir et d'idées neuves pour en finir avec l'ordre établi construit la société du commun.

Ces ambitions ont conduit à soumettre au congrès le texte que vous avez devant vous.

Ce texte, sur lequel les camarades de la commission ont planché, est le fruit d'un énorme et sans doute nouveau travail. Ou du moins nouvelle forme de travail. En correspondance permanente depuis la proposition de base commune jusqu'à hier soir tard avec le débat au sein du Parti, l'écriture en a été retravaillée pour répondre aux exigences entendues. D'abord sa longueur : fruit d'un travail collectif, le premier jet s'est voulu complet, sans doute trop. Ce qui est venu très vite des débats dans le Parti.

Le texte est bien fondamentalement le même mais plus ramassé, avec un travail sur les titres, un rédactionnel plus direct, un ordonnancement et des idées plus lisibles. De même est venue du Parti une demande que la question de l'Europe ne soit pas traitée dans le chapitre concernant l'international, mais faisant un 5^e axe à part entière. Les relectures qui ont été faites ont témoigné souvent de redites qui ont été chassées. Des éléments de textes alternatifs mieux écrits ou plus précis ont été retenus. Des propositions de camarades sur des sujets ont, de par leurs compétences, permis des pertinences d'amélioration. Des actualisations ont été introduites. Je rappelle que le texte de base commune a été écrit en février, bien avant par exemple les mouvements sociaux.

Au fil des débats dans le Parti, conférences de section puis congrès départementaux, sont montées des demandes convergentes auxquelles le travail d'écriture au fil des jours a répondu : un chapitre mal situé ici ou encore des lectures à différents niveaux compliquées par quelques incohérences de titres. Enfin, je veux saluer le formidable travail collectif des communistes qui ont débattu, sans doute avec beaucoup d'intérêt et d'engagement – sans doute plus qu'on pouvait le penser après le lancement de « La France en commun » en juillet dernier qui fondait les bases de notre travail actuel et qui avait été bien moins discuté.

Des centaines d'écrits, d'amendements, souvent sur la seconde partie de ce texte concernant les « axes », baptisée ici la déclinaison des combats émancipateurs à la demande de ceux qui souhaitaient plus d'engagement et de force. La plupart ont été repris, soit dans leur écriture, à la lettre, soit dans leur esprit au sein du travail de réécriture. Beaucoup traitaient de mêmes sujets, j'y reviendrai.

La première partie a donc pris pour sous-titre « Pour un communisme de nouvelle génération », affirmant d'entrée et le mouvement et l'objet de ce texte qui, je le rappelle, doit devenir, une fois adopté, un appel, une adresse, une invitation aux plus

larges débats au sein de notre peuple.

Cette première partie est – elle l'était dans sa première écriture – en 4 parties et se décline cette fois avec davantage de précision.

1. L'affirmation qu'il faut changer de système est appuyée sur la nature de la crise quand le capitalisme met en jeu notre humanité.

2. D'entrée, le texte pointe les possibles, les appuis et ce qui grandit de positif utile au nécessaire changement.

3. Il définit celles et ceux à qui nous nous adressons, identifie les obstacles comme ceux de la division sans fin auxquels travaillent sans relâche les tenants du capitalisme.

Et quatrièmement, il dit ce qu'il apparaît incontournable de mettre en œuvre pour ce « Monde du commun », dessinant ainsi avec une économie de mots mais avec précision ce que nous appelons communisme de nouvelle génération.

Et puis, en seconde partie, le choix a été fait de moins décrire la situation mais de plutôt renforcer, fort des propositions venant du Parti, les éléments de projet. À ce titre, il me faut préciser que la feuille de route du Congrès était bien de soumettre un projet et non le programme du PCF qui, bien sûr, aurait été plus complet et plus long. L'idée du projet est de dire quels objectifs nous visons, comment les atteindre. Dans les débats, des amendements de programme, avec des précisions, ont été formulés. Il faudra conserver ces travaux qui ne pourront pas tous figurer dans le texte final du projet mais qui seront fort utiles ultérieurement. À considérer tout ce travail collectif, décidément, personne ne peut penser que les communistes sont des voyageurs sans bagages.

Tout l'enjeu de cette partie de notre texte de projet, c'est de donner à voir notre capacité à traiter les défis qui sont ceux de nos concitoyens comme de la société.

L'objectif zéro chômage et l'ensemble des déclinaisons qui de la protection sociale à la culture mais aussi des enjeux de la révolution numérique dessinent les contours d'une société d'émancipation.

Dans la société du bien vivre et du bien commun, nous traitons (cela a été très demandé) de l'appropriation sociale, des services public mais aussi de comment nous marions développement humain et écologie. C'est ici que nous précisons ce que nous entendons par nouveau mode de production, alliant le concept de produire et de produire mieux, comment dégager la production de la course permanente et destructrice du profit pour relancer l'emploi, la recherche, la formation.

À ce sujet, on trouvera, comme souvent demandé aussi, la définition et les principes de la sécurité pour l'emploi et la formation, ou encore comment prendre le pouvoir sur les banques qui sont des sujets suscitant intérêt et recherche.

Dans révolutionner la République, nous disons pourquoi et comment construire une République démocratique et sociale et comment redonner vigueur et sens aux valeurs de la République, comment combattre les insupportables discriminations ou le racisme ou bien comment l'égalité femme/homme est un combat visant à l'universel.

Beaucoup ont écrit ou demandé un texte à la fois combatif et ouvert sur les perspectives à propos de l'Europe. Il dit donc ce que nous ne voulons pas, puis affirme la nécessaire refondation de

l'Europe avec les conditions permettant de changer la donne. Enfin, le texte sur l'international met en priorité la paix, le rôle que peut et doit jouer la France dans un monde devenu multipolaire. Il reprend comme demandé aussi, les questions de la guerre économique et des dangers des accords tels les ALE. Plus globalement, cette organisation de notre texte de projet a permis aussi d'insérer des propositions ou de renforcer des thèmes ou des objectifs comme par exemple la sortie de l'Otan, le droit de vote des résidents étrangers, ou encore de renforcer le concept de lutte de classe.

Nous avons donc un texte enrichi d'un travail en commun considérable.

Nous savons aussi que des débats sont encore ouverts et passionnants sur certaines questions et qu'ils l'ont été dans les congrès départementaux. Ce sont des questions qui figurent davantage dans la seconde partie précisant les combats. Je peux citer l'Europe, l'égalité femme/homme, les questions liées à l'énergie par exemple. Il faudra poursuivre ces débats, les instruire, les argumenter, organiser des rencontres, voire des conventions. Mesurons aussi les évolutions de certaines questions au fil des innovations : par exemple, l'ubérisation d'une part de l'économie n'était pas une question posée il y a moins de dix ans.

Les combats sont devant nous

Sachons instruire, et s'instruire des autres pour affiner un jugement, une position, une proposition. De grands débats sont encore devant nous et ne nous privons pas demain de les ouvrir. Sur la méthode de nos travaux aujourd'hui et demain matin, nous avons – je crois – besoin d'un débat de fond sur la première partie, qui est le texte de sens de notre projet, celui qui définit en quelque sorte le communisme qui nous fait agir, pourquoi nous abordons les batailles à venir avec détermination : parce que nous nous appuyons sur le nombre, autant que sur le neuf qui germe dans la société. Parce que nous y ciblons les enjeux : face aux désastres, il y a les possibles et voilà comment nous posons les priorités qui fondent le monde du commun : ou encore de l'éducation à un monde de paix ou bien de la révolution citoyenne à un nouveau mode de développement. Nous disons qu'en finir avec l'exploitation, la domination ou l'aliénation, c'est ce que nous nommons communisme de nouvelle génération. Ne serait-il pas judicieux que ce soir, à l'issue de nos travaux et forts du débat sur cette partie essentielle et qui construit du sens, nous puissions l'adopter par un vote. La commission du texte se réunissant ce soir pourrait examiner les propositions et/ou amendements sur la seconde partie qui serait alors soumise demain au vote avec les amendements qui viendront au cours du débat.

Je veux aussi ici remercier tous les camarades qui ont avec moi travaillé d'arrache-pied depuis le début, c'est-à-dire depuis des semaines, mais encore davantage ces derniers jours et même ces dernières heures, pour vous livrer un travail que nous avons voulu en liaison permanente, dynamique et constructive avec les travaux des communistes dans la préparation de leur congrès et avec un grand esprit de tolérance, de sérieux et d'écoute mutuelle. Un grand merci à vous.

Afin de poursuivre ce travail, ces camarades seront tout au long de la journée ici disponibles pour compléter, expliquer, corriger, prendre vos propositions écrites, intervenir et contribuer au travail de toutes et tous ici.

Enfin, et je veux conclure par cela cette présentation, il est une dimension qui traverse notre texte de projet : c'est la bataille des idées.

L'offensive généralisée des libéraux sur les idées, ou encore le développement des formes d'obscurantismes nous conduisent à revitaliser nos engagements sur le terrain des idées. Il n'est pas vrai qu'ils ont gagné la partie. S'il en était besoin, le mouvement social montre que les résistances face au libéralisme sont considérables. Nous avons une responsabilité : celle de montrer que l'action des peuples peut inverser le rapport de forces s'il, comme l'écrit notre texte, « ceux-ci prennent conscience de leur intérêt commun et de leur puissance collective ». Notre rôle peut là être déterminant, c'est la fonction de notre projet. Nous pourrions, alors, à l'issue de nos travaux sur le projet, après notre congrès, prendre date pour des initiatives autour du « temps du commun » comme élément constitutif de la bataille des idées justement.

Nous dirions avec esprit de dialogue, autant qu'avec force et avec argument : voilà notre communisme, voilà les communistes, ce qu'elles et ils portent, leur vision du monde comme de la France, voilà sur quoi et pourquoi ils se battent.

(On retrouvera l'intégralité des interventions et discours sur le site Internet www.pcf.fr)



Le temps du commun De fermes débats

Suite au rapport de Marc Brynhole, le débat sur la première partie du texte, « Le temps du commun », puis la discussion sur les amendements, les échanges entre la salle et la commission et les votes ont occupé une large partie des séances de jeudi après-midi et de vendredi matin. Des interventions très paritaires puisqu'à 19 h, jeudi, la tribune comptabilisait 42 intervenants : 21 hommes, 21 femmes !

Des temps de solidarité internationale (avec des forces progressistes de Palestine, d'Israël, de Grèce, d'Irlande) ponctuèrent ces débats.

Dans la discussion, il fut notamment question de la sécurité de l'emploi, de la place de l'école, de l'engagement féministe, de l'égalité des territoires, d'islamophobie. Entre autres. Un débat assez ferme sur l'enjeu énergétique (la COP 21, le réchauffement, le nucléaire, les énergies renouvelables, Notre-Dame-des-Landes) s'est soldé par un vote très majoritaire en faveur du texte. Le chapitre « Révolutionner la République » a été également largement approuvé, même si la discussion s'est aiguisée à nouveau autour de l'enjeu du nouveau pacte républicain et de la laïcité (le voile pour dire très vite). Sur cette question (car on votait séparément le texte par pan avant de voter la partie), la salle, cette fois, était assez partagée. Le chapitre sur l'égalité homme/femme fut largement réécrit. Le débat européen fut très fourni : caractérisation critique des traités, rôle de la BCE, lutte contre le national-populisme, expérience grecque, montée des forces alternatives, sortie de l'euro ou changer l'Europe. « La bataille doit se mener dans le même temps au niveau français, européen et mondial » insistait Pierre Laurent dans cet échange. Le combat européen est rude mais il n'y a pas de détour. « Nous ne sommes pas seuls en Europe ». La Palestine, les Kurdes, l'Otan, l'ONU, le commerce des armes, l'industrie d'armement, telles furent les questions évoquées dans la partie internationale du débat.

Au final, l'ensemble du texte « Le temps du commun » fut adopté par 80 % des délégués. ✪

Gérard Streiff



Le temps du commun

Pour un communisme de nouvelle génération

Un autre monde est possible et nécessaire. Le patrimoine cumulé des 1 % les plus riches du monde dépasse celui des autres 99 % de la population qui, pour l'essentiel, construisent la richesse de la minorité privilégiée. En ce début de XXI^e siècle, l'idée-force c'est bien que le mouvement d'émancipation est le mouvement de l'immense majorité au profit de l'immense majorité.

Le monde est face à une alternative : désastre social et écologique, ou nouvelle ère d'émancipation humaine, le temps du commun.

Il y a urgence à dégager un horizon révolutionnaire, à changer le rapport de forces et à élaborer un récit et un projet émancipateurs à l'échelle de la planète, pour construire enfin un monde débarrassé du capitalisme et de toutes les formes d'exploitation, de domination et d'aliénation. Ainsi sera repoussé le duo mortifère du néolibéralisme et du néofascisme qui nous conduit tout droit aux abîmes de la barbarie.

Notre humanité est en jeu : le dépassement du capitalisme est vital

Le capitalisme, c'est la fuite en avant permanente avec l'accumulation insensée de capitaux et la recherche obsessionnelle du profit contre les êtres humains et contre la planète. Avoirs, savoirs et pouvoirs sont utilisés pour renforcer l'exploitation, le chômage de masse et la précarité. Alors que la satisfaction des besoins pourrait ne plus être un problème, la spéculation crée la famine et la surexploitation des ressources naturelles. La recherche effrénée du profit pousse au consumérisme autant qu'elle crée de la pénurie.

À l'échelle du monde, de l'Europe et de la France, ce système est entré dans une crise durable et multiforme. Celle-ci est financière, économique, écologique, politique, culturelle et démocratique. C'est une véritable crise du sens. Elle fait croître le chaos mondial : mise en concurrence de toutes et tous, montée de l'autoritarisme, du sexisme, du racisme, de la xénophobie, exacerbation de la violence, des guerres et leurs dramatiques mouvements de réfugiés. Le risque est grand de voir la dictature des marchés financiers conduire à une nouvelle crise plus dure et brutale que celle de 2007-2008. Produits monstrueux et roues de secours indispensables au maintien de la domination capitaliste, les extrêmes droites se répandent dans le monde, singulièrement en France et en Europe. Elles prônent une alternative autoritaire et liberticide, nationaliste et raciste, violente et obscurantiste. Le *djihadisme*, violence meurtrière aveugle au nom d'une religion, en est l'une des plus sinistres versions.

Pour les générations futures, nous ne pouvons pas laisser faire. La crise appelle, en lien avec les luttes, des propositions cohérentes et à la hauteur pour en sortir et répondre aux exigences de notre temps. Il faut changer de système.

Au cœur du désastre, les potentialités grandissent et se multiplient

Les nouveaux moyens de production posent la question de la réduction du temps de travail ainsi que celle du développement des capacités intellectuelles de chacune et chacun. La révolution numérique, les avancées scientifiques et technologiques ouvrent des champs de possibles inédits. Aujourd'hui plus que jamais, notre humanité est en mesure d'assurer l'épanouissement de chacune et de chacun. La question du pouvoir est posée en grand : celui des citoyennes et des citoyens sur la cité et sur la politique, celui des travailleuses et des travailleurs sur la production. Elle se heurte à chaque fois au pouvoir de l'argent pour l'argent, aux « eaux glacées du calcul égoïste » comme aux eaux glauques de la division et du racisme. La construction de ce monde du commun appelle à inventer une société de partage des avoirs, des savoirs et des pouvoirs.

Mais pour satisfaire les besoins humains et assurer la survie de notre planète, il s'agit de construire un monde de partage et d'égalité qui place l'être humain et son environnement au cœur des préoccupations, un monde capable de lier émancipation individuelle et collective. Il s'agit de dépasser le capitalisme, qui porte en lui les fondements refoulés de cet autre modèle de société. D'ores et déjà, des Fralib aux fablabs, des expériences ont lieu qui mettent en œuvre d'autres logiques, coopératives, sociales, solidaires. À l'heure où grandissent les aspirations individuelles et collectives à mieux vivre et à vivre différemment dans des rapports sociaux solidaires, libres, égalitaires et harmonieux avec la nature, les conditions d'avancées de notre projet se renforcent chaque jour. À nous de les développer pour une société du commun.

L'histoire de notre peuple, de ses luttes et de ses conquêtes est une force en ce sens. La socialisation des richesses encore incarnée par la Sécurité sociale malgré les attaques, les valeurs révolutionnaires de liberté, d'égalité, de fraternité mais aussi de laïcité sont des concepts puissants pour affronter les défis du XXI^e siècle. Si les tenants de l'ordre établi s'emploient à les vider de leur sens, c'est qu'elles sont toujours une gêne puissante pour leur domination. À nous de les prolonger et de les faire passer du fronton des mairies au cœur de la vie concrète.

Encore faut-il renverser la dictature du profit : conquérir le pouvoir sur l'argent. Encore faut-il gagner la bataille des idées et celle de la culture. Impossible, nous dit-on ? Mais la dictature du profit est directement la conséquence de choix politiques. L'action des peuples peut inverser le rapport des forces si ceux-ci prennent conscience de leur intérêt commun et de leur puissance collective, une nouvelle conscience de classe en quelque sorte.

Nous sommes des millions à résister et à pouvoir construire un monde du commun

Le capitalisme financiarisé s'en prend frontalement aux salarié-e-s, de l'ouvrier au cadre. La moitié des travailleurs gagnent moins de 1 700 euros par mois ; les chômeurs sont plus de 5 millions ; 8 millions de nos concitoyens vivent au-dessous du seuil de pauvreté dont 53 % de femmes. Au-delà, ce sont les travailleurs indépendants, les auto-entrepreneurs, les petits patrons qui sont désormais directement touchés par ce système prédateur. La France des 99 % existe bel et bien.

Mais les privilégiés s'échinent, pour maintenir leur domination, à nous diviser. En permanence, ils opposent celles et ceux qui devraient être uni-e-s car ayant les mêmes intérêts profonds : le retraité à l'actif, le sans-papiers au chômeur, le demandeur d'emploi au travailleur, le précaire au CDI, le salarié du privé au fonctionnaire, le Français à l'étranger. Cette division sans fin, c'est aussi la politique du bouc émissaire, et son cortège intolérable de haine et de racisme. De même, les courants réactionnaires ont fait des femmes, de leur rôle assigné et de leur image, une cible essentielle. Ils ont bien compris que l'émancipation des femmes est le moteur de tout progrès humain.

Refonder l'Europe, c'est une exigence populaire désormais incontournable. Une majorité de Françaises et de Français rejette cette Union européenne autoritaire et soumise aux marchés financiers. Ni ce modèle européen, ni les sirènes des nationalismes ne sont acceptables. L'heure est à la construction d'un projet solidaire. Une France qui se tourne vers le monde pour le transformer, une France qui s'appuie sur ses valeurs, peut engager le mouvement vers une autre mondialisation, une autre Europe : celle d'une union de peuples libres, souverains et associés. Une majorité de notre peuple est prête à relever ce défi.

Au-delà, l'idée que notre monde est commun à chacune et



chacun fait son chemin. Des solidarités nouvelles remettent en cause les rapports de domination et les logiques mercantiles. Un monde de mise en commun des besoins, des biens et des usages frappe à la porte.

Notre société retrouve le goût de l'action, celle de sa classe ouvrière et de l'ensemble de ses salariés et de sa jeunesse, à travers les luttes sociales comme le montrent le puissant mouvement contre la loi travail et les nouveaux lieux de rassemblement comme « Nuit debout ».

Lucide, décidée et rassemblée, la France a la capacité de penser l'avenir, de redonner l'espoir en un nouveau processus de transformation révolutionnaire, émancipateur, social et écologique. Elle a la force d'affronter ce défi en combinant efficacement luttes de classes contre toutes les exploitations et actions résolues contre toutes les dominations et les discriminations.

Pour un monde du commun

Reprenons l'offensive politique et idéologique face à la « religion du capital » et à ses grands inquisiteurs. Donnons-nous l'ambition d'un monde de partage et d'égalité, qui place l'être humain et son environnement au cœur des politiques, en liant émancipation individuelle et collective.

En ce sens, il est indispensable :

- de réaffirmer le droit imprescriptible des individus à la liberté et viser l'égalité réelle en luttant contre toutes les dominations et les discriminations ;
- d'inventer un mode de développement économique, social, solidaire et soutenable. Le bonheur des êtres humains et la préservation de la planète seront ses seules finalités ;
- de promouvoir le travail, les savoirs, l'éducation et la culture, leur partage et leur appropriation, comme des enjeux majeurs, une condition de l'émancipation individuelle et collective ;
- de se doter d'une Sécurité sociale qui retrouverait sa vocation mutualiste et qui garantirait à 100 % l'accès aux soins pour toutes et tous ;
- d'élaborer une démocratie réelle, par une révolution citoyenne, une appropriation populaire de la politique, de l'économie, de l'argent et de la culture, une conquête des pouvoirs et de l'égalité ;
- de construire l'Europe des peuples en redéfinissant ses fondements et en élaborant de nouvelles institutions démocratiques au service de projets partagés ;
- de fonder une mondialité de paix et de coopération entre des peuples égaux pour le développement de biens communs de l'humanité tout entière.

Dans notre pays, le désir de se libérer du capitalisme grandit. Notre peuple attend une proposition politique nouvelle. Loin d'une recherche désespérée du « grand soir » ou d'une gestion sociale-libérale, nous proposons un processus de transformation sociale fondé sur les luttes, les batailles d'idées et les conquêtes de pouvoirs. Ensemble, nous pouvons bâtir un nouveau mode de développement productif, social et écologique, portant l'exigence féministe à l'égalité, l'aspiration à l'autonomie de chacune et chacun, l'appropriation



La reproduction du poème "Liberté" (Paul Eluard - Fernand Léger) a été offerte à chaque congressiste.

tion et le partage des savoirs, des informations, des arts et des cultures, enfin une refondation de la politique et de la République.

Au XXI^e siècle, le grand dessein de l'humanité est d'en finir avec toutes les formes d'exploitation, de domination et d'aliénation, de l'homme par l'homme, de l'homme sur la femme, de l'activité humaine sur la nature.

Voilà le mouvement que nous nommons communisme de nouvelle génération.

Déployons aujourd'hui ces combats émancipateurs

I. « Zéro chômage », pour une société du partage

Changeons de logique en partant des besoins communs, des savoirs et de leur partage, en y soumettant les moyens financiers gigantesques qui existent dans le monde. De grandes batailles sont à mener sur le coût du capital et le rôle des banques. Les objectifs, c'est le droit au travail pour toutes et tous, la formation à de nouvelles activités sociales libérées du salariat. C'est la sécurité d'emploi et de formation, le développement de tous les services publics et de la Sécurité sociale, la réduction du temps de travail à 32 heures et la transformation du travail lui-même. « Zéro chômage », c'est donner priorité à l'éducation, à la culture, à la recherche, à la mise en commun contre la privatisation, au développement humain durable contre le productivisme capitaliste, à l'autonomie et à la sécurisation des parcours de vie contre l'exclusion et la précarisation, aux services publics contre la marchandisation.

La réorientation du système bancaire, des droits nouveaux aux travailleuses et aux travailleurs et la création d'un grand service public national de la formation continue seront décisifs pour la promotion d'un nouveau contrat social.

Pour une République sociale et démocratique jusque dans l'entreprise

Pour dépasser le travail contraint, méprisé et dévalorisé, celles et ceux qui, par leur travail, créent les richesses doivent pouvoir prendre en main leur avenir, être les actrices et les acteurs de la transformation sociale. Le travail ne doit pas être une marchandise dont il faut réduire le coût pour accroître la rente des actionnaires. En répondant au défi de la révolution numérique, le travail peut devenir un facteur d'émancipation en permettant à chacune et à chacun d'accroître sa créativité et son pouvoir d'intervention pour le mettre au service de la collectivité dans le cadre d'un développement humain durable.

Pour le droit au travail utile et reconnu pour toutes et tous

Le droit de toutes et tous, sans discrimination, à un emploi et un travail utile et reconnu, permettrait de concilier vie professionnelle et vie personnelle, de garantir un parcours professionnel choisi et sécurisé à toutes ses étapes.

L'entreprise n'est pas la propriété des seuls porteurs de capitaux. De nouveaux droits d'intervention des travailleuses et des travailleurs dans l'entreprise, dans l'organisation du travail en son sein, comme dans les choix de gestion et de production doivent être inscrits dans la loi pour définir l'entreprise comme collectif de travail. Cela passe notamment par le contrôle de l'utilisation des aides publiques, la possibilité offerte aux salarié-e-s de pouvoir faire une contre-proposition en cas de licenciements collectifs, l'interdiction pour une en-

treprise qui fait des bénéfices et qui distribue des dividendes ou des stock-options de licencié pour raison économique, l'ouverture aux salarié-e-s des conseils d'administration avec droit de vote.

Diminuer fortement le temps de travail, permettre à chacune de passer beaucoup plus de temps, au long de sa vie active, à se former, se cultiver, développer ses capacités, vivre sa vie sociale et familiale offrirait aussi une formidable vitalité à toute la société.

Pour une sécurité d'emploi ou de formation

Pour un dépassement progressif du salariat capitaliste, nous voulons aller vers un système de sécurité d'emploi ou de formation. Cela signifie la transformation radicale du contrat salarial, fondamentalement précaire, par l'avancée d'une mobilité entre emploi et formation maîtrisée par les intéressé-e-s, à l'opposé de la précarité et du chômage. Les objectifs de ce système viseraient à ce que chacun-e puisse être soit en formation soit en emploi, les deux choisis et correctement rémunérés. Ainsi, nul ne connaîtrait le chômage. Les luttes actuelles montrent les chantiers à investir : la réduction du temps de travail et la transformation de son contenu ; la sécurisation du contrat de travail ; la conquête de pouvoirs décisionnels des salarié-e-s et des citoyens sur les choix stratégiques et de gestion des entreprises ; le droit de saisir les banques pour la réalisation de projets viables alternatifs à ceux dictés par la rentabilité financière ; l'exigence d'un grand service public de sécurisation de l'emploi et de la formation.

Pour une protection sociale du XXI^e siècle

La réponse aux besoins, la reproduction de la force de travail, l'épanouissement individuel et collectif nécessitent une approche nouvelle entre l'économique et le social, l'humain et la planète. Continuateurs du programme du Conseil national de la Résistance, nous voulons unir et rassembler pour répondre aux besoins quotidiens et construire une visée moderne, sociale, progressiste.

Il nous faut assurer, tout au long de la vie, une protection sociale de haut niveau, une formation ouvrant des perspectives d'emploi, des revenus décents, en sauvegardant notre environnement. Ce combat pour l'émancipation humaine passe par des droits nouveaux, une Sécurité sociale à 100 %, un service public modernisé et développé.

Une priorisation sans précédent de l'éducation, de la formation, de la recherche et de la création

Dans une société où les savoirs et la création jouent un rôle de plus en plus important, l'éducation, la recherche et la culture sont au cœur de la lutte des classes. Faire des savoirs et de la création un outil d'émancipation individuelle et collective devient une priorité pour le développement même de

toute la société. Un investissement en matière d'éducation, de formation, de recherche et de création sans précédent est une des conditions majeures pour sortir de la crise. Refonder l'école, l'université, la formation continue, l'éducation populaire et les politiques culturelles au service de l'égalité et de l'émancipation est une réponse à la nécessaire élévation du niveau de connaissances et de qualification. L'appropriation par toutes et tous d'une culture commune de haut niveau doit permettre à chacun-e de maîtriser les choix individuels et collectifs. Cela implique d'investir dans les services publics – en écartant les partenariats public-privé – prenant en charge l'ensemble des temps de l'éducation et de la formation, de la petite enfance à la retraite, mais aussi de prolonger la scolarité obligatoire, de repenser les contenus, les pratiques et les temps de l'éducation et de la création tout comme le développement d'un périscolaire décentralisé, ouvert à la société, avec l'objectif d'un grand service public national déconcentré.

Pour une société humaine de la culture

Face à la crise du sens, la prise en compte de la pensée, du sensible, de l'imaginaire et du symbolique est indispensable. Cela passe par des politiques culturelles renouvées, y compris au sein des programmes scolaires et des diverses pratiques éducatives. Cela passe par un nouveau souffle donné à l'éducation populaire et à la vie associative. Cela passe par le rappel incessant que les arts et les cultures, les enseignements et les pratiques artistiques sont porteurs, dans leur dialogue avec la cité, d'une conscience critique indispensable à une visée émancipatrice.

Il s'agit d'affirmer que le travail artistique et culturel ne peut exister qu'à l'issue d'un processus mobilisant le travail, l'imaginaire et la sensibilité d'un artiste, d'un créateur, d'un auteur. Ce travail est producteur de sens, son appropriation garantit l'exercice citoyen.

Il s'agit aussi de traquer « l'ordre moral » qui vise à censurer ce que les arts vivants portent en eux de critique, de subversion et de prospective.

Il s'agit enfin de réaffirmer la responsabilité partagée des pouvoirs publics, de la commune à l'État, en matière de soutien à la création et aux pratiques artistiques, dans la pluralité, à l'éducation et au partage des savoirs dans la cité, l'école et le monde du travail.

Une culture commune émancipatrice doit respecter la diversité de ses langues de ses expressions et donner à toutes et tous les moyens de son appropriation et de son partage. C'est la condition du récit émancipateur qu'il nous faut inventer pour la reconstruction d'une hégémonie culturelle progressiste.

Le sport est un élément essentiel de tout projet d'émancipation humaine

L'action publique et le soutien aux initiatives citoyennes doivent permettre de libérer le sport de l'emprise marchande pour être un droit pour toutes et tous. L'éducation physique et sportive à l'école, la formation des cadres et des bénévoles, le soutien à la vie associative avec l'exigence désintéressée de partage et de démocratie, sont la garantie de ce droit.

Pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Des millions de femmes subissent déjà la double journée dans leur vie quotidienne, résultat de la double domination capitaliste et patriarcale. Sur le plan professionnel, les iné-



galités sont utilisées pour tirer les conditions de travail et les salaires vers le bas. Il est grand temps de revaloriser tous les métiers et d'en finir avec les contrats précaires et le temps partiel imposé. À travail de valeur égale, salaire égal, réduction du temps de travail à 32 heures, grilles salariales universelles, garantie de l'égalité dans les promotions et l'accès à toutes les responsabilités : voilà des mesures urgentes à mettre en œuvre pour construire un monde du travail de pleine égalité sans aucune indication genrée des métiers.

Pour l'autonomie de la jeunesse

Les forces réactionnaires ciblent les jeunes pour imposer leurs projets. Le potentiel de contestation et de créativité des jeunes constitue une grande force. Au cœur des mobilisations sociales, environnementales, pour la paix, elles et ils portent des expériences sociales et des formes de luttes innovantes souvent brimées et méprisées. Il faut voir grand et de façon neuve pour favoriser ces germes d'alternative. L'urgence du moment est de faire face à la violence qui est faite aux jeunes, travailler à leur autonomie et à un statut protecteur pour construire une logique sécurisée de parcours de vie.

La révolution numérique : un enjeu majeur de la lutte de classes

La révolution numérique ouvre de nouveaux possibles en permettant coopération et libre partage universel des savoirs. Mais les grands groupes visent à exploiter et à privatiser la créativité des acteurs de cette révolution qui, eux, aspirent à un monde de partage et de biens communs. L'ubérisation, c'est-à-dire le capitalisme de plateforme numérique, s'en prend au salariat. Automatisation et robotisation génèrent de considérables gains de productivité entraînant, d'ici à vingt ans, la possible destruction de près de la moitié des emplois actuels. Dans cette féroce lutte de classes, la bataille doit se mener pour que ces gains de productivité soient alloués à une réduction drastique du temps de travail, aux salaires, à la formation, à la création de nouveaux emplois et activités utiles à la société. La *big data* brouille la frontière entre le travailleur et le contributeur. Les données qu'il génère sont appropriées et exploitées comme une rente, et cela et sans maîtrise démocratique.

Alors que les réseaux permettent la coopération de millions d'intelligences humaines, on assiste à une mise en concurrence sauvage. La révolution numérique pousse à la fin des hiérarchies, à l'auto-organisation et au libre choix de son travail au sein de l'entreprise, mais, sans lutte sociale et politique, il débouche sur la dictature de la notation, du contrôle de tous par tous pour conforter le pouvoir du capital.

La question du dépassement du salariat par une société de libres producteurs associés est posée. Elle suppose une démocratie renouvelée, la remise en cause de la propriété privée des modes et des moyens de production, du fonctionnement et de la structure des entreprises, des institutions. Partout dans le monde, se créent des plateformes participatives, des coopératives de données avec des logiciels libres par opposition aux plateformes capitalistes. Le développement de ces modèles alternatifs offre des cadres pour une sécurisation de l'emploi et de la formation et des services publics de nouvelle génération. Cette lutte implique l'investissement politique de nouveaux espaces comme les *fablabs*, là où s'imaginent de nouvelles formes de productions et d'échanges. Au lieu d'un État incubateur de *start-up*, ayons un État partenaire favorisant l'autonomie des plateformes coopératives afin de préserver le bien commun numérique.

Faire reculer le coût du capital, reprendre le pouvoir aux banques et aux marchés financiers

Les intérêts bancaires, les dividendes des grands groupes industriels et financiers (309 milliards d'€) plombent tout. À l'opposé, ce qu'ils appellent les « coûts du travail » (145 milliards d'€ de cotisations sociales) patronales sont investis utilement pour la santé ou la consommation populaire. Les énormes économies de travail permises par la productivité et la révolution numérique servent avant tout à réduire les masses salariales et l'emploi, en freinant les débouchés de la production. Les politiques d'austérité exacerbent ces cercles vicieux en conduisant à la dépression. Notre pays s'enlise car il est un pays de bas salaires : la revalorisation du pouvoir d'achat est donc une exigence autant sociale qu'utile.

Pour une nouvelle efficacité sociale, les fonds des banques,



les profits des entreprises et les fonds publics doivent être utilisés pour des dépenses de formation, de développement social, de services publics et d'investissements efficaces. La maîtrise populaire du crédit bancaire est un nouvel enjeu du XXI^e siècle. Un pôle public bancaire incluant des banques nationalisées fonctionnant avec de nouveaux critères doit servir l'emploi et la formation, les progrès sociaux et écologiques.

Réformer en profondeur la fiscalité est indispensable pour pousser les entreprises à financer des investissements porteurs de créations d'emplois et de formations correctement rémunérées. À l'opposé, il faut pénaliser la distribution de bénéfices sous forme de dividendes contre l'emploi, la croissance réelle et l'environnement.

Créer un impôt local sur le capital matériel des entreprises, mettre à contribution le capital financier, ou encore réformer l'impôt sur la fortune (ISF) et l'impôt sur le revenu pour les rendre plus progressifs, instaurer une TVA à taux zéro pour les produits de première nécessité sont des mesures à la fois justes et efficaces. De nouvelles cotisations sociales contribueront au financement de la Sécurité d'emploi et de formation.

Bloquer la spéculation et la financiarisation de toute l'économie nécessite de placer l'utilisation des crédits des banques sous contrôle social avec des critères précis d'efficacité économique et sociale, de réaliser un audit de la dette publique. Réorienter l'activité de la Banque centrale européenne (BCE) jusqu'à changer ses missions et créer en France un pôle public bancaire et financier est une exigence première. Transformer la politique et les critères du crédit ou encore bloquer les circulations de capitaux et de profit avec les paradis fiscaux sont des objectifs à conjuguer avec une profonde réforme de la fiscalité. La France doit se doter des moyens effectifs pour éradiquer la fraude fiscale.

Il faut en finir avec les exonérations de cotisations sociales patronales qui ont dramatiquement démontré leur perversité. Gestion démocratique de la création monétaire, création de pouvoirs nouveaux pour les salarié-e-s et leurs représentant-e-s dans la gestion de leur entreprise, ainsi que des citoyennes et des citoyens dans les institutions bancaires et les collectivités territoriales sont des moyens indispensables.

II. Une société du bien vivre et du bien commun

Nous participons pleinement de la conscience écologique planétaire pour une société du bien vivre et du bien commun.

Nous militons pour un développement responsable par une croissance maîtrisée dans son contenu qui réponde avant tout aux besoins de l'humanité et préserve les ressources naturelles.

Il est impensable de laisser aux générations futures un monde dévasté par les appétits égoïstes des capitalistes, à un système prédateur de ressources naturelles et promoteur de produits aussitôt-fabriqués-aussitôt-périmés. La pollution des sols, des océans, des rivières, de l'air et la mise en danger de la biodiversité atteignent des sommets et chaque année, nous enregistrons un nouveau record de la température de la planète. Les effets du réchauffement climatique sont déjà perceptibles.

L'heure est au choix de civilisation si nous voulons préserver la planète et l'humanité. Émancipation sociale et défi écologique sont indissociables. Nous opposons à la logique des profits immédiats, celle du temps long du développement humain, pour permettre le renouvellement des écosystèmes. Au développement anarchique des multinationales, nous opposons une intervention humaine coordonnée et planifiée, une appropriation des biens communs par le plus grand nombre, la production de biens utiles.

De nouveaux modes de productions doivent être promus.

Notre projet est un appel à l'intelligence collective et à un grand plan d'investissement dans la recherche et la formation pour développer les conceptions nouvelles liant les besoins au respect de l'environnement.

Nous voulons promouvoir un indice mondial de développement humain, fondé sur le niveau d'éducation, la durée de vie en bonne santé, un niveau de vie décent ou encore la mesure des inégalités de genre et de pauvreté.

L'appropriation sociale : un moyen de mettre l'économie au service de l'humain

On ne peut accepter une organisation de l'économie où ceux qui créent les richesses sont exclus des processus de décision. Partout, nous voulons contester le monopole patronal et la mainmise de la finance sur la gestion des entreprises.

Cela passe par une bataille pour gagner des droits, mais aussi des pouvoirs nouveaux d'intervention pour les salariés, y compris dans les conseils d'administration des grands groupes, là où se décident les choix d'investissement et de management. La socialisation des moyens de production, d'échanges et de financement peut prendre différentes formes comme les coopératives, l'économie sociale et solidaire, les régies municipales par exemple. L'appropriation sociale a vocation à devenir le modèle dominant.

Mettre l'économie au service de l'humain implique la reconstruction d'un secteur public important assurant une maîtrise citoyenne. Cela concerne les activités de service public, mais aussi des branches de l'industrie et du crédit où il y a besoin de conforter ou de recréer par des nationalisations, des entreprises publiques (pouvant être en situation de monopoles) gérées démocratiquement à partir de critères de gestion traduisant l'intérêt général et promouvant le progrès social.

Vers la reconquête du bien commun : un nouvel essor du service public

Les services publics sont la réponse aux besoins collectifs, à l'accès égal de toutes et tous, à la proximité. Il faut les défendre, en créer de nouveaux. Leur financement doit être fondé sur la péréquation, une fiscalité juste et redistributive, en construisant, le cas échéant, les conditions de la gratuité ; ils doivent être dégagés de l'emprise des marchés financiers. Leur statut doit protéger les agents des pressions politiques, économiques ou clientélistes et garantir aux citoyens un égal traitement. Des critères d'efficacité sociale sont à substituer aux critères marchands et la participation citoyenne doit imprégner leur gestion, leur direction et les politiques suivies. Aux plans européen et mondial, prendre le contre-pied des directives Services et de toutes les libéralisations entreprises notamment dans les secteurs du rail, des communications et de l'énergie est le passage obligé pour travailler au développement de coopérations publiques solidaires. Une nouvelle histoire des services publics est à écrire.

Un nouveau mode de développement privilégiant l'humain et l'écosystème dépassant productivisme et consumérisme

Pour l'émancipation sociale et le défi écologique : l'heure est au choix de civilisation. De nouveaux modes de production doivent être promus.

L'industrie, c'est le développement des territoires, de l'écologie, la réponse au défi d'une vraie transition énergétique, ou encore les progrès pour la santé. Sans tracteurs, pas d'agriculture, sans trains, caténaires, camions ou satellites, pas de transports possibles, sans industrie chimique, pas de santé possible. Sans industrie repensée et étroitement articulée aux services, à la recherche et aux services publics, avec un pilotage démocratique, pas de transformation écologique. L'approche par filières ouvre des perspectives à long terme, et des coopérations sur des projets communs. Une attention particulière doit être portée aux nœuds technologiques qui conditionnent l'avenir, des biotechnologies aux nanotechnologies. Les pouvoirs nouveaux d'intervention des salariés comme de la population dans les entreprises et les filières doivent permettre à la fois efficacité et adéquation entre productions et besoins.

À l'opposé de visions étroites et passéistes, faisons d'un même combat industrie et écologie : produire mieux, produire pour répondre aux besoins de toutes et tous avec l'exigence de qualité et de durabilité privilégiant le temps long du développement humain à la course effrénée de la recherche du profit.

Préserver et partager les ressources naturelles Développement humain durable, solidaire et écologique

L'urgence, c'est la limitation du réchauffement de la surface planétaire à 2°C maximum. À ce jour, le niveau des engagements des Etats conduit à un réchauffement de l'ordre de 3 à 4°C. Ce serait invivable. Tout retard pris est préjudiciable à l'humanité. Consommer moins à usages donnés, économiser l'énergie : c'est essentiel et créateur d'emplois. Il est urgent de réduire progressivement, mais de façon massive, l'utilisation de ressources carbonées (pétrole, charbon, gaz,...) responsables des émissions de gaz à effet de serre qui provoquent des catastrophes environnementales. Il faut interdire l'exploitation des gaz de schiste.

Après l'accord de Paris, le défi climatique reste devant nous Si sur les principes tout est inscrit, tout reste à réaliser pour engager une véritable transition écologique et sociale vers une société sobre en carbone et réduire les inégalités de développement dans le monde. Rien ne se fera sans une mobilisation des moyens financiers mondiaux. L'accord de Paris met en évidence les rapports de domination à l'échelle du monde qui mettent les pays les plus pauvres en grande difficulté. La mobilisation doit se poursuivre pour sauver le climat et non le système qui le détruit.

Le droit à l'énergie

Le débat sur la transition énergétique est engagé et nous le poursuivons par l'organisation d'États généraux. Il doit prendre une ampleur planétaire pour satisfaire un réel droit à l'énergie pour toutes et tous, au meilleur tarif possible. Dans un contexte d'expansion des besoins énergétiques mondiaux, il s'agit de promouvoir un mix énergétique, 100 % public, faiblement émetteur de CO₂, composé de manière complémentaire d'énergies renouvelables (hydraulique, géothermique, hydrolien, solaire, thermique et photovoltaïque, etc.) et du nucléaire pour lequel des normes internationales contraignantes de sûreté doivent être définies ; une relance de toutes les filières industrielles du mix, aujourd'hui mises en cause ou inexistantes, doit être engagée tout comme un effort sans précédent sur la recherche scientifique.

Le droit à l'alimentation, à la qualité de l'air et à l'eau

Les politiques agricoles doivent garantir la souveraineté alimentaire. À l'échelle du monde, de l'Europe, de la France, nous avons besoin de planifier la production, reprendre en main les outils de la régulation des marchés et accompagner une vraie transition écologique de l'agriculture, favoriser les circuits courts, les filières bio, favoriser la consommation des produits de la mer. La gestion des stocks, la sécurité alimentaire ou encore l'interdiction de la spéculation sur les denrées vivrières sont des priorités. Un nouveau modèle agricole rémunérateur par des règles de prix garantissant leur revenu, pour tous les agriculteurs et agricultrices, travailleuses et travailleurs agricoles est à promouvoir par la valorisation des filières relocalisées, la transformation et la vente des produits au plus près des consommateurs. Défendre une pêche artisanale et rémunératrice, lutter contre les importations/dumping, encadrer les pratiques des grands armateurs et les marges des distributeurs et s'opposer au pillage des

ressources halieutiques sont désormais incontournables. La France doit s'engager dans une lutte mondiale contre la pollution des océans.

La gestion de l'eau doit être sortie des griffes des multinationales et s'ancre dans le champ du service public. Les salarié-e-s, les citoyen-ne-s et élu-e-s doivent pouvoir intervenir dans la gestion de l'eau et de la préservation de la ressource. Garantir l'égalité d'accès ainsi que les premiers mètres cubes gratuits, supprimer la disparité des tarifs par la mise en place d'un mécanisme de péréquation nationales sortir la recherche et les savoir-faire des mains du privé exigent un autofinancement de l'eau, la solidarité financière de l'état comme de l'Europe et supposent la création d'un service public national et décentralisé de l'eau et de l'assainissement, seul garant de l'égalité des territoires pour accompagner les collectivités locales vers une gestion publique de l'eau. Pour la qualité de l'air, le développement des transports en commun de qualité, à bas prix et avec un fort maillage, comme celui du fret ferroviaire et fluvial, doit devenir une priorité et l'étalement urbain reconsidéré, avec la relocalisation de l'emploi. L'organisation urbaine et les politiques foncières actuelles doivent s'inscrire dans un développement urbain maîtrisé vers des modèles mixant les différents espaces et temps de vie, au lieu d'éloigner domicile et travail, habitat et services publics.

III. Révolutionner la République pour une France de liberté, d'égalité et de fraternité

Construire une République démocratique et sociale

La République est mise à mal, la démocratie menacée et la vie politique est enfermée dans le carcan d'une monarchie présidentielle. Par l'abstention s'exprime souvent une colère, le sentiment de n'avoir plus prise sur les décisions, que les promesses ne sont jamais tenues et les espoirs sacrifiés sur l'autel de la finance. Les gouvernements successifs remettent en cause les collectivités locales, foyers de démocratie et proximité citoyennes. Et pourtant, l'aspiration à participer est bien présente comme le montrent les mouvements sociaux et citoyens. Chacune et chacun doit avoir les moyens de l'exercice des pouvoirs, de l'échelon local jusqu'aux échelons national et européen.

Le temps est venu de construire la VI^e République et de redonner du sens à l'engagement. Mettre fin au présidentielisme, instituer une démocratie parlementaire, la proportionnelle, la parité et le non cumul des mandats successifs et simultanés, avec un statut de l'élu-e, refonder l'Europe : voilà les grands défis institutionnels redonnant sens à notre République. Cela passe par un processus constituant d'une VI^e République, sociale, féministe, démocratique, citoyenne. Cela passe par une remise à plat des traités européens pour reconquérir de la souveraineté populaire.

Ouvrir une nouvelle ère de la citoyenneté, c'est garantir la citoyenneté de résidence donc le droit de vote des étrangers ; c'est permettre l'appropriation des savoirs, c'est une nouvelle phase de démocratisation scolaire, la prolongation de la scolarité obligatoire. De nouveaux pouvoirs incluront des droits d'initiative et d'intervention pour les citoyen-ne-s, pour le monde syndical et associatif, dans la cité, dans l'entreprise, sur les banques.

Libérer l'information des citoyennes et citoyens, aujourd'hui bafouée par la concentration du pouvoir des grands groupes sur les médias, est une condition du pluralisme, nécessaire à une société de partage et d'égalité. Un Conseil supérieur des médias imposera le respect des libertés et du pluralisme, du statut des médias publics, privés et associatifs. Des États généraux des médias seront organisés et la protection des sources des journalistes constitutionnalisées avec de nouveaux droits aux salariés, aux usagers pour l'indépendance des rédactions et aux lanceurs d'alerte dont le statut doit être reconnu. Refondre le secteur public doit conduire vers un pôle public des médias, doté d'un pôle public de production en renforçant les coopérations européennes.

Élaborer un nouveau pacte républicain : des voies concrètes pour la liberté, l'égalité, la fraternité et un renouveau de la laïcité

Une société d'individus libres et égaux en droits doit donner force à la devise républicaine aujourd'hui bafouée par l'hystérie sécuritaire : assignation à résidence de militants, attaques de syndicalistes, censure d'œuvres... Être libre, c'est pouvoir penser et agir, décider, s'épanouir, s'ouvrir à l'autre. Pour y parvenir nous avons besoin de nouveaux pouvoirs ci-

toyens, en France, en Europe et dans le monde, en construisant un nouveau pacte républicain.

La liberté doit entrer dans un nouvel âge. Il s'agit de libérer toutes les potentialités humaines. Cela passe par le développement continu des droits imprescriptibles de chaque individu. Cela passe par la libération par rapport à un travail aliéné, un temps libre corseté. La liberté guide chacun de nos pas. « Être libre, c'est être affranchi de toutes les servitudes ; or, y a-t-il servitude pire que l'ignorance et la misère ? » Le savoir est un pouvoir et chacun-e et chacun doit avoir les moyens de comprendre le monde pour le transformer.

L'égalité pour faire reculer toutes les dominations et les discriminations, sociales, sexistes, racistes, liées à une situation de handicap, territoriales et portant sur les orientations et identités sexuelles. Nous devons amplifier la lutte contre l'homophobie, la lesbophobie, la transphobie et toutes les lgbtqi-phobies. L'égalité pour promouvoir toutes les formes de familles. Ni égalitarisme, ni mirage de l'égalité des chances, l'appropriation citoyenne des savoirs, des arts et des cultures, la maîtrise sociale des technologies doivent promouvoir les potentialités humaines. Nous nous prononçons pour une société pour tous les âges reconnaissant la valeur et la dignité de la personne humaine, de la naissance à la fin de vie.

La fraternité pour combattre toutes les aliénations : celles liées à tous les intégrismes et fondamentalismes, toutes les formes de racisme, de xénophobie, de rejet de l'autre. La laïcité, comme principe actif, pour une souveraineté appartenant au peuple tout entier en tant qu'association d'hommes et de femmes libres, égales, égaux, pour fonder la liberté de conscience, l'égalité des droits, la fraternité humaine. À l'opposé d'un instrument de discrimination, de division ou de stigmatisation sur la base de convictions religieuses, elle appelle à la mise en actes des valeurs de la République.

Pour l'égalité des territoires et de leurs habitant-e-s dans une République une, indivisible et dont l'organisation est décentralisée, il faut rééquilibrer les territoires pour répondre aux besoins de tou-te-s les habitant-e-s. Cela passe par la mise en œuvre de la solidarité, par le renouvellement urbain, par une politique sociale du logement pour toutes et tous, des services publics, des transports développés et modernisés ainsi que des moyens pour une politique de la ville juste et efficace. Il faudra garantir la liberté et l'égalité de déplacement aux personnes en situation de handicap.

Alors que la ville est le cadre de vie de la plus grande partie des Français-e-s, elle demeure trop souvent le cœur de la fabrique des inégalités et des ségrégations. Dans le même temps, les villes-centres, cibles des plus vives spéculations, sont de moins en moins accessibles au grand nombre des salariés. La péri-urbanisation qui s'ensuit est trop souvent subie. Il est temps de rendre effectif un droit à la ville pour toutes et tous.

Il est urgent de fonder une nouvelle ruralité. Les territoires ruraux ont des propositions d'avenir porteuses de bien-être, de qualité de vie. La société rurale a changé ; elle est riche de relations humaines variées et en capacité d'innovations partagées. Ces territoires ont besoin d'activités économiques, de services publics, de commerces de proximité, de transports adaptés.

Face au coup d'État institutionnel : démocratie ! La loi NOTRe fait voler en éclats l'égalité des territoires écrasés par l'austérité. Les métropoles, grandes régions, fusions intercommunales recentralisent les pouvoirs, éloignent les citoyen-ne-s des décisions et tournent le dos aux politiques locales. L'avenir de la commune est compromis. La cure d'austérité met à mal l'investissement public. La réduction des dépenses publiques est un rouleau compresseur contre la démocratie et les besoins des habitants. À l'opposé, l'essor de la démocratie appelle à la promotion de la commune et du département, à des coopérations solidaires pour l'aménagement du territoire.

La France a une grande histoire populaire et démocratique. Celle des Lumières, de la Révolution, de la Commune, de Jaurès, du Front populaire, de la Résistance, de Mai 68 ; celle des conquêtes sociales, démocratiques et politiques, du droit des femmes et des libertés individuelles. Cette France peut écrire une nouvelle page.

Réaliser l'égalité femmes-hommes et sortir du patriarcat : combattre le sexisme, agir pour l'égalité au travail et dans tous les domaines de la vie, lutter contre les violences faites aux femmes



Notre communisme est un féminisme, qui agit dès à présent pour la libération des femmes de la domination patriarcale et pour l'égalité de genre. Il fait de la lutte contre les violences sexistes, pour le droit des femmes à disposer librement de leur corps et contre les stéréotypes de genre un combat quotidien. Il réaffirme son engagement abolitionniste contre le système prostitutionnel, crime organisé et violence extrême.

Les insupportables violences faites aux femmes permettent d'alimenter les stéréotypes qui confortent toutes les formes de domination. Les aspirations des femmes sont broyées au nom de l'universel masculin. La dépossession démocratique des femmes est inscrite dans nos institutions. Les assemblées fonctionnent ainsi contre les citoyen-ne-s qu'elles prétendent représenter. Les luttes des femmes participent de la rupture démocratique générale qui fait le quotidien de notre vie politique. La bataille de la parité, intégrale et généralisée à toutes les responsabilités, permet d'avancer vers la réalisation de cette exigence mais aussi de poser les questions du renouvellement des élu-e-s, de l'adéquation avec les contours de la société, ou encore du statut de l'élu-e. C'est une condition de la démocratie.

Les mouvements que les femmes développent pour prendre le pouvoir sur leur travail, sur leur vie familiale ou sur leur activité citoyenne libèrent chaque jour des forces nouvelles. C'est sur elles qu'il faut s'appuyer pour renverser le patriarcat. Un vaste mouvement libérateur doit donc encore grandir : de la lutte pour l'égalité professionnelle à celle contre les violences, à la fin des stéréotypes de genre en passant par la liberté de leurs choix sexuels. La liberté de procréer ou non doit rester un droit inaliénable des femmes. Or, des États ou des Églises prétendent les en déposséder en s'attaquant notamment au libre accès à la contraception et à l'IVG. Face à cette dépossession, elles opposent l'exigence de la maîtrise de soi, de son temps, de son corps, de ses choix de vie.

Résistance et riposte sont de mise dans tous les domaines de la vie. Ainsi, avec le développement des exigences familiales et un État défaillant, les femmes sont aussi au centre de la bataille pour un service public de l'accompagnement des personnes (petite enfance, autonomie, santé...). L'égalité femmes-hommes est une question transversale à toutes les autres. Les luttes féministes pour une société de pleine égalité, de partage sont universelles. Elles sont une condition d'avancées et de transformation de toute la société.

Tracer un chemin pour sortir de l'inhumanité : combattre le racisme, toutes les discriminations et toutes les formes de domination et d'aliénation

Nourri par les frustrations, les souffrances, les inégalités et les déchirures que provoque notre société en crise, le racisme gangrène la République. Les actes antisémites et antimusulmans sont à la hausse.

Des offensives politiques de stigmatisation, des discours médiatiques islamophobes, ou encore les campagnes de fai-

seurs de haine banalisent et libèrent la parole raciste. Les discriminations liées à la couleur de peau, au patronyme, à l'origine ou à la religion (réelles ou supposées) entraînent une souffrance qui aboutit à ce que les valeurs d'égalité, de fraternité et de solidarité deviennent, pour trop de nos concitoyen-ne-s, des mots vides de sens. Il faut combattre toutes les formes de racisme sans les hiérarchiser. La reconnaissance de la France telle qu'elle est dans sa diversité suppose une lutte acharnée pour l'égalité réelle.

La nation est une réalité objective mais aussi un imaginaire dans la façon de se représenter le peuple. Il ne faut pas laisser ce récit collectif aux nationalistes et aux tenants d'une France éternelle. L'histoire ultramarine, l'histoire de l'oppression coloniale et celle de la Résistance, tout comme l'histoire de l'immigration font partie intégrante de notre histoire. Le racisme prend aujourd'hui de nouveaux habits, en traitant les cultures comme des « races », en les figeant. Sa montée s'inscrit dans l'exacerbation d'un affrontement identitaire qui cherche à effacer l'affrontement de classe. Le racisme, la xénophobie sont bel et bien des instruments de la domination économique et sociale qui permettent d'évacuer les responsabilités des politiques libérales et du capitalisme financiarisé.

Au-delà du seul terrain économique, la lutte pour l'émancipation passe par une bataille multiforme, politique et idéologique. L'urgence est de recréer l'unité dans les couches et les quartiers populaires et au-delà, de faire converger les combats antiracistes, les luttes des migrant-e-s avec les diverses luttes sociales pour travailler au « tous ensemble ». C'est affirmer le vrai contenu de la laïcité garante du vivre-ensemble : ce combat de l'émancipation, de la dignité et de l'égalité réelle.

IV. Contre l'Europe du capital, un projet solidaire pour une union de nations et de peuples libres, souverains et associés

L'Union européenne néolibérale, pour nous c'est toujours non

Les logiques contenues dans les traités qui mettent en concurrence les peuples, leurs systèmes sociaux et fiscaux, et détruisent les solidarités, ont aggravé la crise financière de 2008. L'adoption du traité budgétaire (TSCG) et les politiques d'austérité enfoncent nos économies dans la récession, les peuples dans le chômage de masse, la précarité et la pauvreté.

L'exemple grec a mis en lumière le tournant autoritaire pris par les dirigeants européens et les pouvoirs exorbitants cédés aux institutions financières. C'est maintenant par la violence, le chantage, et l'asphyxie financière que l'UE s'attaque aux souverainetés populaires.

Face à l'arrivée des réfugié-e-s qui fuient la guerre, aucune réponse commune efficace n'a été apportée, mais des stratégies nationales de fermeture des frontières, conduisant à l'accord de la honte avec la Turquie d'Erdogan. En résulte une politique inhumaine de fermeture, des morts par dizaines chaque jour.

Le retour des nationalismes étroits et la montée des extrêmes droites doivent alerter tous les démocrates. Le PCF et le Parti de la gauche européenne, prendront l'initiative d'une conférence européenne à l'automne 2016 pour lutter efficacement contre l'extrême droite en Europe.

Le temps de la refondation de l'Union européenne est venu
L'UE néolibérale est massivement et systématiquement rejetée par les peuples. Les classes dirigeantes européennes parlent ouvertement d'un risque de « dislocation » ou d'une « Europe à deux vitesses » concentrée sur les intérêts des plus forts. Nous ne voyons de salut ni dans le repli nationaliste, ni dans la fuite en avant fédéraliste autoritaire. La solution réside dans un projet alternatif de combat s'attaquant aux intérêts capitalistes en Europe pour permettre une réelle transformation sociale au service des peuples. L'entrée de la France dans cette bataille politique fondamentale changerait considérablement la donne.

Trois grands axes essentiels

- Une Europe du développement partagé devra être capable de tirer vers le haut les pays en difficulté et d'engager l'ensemble vers un nouveau modèle productif. Cela implique de rompre avec le traité budgétaire pour stopper l'austérité et reprendre la main sur le système monétaire, l'euro et la BCE. Les statuts et les missions de celle-ci, son rôle doivent être



mis sous le contrôle et au service des peuples pour que l'argent serve au développement des services publics et à un modèle productif soutenable et créateur d'emplois. Nous portons l'idée d'un plan d'investissement et de dépenses massif abondé à partir d'un fonds européen démocratique, financé par la BCE, de développement humain, social et environnemental. La lutte contre l'évasion et l'optimisation fiscales doit devenir une priorité.

- Nous voulons construire une union de peuples et de nations libres, souverains et associés, l'objectif n'opposant pas souveraineté et coopération. Une construction à géométrie choisie doit laisser la liberté aux peuples souverains de définir démocratiquement les domaines qui relèvent de la souveraineté nationale et ceux qui seraient plus efficacement traités s'ils étaient partagés comme celui qui concerne les libertés fondamentales garanties par l'Union européenne.

- Une Europe actrice sur la scène mondiale pour la paix, la justice et la sécurité implique la rupture avec l'OTAN et la logique anachronique des blocs afin d'agir efficacement pour des solutions politiques aux conflits. C'est l'ambition d'un développement partagé qui doit fonder notre politique de voisinage, notamment à l'Est et autour de la Méditerranée. D'urgence une politique d'accueil des réfugiés doit être mise en œuvre. L'Europe ne doit pas bâtir des murs mais des ponts. Les négociations des traités de libre-échange comme le TAFTA, le CETA et le TISA doivent être stoppées.

Une vision solidaire et démocratique peut rassembler les forces progressistes de France et d'Europe. Toute force, tout gouvernement qui ambitionne la transformation sociale en France devra engager une lutte pour la refondation de l'UE. Et pour cela, il faut le changement politique en France. Le temps est venu d'animer un vaste débat national sur la politique de la France en Europe et de construire un autre rapport de forces européen. Dans plusieurs autres pays, la gauche européenne s'est considérablement renforcée, jusqu'à des positions décisives comme en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Irlande. Il est devenu indispensable de tenir un forum annuel des forces communistes et progressistes d'Europe pour renforcer la coopération et la solidarité, pour être plus efficaces ensemble, dans nos pays comme à l'échelle européenne en lien avec les autres régions qui partagent nos combats dans le monde.

V. Une France engagée pour la paix et le progrès

Les bouleversements du monde sont profonds. Les aspirations populaires à la justice, à l'égalité, à la sécurité, à la solidarité, au développement humain, social et écologique ouvrent le chemin de la « grande paix humaine ».

Alors qu'on nous assène que « nous sommes en guerre », notre peuple, uni à tous les peuples partout dans le monde, peut affronter et dépasser les logiques de compétition, de domination, d'exploitation et d'aliénation et de bellicisme qui sont aux origines des conflits et guerres, de l'explosion exponentielle des inégalités, de l'humiliation des peuples, de leur mise en concurrence, de la décomposition de sociétés entières, et de la crise climatique.

Transformer une mondialisation dominée par les logiques capitalistes et la dictature des marchés et institutions fi-



nancières passe par des solidarités nouvelles, par conforter la souveraineté et les droits des peuples, et leur communauté d'intérêts dans un monde de biens communs et de sécurité humaine collective : physique, alimentaire, sociale, politique, économique, environnementale. La sécurité des uns dépend de la sécurité de toutes et tous.

La France a un rôle éminent pour redonner de la force au multilatéralisme, pour que chaque peuple, chaque nation compte pour un-e, pour ouvrir la voie à de nouveaux modes de développement et de production, et pour redéfinir, en Europe, un cadre de coopération et de sécurité collective.

Construire un système mondial de sécurité collective et de paix, fondée sur les droits des peuples, refonder l'ONU et promouvoir de nouvelles coopérations internationales.
Faire reculer les logiques de guerre

La « guerre contre le terrorisme », initiée par les États-Unis en 2001, par les ingérences, les opérations extérieures, les occupations militaires n'a eu pour seul résultat que de renforcer et de plonger des millions de femmes et d'hommes dans plus de guerre, de violences et de misère. Elle a généré des forces obscurantistes et fascisantes que nous combattons. La liberté maximale accordée aux capitaux financiers, au développement du libre-échange, à la prédation et à l'affaiblissement des États en Afrique et au Proche et Moyen-Orient a nourri ces logiques de guerre. Pour s'en dégager, et à la place qui est la sienne, particulièrement en Afrique ou au Proche-Orient où elle prolonge des logiques néo-coloniales d'une part et d'ingérence d'autre part, la France devra faire le choix de quitter l'OTAN et de militer pour sa dissolution mais aussi pour l'application immédiate du traité de non-prolifération et la sortie rapide du nucléaire militaire. La production et la conception d'armement doivent être prioritairement orientées vers la satisfaction des besoins de défense de notre pays. Toute exportation d'armement sera soumise à l'autorisation et au contrôle du Parlement. Ces exportations d'armes doivent être motivées par des considérations de politiques étrangères et non en vue de réaliser des profits. La France doit se mobiliser en faveur du « Traité sur le commerce des armes » (TCA) de l'ONU. La France devra mettre son veto dans les institutions européennes sur toute tentative visant à considérer les armes comme des marchandises comme les autres relevant du droit commun de l'OMC. Au Proche-Orient, la France doit agir pour le respect du droit international contre la colonisation des territoires occupés, pour maintenir la conférence internationale de paix et reconnaître l'État palestinien, sanctionner l'État d'Israël, libérer les prisonniers politiques palestiniens, boycotter les produits issus des colonies. La France doit soutenir la lutte du peuple kurde pour sa liberté. Elle doit aussi soutenir la lutte des peuples de Turquie, singulièrement les Kurdes, et des forces démocratiques turques dans leurs luttes pour la démocratie, la paix, l'égalité et les droits des femmes.

Il est temps de promouvoir un multilatéralisme dégagé des pressions des puissants

En redonnant à l'ONU les moyens de sa mission initiale affirmée dans sa Charte et en lui donnant autorité sur un FMI profondément transformé, il serait possible d'agir sur les causes du « chaos du monde » traduit par le libre-échange, la dérégulation, la déréglementation, la financiarisation des économies, l'accaparement des ressources, la course aux armements.

Conjurer les guerres implique d'écouter les peuples et de miser sur eux plutôt que sur les forces de l'argent, et de combattre prioritairement les inégalités, injustices sociales et économiques, de protéger les travailleuses et travailleurs, leurs droits, de privilégier la résolution politique des conflits.

La promotion universelle des droits sociaux, écologiques et démocratiques, la gestion multilatérale des biens communs universels (l'eau, l'énergie, les connaissances) et des libertés fondamentales dont la liberté de circulation, la solidarité face aux grands défis climatiques et écologiques du siècle et la création d'espaces de coopération et de sécurité inclusifs et collaboratifs sont incompatibles. A ce titre, la France doit apporter un soutien aux peuples engagés dans des expériences politiques alternatives, ou luttant pour la reconnaissance de leur existence.

En entravant l'emprise des marchés financiers et des Institutions financières internationales (IFI), au premier rang desquelles le FMI, en appelant à leur refonte pour les extraire de l'hégémonie du dollar, les peuples, solidaires, ouvriraient la voie à des partenariats réciproquement bénéfiques. Fondés sur le principe de complémentarité ils permettront de relever les défis qui nous sont communs des mutations économiques, la maîtrise des échanges, du réchauffement climatique, du désarmement, de la dénucléarisation, jusqu'à la nécessaire invention de nouveaux modes de développement et de production au service des peuples dans le respect des écosystèmes.

Contre la guerre économique et ses dérives : contester les forces du marché par des lois sociales et contraignantes et de nouveaux droits aux salarié-e-s et aux élu-e-s

L'Organisation mondiale du commerce puis maintenant les Accords de libre-échange (ALE) formatent un monde de mise en concurrence des peuples et alimentent les tentations de repli à l'intérieur des frontières et nationalismes. Cela se traduit par des attaques contre les droits sociaux, l'accès à l'emploi, la protection sociale, les droits syndicaux. Changer de logique, c'est promouvoir une civilisation du partage, du bien vivre et du commun garantissant aux peuples et aux citoyen-ne-s l'égalité des droits politiques, sociaux, économiques et le plein exercice de leur souveraineté en tous domaines.

Ces luttes appellent de nouvelles convergences pour la sécurité de l'emploi, l'éducation et la formation, la protection sociale, les salaires, les retraites, la santé au travail, la durée légale du travail, le droit de grève.

Dans le bras-de-fer engagé au plan européen et mondial contre le grand patronat, les groupes et les gros action-



Pour que vive l'Humanité

Partant du constat que l'Humanité et l'Humanité Dimanche sont des outils pour un autre rapport de forces les communistes s'engagent à rehausser leur action pour le développement de l'Humanité en travaillant à élargir le cercle de ceux et celles qui seront en capacité de disputer la bataille idéologique aux tenants de l'ordre existant, en participant aux initiatives publiques lancées par l'Humanité dans le cadre de la caravane de l'Humanité et l'Humanité Dimanche en s'investissant du 16 au 19 juin dans 4 journées de mobilisation en vue de la création de points de vente.

naires, l'Organisation internationale du travail (OIT) doit être renforcée dans sa vocation de lutte pour le progrès social au plan mondial.

Les organisations européennes et internationales des travailleuses et des travailleurs, les citoyen-ne-s, les forces politiques progressistes sont appelées à unir leurs forces et à inventer de nouvelles formes de solidarité et de coopération internationales.

Les peuples n'ont pas fini d'écrire l'histoire de l'humanité. La vie est à nous.

Résultat du vote

Pour 451 • Contre 104 • Abst. 31



Notre initiative

Un nouveau Front populaire et citoyen

L'introduction d'Olivier Dartigolles

Le texte proposé a été enrichi et clarifié. La commission, qui a travaillé au cours des dernières semaines, et je tiens à remercier les camarades qui ont contribué à cette rédaction collective, a tenu compte de trois réalités :

- D'abord au regard du vote des communistes pour choisir le texte discuté et amendé pour notre Congrès national. Nous nous inscrivons avec une démarche politique qui a été engagée au cours des derniers mois.

- Puis du débat des communistes. Par-delà les votes pour un texte, ou pour un autre, au-delà de nos sensibilités, qui sont l'expression d'une indispensable vie démocratique, les échanges dans nos sections puis lors des conférences fédérales, les amendements et des vœux dont nous avons été saisis, ont exprimé une série d'attentes mais aussi des préoccupations. Cela s'est traduit par une demande de « clarification » sur le processus proposé pour 2017. Le texte proposé y répond. Notre volonté est le rassemblement des communistes.

- Le troisième élément est une indispensable réactualisation du texte, qui a été écrit au début de l'année. Il y aura peut-être des choses à réfléchir et à inventer sur la manière d'élaborer une base commune. Nous étions alors dans un climat politique et idéologique dominé par la révision constitutionnelle et la déchéance de nationalité, les peurs et les haines. Aujourd'hui, et après l'avoir tant souhaité, c'est le grand retour de la question sociale et, avec elle, l'irruption de la jeunesse et du monde du travail. L'opposition à la loi El Khomri porte loin, car elle pose la question du choix de société, elle réveille les imaginaires et les possibles.

Avec la commission du texte, je vous propose, ce qui nous a semblé le plus efficace pour introduire notre débat, de pointer les questions essentielles et d'exposer, pour chacune d'entre elles, les enjeux du débat. Nous ne sommes pas aujourd'hui dans un travail classique d'amendements mais bien dans une discussion d'ordre politique. Et c'est très bien ainsi. Nous avons des décisions à prendre, pour, dès lundi, être en situation d'agir, nationalement et à l'échelle de nos territoires.

Le nouveau titre du document, « Pour la France, un projet politique de gauche porté par un Front populaire et citoyen », répond à une double attente : ne pas faire un arrêt sur image sur 2017, regarder plus loin et dire notre démarche, dans la durée, à différents niveaux et pas uniquement pour les élections de 2017.

De la ligne 3 à la ligne 74, nous décrivons, à grands traits, la

La lutte contre la fraude fiscale avec le sénateur Eric Bocquet



période actuelle, faite de dangers, que nos derniers congrès avaient identifiée, ils sont aujourd'hui non pas une perspective inquiétante mais une réalité ; et des potentialités, des ressources inédites pour y faire face et prendre un autre chemin. Avec une situation politique et sociale très évolutive, et alors que nos débats préparatoires ont, au final, peu porté sur le préambule du texte, notre congrès doit débattre de cette tension permanente, entre périls et possibles. Il est question dans les premiers paragraphes de la recomposition politique. Elle s'accélère. Avec une forte contradiction : « D'un côté, la rupture populaire à gauche avec le pouvoir Hollande-Valls paraît irréversible ; de l'autre, ce désaveu massif et justifié débouchera inévitablement, si une nouvelle réponse progressiste et rassembleuse n'est pas construite, sur une victoire de la droite et de l'extrême droite. » Comment y répondre ? Nous appelons à un **nouveau Front populaire et citoyen**.

Une ambition à vocation majoritaire

Avec quelle démarche de rassemblement ? En s'appuyant sur l'expérience du Front de gauche. Ayons le débat. Un très grand nombre de communistes attendent de notre congrès ce travail, non pas d'introspection, mais tout simplement d'évaluation de la mise en œuvre de nos choix stratégiques. Le texte y invite (lignes 84 à 102). Avec l'ambition de disputer le leadership idéologique, politique et culturel à gauche, dès la création du Front de gauche, on a réussi à créer du commun, à faire se lever une espérance politique. Ce qui est vrai aussi, c'est que des débats n'ont cessé de traverser ce rassemblement : son rapport à la gauche et aux alliances à gauche, sa vocation majoritaire, ou encore son caractère collectif et démocratique qui n'a malheureusement pas été respecté. Sans sous-estimer les difficultés, passées et présentes, nous restons attachés au Front de gauche. Prenons bien la mesure que, pour des millions, qu'ils aient voté pour nous ou pas, ce rassemblement a fait naître un immense espoir. On peut, légitimement, éprouver un sentiment de peine et de gâchis. Le texte propose donc de ne renoncer à rien, et de redéployer la démarche du Front de gauche dans un mouvement plus large, plus populaire et plus citoyen.

Nous sommes dans un tournant de l'histoire politique de notre pays, c'est pourquoi notre congrès est face à une grande responsabilité : proposer une initiative de rassemblement comme nous avons su le faire par le passé. Le nouveau Front populaire auquel nous appelons est à la fois fait de mobilisations sociales, de constructions citoyennes et d'al-

LE TEMPS DU COMMUN
ÉGALITÉ, PAIX, PARTAGE
CONGRÈS DU PCF
2 AU 5 JUIN 2016

liances avec des courants transformateurs et réformistes prêts à agir avec nous pour un projet de transformation sociale. Ces trois niveaux nourrissent une seule et même démarche : rassembler les forces de gauche et de l'écologie politique, les forces syndicales, le mouvement social, le monde du travail et de la création pour ouvrir un chemin neuf d'espoir, pour écarter le danger de la droite et de l'extrême droite et, comme nous l'indiquons à la ligne 111, pour construire une nouvelle politique. C'est une question politique importante, une ambition à vocation majoritaire ou pas car, selon la réponse donnée à cette question, nous ne sommes pas face aux mêmes enjeux.

Un nouveau dialogue nécessaire à gauche

Au cours des travaux préparatoires à notre Congrès, la nature de l'évolution de la social-démocratie et la manière dont nous y répondons a fait débat. Le texte traite de cette question (ligne 115 à la ligne 136). Face à la profondeur de la crise, le compromis social-démocrate est de plus en plus impuissant. Les dirigeants socialistes français épousent les thèses libérales dominantes en Europe. Cela provoque une fracturation inédite au sein du PS. Ici est en jeu une recomposition politique qui ouvrirait la voie à de nouvelles coalitions politiques porteuses de projets de régressions sociales et démocratiques de grande ampleur. Dans de telles conditions, un nouveau dialogue est nécessaire et possible à gauche, on a pu le vérifier de manière précise avec « Les Lundis de gauche », ou encore avec le ralliement inédit de parlementaires socialistes au dépôt d'une motion de censure de gauche.

Nous réaffirmons (lignes 137 à 178) que nous voulons d'abord une majorité populaire unie pour un nouveau projet en ouvrant une discussion politique avec notre peuple. « Que demande le peuple ? » Avec la grande consultation citoyenne, nous proposons d'écrire à des milliers de mains un mandat populaire pour 2017.

De la ligne 179 à 236, nous présentons les enjeux, décisifs, des prochaines élections législatives. Depuis 2012, le groupe de la gauche démocrate et républicaine a réalisé un travail considérable. Notre pays a besoin d'un Parlement fort. Nous avançons des propositions précises dans la perspective d'une VI^e République. Plus tôt les communistes s'engageront dans les législatives, plus nous réduirons le risque d'une présidentielle possiblement ravageuse pour notre peuple et la démocratie. Ces élections législatives sont donc un temps électoral déterminant pour l'existence nationale, pour le développement du PCF et sa stratégie de rassemblement. L'enjeu est également très important pour notre représentation au Sénat.

J'en viens à l'élection présidentielle qui a été la question la plus débattue et sur laquelle les demandes de clarification étaient les plus fortes et les plus exigeantes.

Un processus qui favorise l'implication citoyenne

Nous proposons de faire grandir une démarche collective, populaire et citoyenne pour qu'un-e candidat-e de gauche puisse représenter les intérêts et les aspirations populaires dans cette échéance, qu'il puissent rassembler cette majorité de la gauche et du peuple en attente d'une perspective de changement profond et durable. C'est vrai, c'est un objectif politique de haut niveau. Comme le précise le texte, l'idée se répand selon laquelle il n'y aurait rien à attendre de la prochaine élection présidentielle. C'est une erreur politique sur

fond de fatalisme.

Venons-en au processus que nous proposons et que nous pouvons engager dès le début de la semaine prochaine si le Congrès le décide.

Première étape : Nous appelons au rassemblement dans un pacte d'engagements communs de toutes les forces populaires, sociales et politiques, qui veulent remettre la France sur la voie du progrès social et de la démocratie, et reconstruire pour cela une gauche porteuse d'espoir. Il unira les citoyens qui s'engageront dans sa construction et sur lequel pourra se construire une candidature commune à l'élection présidentielle. Ce pacte d'engagements communs pourrait être rédigé d'ici le mois d'octobre. Pour le construire, nous appelons au débat populaire partout dans le pays, comme nous le proposons avec la grande consultation citoyenne. Nous encourageons toutes les initiatives visant à favoriser l'implication citoyenne. Nous nous adresserons, si le Congrès le décide, dès lundi, à toutes les forces politiques et sociales, tous les candidats déclarés susceptibles de converger pour un tel cap, à mettre les idées sur la table, à les confronter dans le débat public, car pour l'instant ce débat n'a pas été engagé et c'est bien là le problème.

Étape 2 : Nous proposons que ce pacte d'engagements communs soit soumis à l'automne à une votation citoyenne nationale, il deviendra ainsi le mandat populaire pour 2017. Si nous le décidons, l'organisation de cette votation citoyenne sera un événement politique considérable qui redistribuera les cartes de la prochaine présidentielle en permettant, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, que les forces populaires et citoyennes s'en emparent, refusant le statut qui leur est assigné : rester spectateurs d'écuries et de batailles d'ego. La votation citoyenne aurait une force, une efficacité bien plus importante qu'une réunion nationale des organisations qui soutiennent la démarche, que des Assises ou des états généraux. Nous ne sous-estimons pas l'engagement politique et militant pour réussir cette votation citoyenne nationale. Oui, c'est un objectif politique très ambitieux mais c'est à cette échelle-là, pas en deçà, que ce situent aujourd'hui les enjeux.

Étape 3 : Les forces engagées dans la rédaction de ce pacte et dans l'organisation de la votation citoyenne auraient alors la responsabilité de désigner un-e candidat-e commun à l'élection présidentielle. Si plusieurs candidats issus de ces forces sont disponibles, une primaire citoyenne ou toute autre forme de processus citoyen de désignation pourrait les départager. Si tel était le cas, le PCF est prêt à engager un communiste dans ce processus. Il ne faut pas oublier que l'idée de primaire - je dis idée car il en a été beaucoup question mais il n'y a pas aujourd'hui de primaires - est née au lendemain de la décision de F. Hollande d'inscrire la déchéance de nationalité dans la Constitution. Les appels alors publiés exprimaient deux choses : d'abord un réquisitoire contre la politique de Hollande/Valls, que cela ne pouvait plus durer, et que F. Hollande ne pouvait pas être le candidat naturel de la gauche. C'est pour ces deux raisons que Hollande/Valls et la direction du PS ont tout fait pour empêcher tout processus collectif et citoyen et que, pour ce qui nous concerne, nous avons appelé au débat à gauche.

Cinq propositions pour le pacte d'engagements communs

Je veux, pour conclure, parler du périmètre politique, qui a fait débat, et du calendrier, qui peut inquiéter.

La candidature de gauche pour l'élection présidentielle ne peut évidemment en aucun cas être celle de François Hollande ou un autre représentant de la même politique, soutenue, depuis 2012, par la direction du Parti socialiste. Notre périmètre, c'est le rassemblement de toutes les composantes de la gauche - politique, syndicale et associative - qui veulent une alternative à la politique gouvernementale. C'est aussi pourquoi nous regrettons les trop nombreuses candidatures annoncées à gauche. Nous regrettons les conditions dans lesquelles la candidature de Jean-Luc Mélenchon a été annoncée et nous continuons à l'inviter à s'inscrire dans cette conception collective. Pour notre calendrier, nous proposons qu'une conférence nationale soit convoquée le 5 novembre, avec, à son ordre du jour, l'évaluation du processus engagé et l'évolution de la situation politique et sociale du pays, la décision concernant de soutenir ou de présenter une candidature dans le cadre d'un processus collectif. Si tel n'est pas le cas, les communistes auront à choisir quel-le candidat-e ils soutiendront ou ils présenteront. Cette conférence nationale sera aussi un temps fort de notre mobilisation pour les élections législatives.

Enfin, dans sa dernière partie, pour ce qui concerne le PCF, nous identifions 5 grandes questions, que nous jugeons essentielles, et sur lesquelles les forces qui veulent le changement devraient tout faire pour converger. Ces derniers paragraphes du texte sont importants, ils répondent, et pour la première fois sous cette forme-là dans un texte de congrès, à une demande régulièrement exprimée par les communistes, et au-delà de nos rangs. Que veut prioritairement le PCF ? Il ne s'agit pas, comme on pourra le faire sous la forme d'un programme plus complet pour les élections législatives, d'aller dans le détail des choses, mais bien d'exprimer, le plus directement et clairement possible - ce que nous ne faisons pas toujours, il faut bien se l'avouer - les grands axes de la politique que nous voulons pour notre pays.

Nous voulons une France qui s'engage dans la refondation démocratique de la République. Nous voulons une France qui s'engage dans la lutte pour éradiquer le chômage et sécuriser la vie quotidienne de nos concitoyens. Nous voulons une France qui s'engage dans la lutte contre la finance et pour une autre utilisation des richesses. Nous voulons une France qui s'engage dans un nouveau modèle de développement. Nous voulons une France qui s'engage dans la refondation démocratique et sociale de l'Europe.

On peut, sur chacun de ces cinq grands axes, ajouter des propositions, vouloir préciser et compléter. Nous avons eu cette discussion au sein de la commission du texte. Il serait raisonnable de s'en tenir à un texte dont la longueur ne soit pas doublée ou triplée. Si nous obtenons par les luttes, les mobilisations citoyennes et les urnes, ce que je viens de présenter, cela serait déjà un sacré changement pour notre République, pour nos vies, pour faire société ensemble. Cela serait de puissants leviers pour s'engager vers d'autres conquêtes et renouer avec le récit émancipateur de la France.

Voilà, en étant allé vraiment à l'essentiel, ce que nous voulions présenter et préciser avant notre débat. Merci.

(On retrouvera l'intégralité des interventions et discours sur le site Internet www.pcf.fr)



« La bataille qu'il faut mener »

Ils l'ont décidé. Au bout d'une longue discussion de plusieurs semaines, après des échanges sans concession, avec leur part de malentendus à lever et de clarifications nécessaires, les congressistes ont décidé que le Parti communiste français devait prendre une initiative majeure : appeler à la construction d'un « nouveau Front populaire et citoyen ».

Cette décision, mûrie dans les confrontations d'idées, a été actée par un vote très largement majoritaire, le congrès adoptant le texte « Pour la France, un projet politique de gauche porté par un Front populaire et citoyen » à plus de 70 %.

Vendredi après-midi et samedi matin, la discussion de la séance plénière a permis d'ultimes améliorations du texte, des précisions sur l'attachement des communistes aux objectifs initiaux du Front de gauche, aux pratiques qu'il a permises et notamment les assemblées citoyennes. Et c'est dans la clarté et après débats qu'ont été confirmées les principales orientations proposées par le texte. Notamment sur l'analyse des dérives du PS et la nécessité de ne pas céder à la fable des soi-disant « deux gauches irréconciliables », sur l'appel à un front populaire et citoyen « fait de mobilisations sociales, de constructions citoyennes », mais aussi « d'alliances avec des courants transformateurs et réformistes », et la décision de recourir à « une primaire citoyenne ou toute autre forme de processus citoyen » pour départager les candidatures si plusieurs se présentaient sur le « pacte d'engagements communs ».

« C'est la bataille qu'il faut mener », a déclaré Pierre Laurent dans une intervention qui a contribué à lever bien des interrogations. Les communistes vont dès maintenant pouvoir l'engager sur une feuille de route précise. L'écriture publique et citoyenne du pacte d'engagements communs est lancé avec la grande consultation « Que demande le peuple ? », son décodage à la Fête de l'Humanité, des assemblées citoyennes et meetings dans toutes la France, et se conclura par une votation citoyenne en octobre. Parallèlement les communistes vont interpeller les forces, mouvements et personnalités sur la candidature à l'élection présidentielle et dans toutes les circonscriptions, l'élaboration publique des contenus et les candidatures législatives est engagée. ✪

Olivier Mayer



Intervention de Pierre Laurent sur les échéances de 2017 disponible sur Internet <http://www.pcf.fr/88646>



Pour la France, un projet politique de gauche porté par un Front populaire et citoyen

À un an des prochaines élections présidentielle et législatives, la situation politique est en pleine évolution.

Marquée par de très fortes contradictions et des incertitudes que nourrit, chaque jour un peu plus, l'enfoncement du pouvoir Hollande-Valls dans des choix rejetés par le pays, la période est aussi celle d'un espoir qui renaît. Après les élections régionales, et alors que le pouvoir n'avait pas encore été mis en échec sur la révision constitutionnelle inscrivant la déchéance de nationalité, la situation paraissait verrouillée et dominée par les dangers et les peurs. Aujourd'hui, des idées essentielles sont au premier plan :

- La mobilisation pour le retrait de la Loi El Khomri marque aussi bien le refus massif d'une insécurité sociale et de précarité généralisée, qu'une exigence de sécurisation de tous les moments de la vie de chacune et chacun ;
- Du scandale de Panama Papers aux salaires des grands patrons, l'actualité des dernières semaines a rappelé l'ampleur de la prédation financière sur les richesses créées organisées par les multinationales, le système bancaire mondialisé, les gouvernements et les institutions internationales qui soutiennent les puissances d'argent ;
- Sous différentes manières, dans les manifestations ou sur les places publiques, avec des pétitions ou des appels, des débats et des initiatives diverses, l'intervention citoyenne dit « cela ne peut plus durer », « c'est maintenant qu'il faut se faire entendre et agir », « maintenant qu'il faut montrer que l'on vaut mieux que ça », « qu'un autre avenir est possible ».

Tous ces mouvements montrent que des forces peuvent être disponibles pour reconstruire l'espoir au-delà des batailles engagées. Ces débats, ces mobilisations, ces mouvements peuvent-ils, dans la durée, ouvrir la voie à un nouvel espoir politique, à de nouveaux rassemblements jusqu'au vote et au changement de politique ?

Face au rejet de sa politique, aux dégâts et aux gâchis considérables provoqués par tant de renoncements et de trahisons depuis 2012, François Hollande et le gouvernement ont décidé de ne rien changer. Malgré l'échec de leur politique, ils s'entêtent et s'obstinent en voulant laisser croire qu'il ne peut pas y avoir d'autre chemin et que « la France va mieux ». Dans le désarroi social et la confusion politique générée par la politique Hollande-Valls, le discrédit de la gauche grandit, les idées de droite et d'extrême droite demeurent omniprésentes, un Medef militant multiplie les provocations, de nouvelles initiatives pro-libérales comme le mouvement d'Emmanuel Macron tentent de surfer sur le besoin de renouvellement politique.

Nous sommes devant une forte contradiction. D'un côté, la rupture populaire à gauche avec le pouvoir Hollande-Valls paraît irréversible. De l'autre, ce désaveu massif et justifié débouchera inévitablement, si une nouvelle réponse progresse largement rassembleuse n'est pas construite, sur une victoire de la droite et de l'extrême droite, toutes deux porteuses de programmes radicalisés extrêmement dangereux pour notre peuple. Avec les modes de scrutin présidentiel et législatifs, majoritaires à deux tours, et un système politique ultra-présidentialisé, cette victoire peut même conduire à la marginalisation durable, voire à l'effacement de la représentation politique, des idées progressistes, de la gauche sociale et politique. Et cela alors même qu'une part croissante du peuple, notamment à gauche, cherche des réponses nouvelles pour la démocratie et le progrès humain.

Nous ne ferons pas à Manuel Valls, François Hollande et Emmanuel Macron le cadeau de laisser raconter cette fable selon laquelle il y aurait « deux gauches irréconciliables » ou selon laquelle « le clivage gauche-droite serait dépassé ». On ne peut pas être de gauche et libéral. Car le libéralisme, fondement des politiques de droite et d'extrême droite, est incompatible avec les valeurs historiques de la gauche, les intérêts du peuple et du monde du travail. Nous sommes déterminés à agir pour une gauche combative au service des intérêts populaires. Nous sommes conscients que cette gauche doit réinventer ses projets et ses pratiques, se réinventer elle-même pour rassembler toutes celles et tous ceux qui veulent une autre voie pour la France.

Ces hommes, ces femmes sont des millions aujourd'hui. Ils et elles sont le cœur des mouvements sociaux, citoyens, de la jeunesse. Ce sont les électrices et les électeurs du Parti communiste et du Front de gauche, une majorité des électrices et électeurs écologistes et socialistes et avec eux, toutes celles et ceux qui, déçus, boudent les urnes. Ils sont très nombreux dans les syndicats, les associations qui agissent dans l'urgence sociale, les droits humains, la laïcité, l'éducation populaire, l'économie sociale et solidaire. Et combien de travailleurs, d'ouvriers, d'employés, d'enseignants, de chercheurs, humiliés par le manque de considération, sont disponibles pour redonner un vrai sens, une vraie valeur à leur travail ? Combien sont-ils, parmi les intellectuels, les artistes, les créateurs, écœurés de voir que le gouvernement qu'ils avaient soutenu offre le visage honteux de l'austérité et de la lâcheté devant le pouvoir de l'argent ? Et combien sont-ils parmi les jeunes qui refusent d'être précarisés à vie ? Ces hommes, ces femmes, qui sont le peuple et qui sont la gauche, ne veulent plus voir le clan au pouvoir piétiner leurs valeurs, parler en leur nom et gouverner en les divisant. Par millions, ces hommes, ces femmes peuvent s'emparer dès maintenant des échéances politiques de 2017 en étant associés à tous les choix de cette gauche transformatrice en laquelle ils veulent pouvoir de nouveau se reconnaître.

Dans ces circonstances exceptionnelles et inédites, le Parti communiste, en fidélité aux grandes initiatives qu'il a su prendre dans l'histoire de notre pays, appelle à soutenir, participer aux mobilisations sociales, citoyennes et de la jeunesse, à pousser partout les convergences, à poser le débat des perspectives non comme un ralliement à telle ou telle stratégie politique, telle ou telle candidature, mais pour que le mouvement populaire définisse et garantisse ses propres solutions. Nous appelons donc, dans la durée, à un nouveau Front populaire et citoyen de lutte et de construction.

S'appuyer sur l'expérience du Front de gauche, vers un nouveau Front populaire et citoyen

Contribuons à un débat où ces forces diverses se retrouvent pour dire ce qu'elles souhaitent, jusqu'où elles veulent aller ensemble et dans quelles conditions, participons à la mise en mouvement d'un nombre immense de femmes et d'hommes. Cette orientation n'est pas nouvelle. Nous avons de longue date tiré enseignement des échecs des combats de la gauche et de nos propres combats en disant que la mise en mouvement du peuple dans une démarche collective, populaire et citoyenne est la clé d'un succès de la transformation sociale. Et nos efforts, depuis, ont consisté à créer les conditions de ce mouvement. Nous y sommes parfois parvenus, par exemple dans le combat de 2005 contre la constitution libérale européenne. C'est aussi ce que nous avons décidé de faire en lançant le Front de gauche, avec l'ambition de disputer le leadership idéologique, politique et culturel à gauche. Il nous a permis de progresser dans l'unité des forces antilibérales, de renforcer le combat contre l'austérité. Avec « L'humain d'abord », nous avons réussi à construire du commun, nous avons véritablement su créer une espérance collective. Des débats ont aussi traversé ce rassemblement, notamment son rapport à la gauche et aux alliances à gauche, sa vocation majoritaire pour laquelle le PCF n'a cessé d'agir, sa volonté de changer la gauche en profondeur, ou encore son caractère collectif et démocratique qui n'a malheureusement pas été respecté. Même si nous ne sous-estimons pas les difficultés qu'il rencontre, nous restons attachés au Front de gauche, à la démarche qui lui a donné naissance, et nous militons pour la redéployer dans un mouvement plus large, plus populaire et plus citoyen. Nous devons réactiver les assemblées citoyennes aujourd'hui en sommeil, développer les expériences de participations citoyennes en cherchant à mieux répondre à leurs exigences d'efficacité dans la durée. Nous le disions lors de notre précédent congrès en 2013, « à chaque fois que nous le pouvons, nous voulons œuvrer à rassembler toutes les forces disponibles afin d'ouvrir des brèches au changement. » Et, à propos du Front de gauche, nous ajoutions :

« En poursuivant sur le chemin où nous sommes engagés, nous voulons en faire le lieu où la politique devient, de façon de plus en plus irrésistible, l'affaire de toutes et de tous, l'affaire du peuple, contribuant à l'émergence d'un nouveau Front populaire. » Nous ne nous résignons pas à la situation de division d'un mouvement qui a suscité tant d'espoirs et reste un marqueur politique et culturel pour engager le Front populaire et citoyen.

Cette démarche, celle qui a présidé à la création du Front de gauche, il s'agit de la poursuivre et d'en écrire une nouvelle étape dans les conditions inédites d'aujourd'hui, car nous sommes dans une situation grave, à un tournant sans doute de l'histoire politique du pays. Nous avons la responsabilité de proposer une initiative de rassemblement telle que le Parti communiste français a su les prendre aux grands moments de son histoire. C'est un nouveau Front populaire et citoyen, un nouveau front social et politique, que nous voulons contribuer à faire émerger en rassemblant les forces de la gauche et de l'écologie politique, les forces syndicales, le mouvement social, le monde du travail et de la création pour ouvrir un chemin neuf d'espoir pour la France, pour écarter le danger de la droite et de l'extrême droite, pour construire une nouvelle majorité.

Le nouveau Front populaire et citoyen auquel nous appelons est à la fois fait de mobilisations sociales, de constructions citoyennes et d'alliances avec des courants transformateurs et réformistes prêts à agir avec nous pour un projet de transformation sociale.

Parce que le Parti socialiste a poursuivi la politique néolibérale de la droite, les politiques menées sont de plus en plus opposées aux intérêts populaires et le risque de prise du pouvoir du Front national, avec les conséquences politiques gravissimes que cela implique, ne peut être écarté durablement sans une nouvelle dynamique politique de transformation sociale en prise avec les luttes.

L'évolution de la social-démocratie n'est pas conjoncturelle et elle provoque une fracturation inédite au sein du PS. Face à la profondeur de la crise, face à la financiarisation et à la mondialisation du capital, le compromis social-démocrate traditionnel est de plus en plus impuissant. Les dirigeants socialistes français se sont ralliés au capital. C'est la raison de l'abandon par le gouvernement et la direction du PS des promesses de campagne de François Hollande.

Cette évolution liée à la perspective d'une défaite électorale historique a ouvert une crise au sein du Parti socialiste. Le mouvement de conversion de la social-démocratie au libéra-



lisme peut entraîner sa base sociale dans une recomposition politique qui ouvrirait la voie à de nouvelles coalitions politiques porteuses de projets de régressions sociales et démocratiques de grande ampleur.

Cependant des potentialités existent pour créer une dynamique politique nouvelle qui s'oppose à ce mouvement historique. Force est de constater que désormais la moindre avancée en faveur des intérêts populaires nécessite la mise en œuvre de transformations radicales.

Dans ces conditions, un nouveau dialogue peut se nouer à gauche pour qu'un rassemblement majoritaire porte un projet répondant aux exigences populaires. Les initiatives de notre parti ont permis des accélérations en la matière ces derniers mois, de la participation de nombreux élus socialistes aux « Lundis de gauche » au ralliement inédit de parlementaires socialistes au dépôt d'une motion de censure de gauche.

La grande consultation citoyenne pour un mandat populaire en 2017

La majorité que nous voulons construire, c'est d'abord une majorité populaire unie pour un nouveau projet.

Le niveau des luttes sociales et des mouvements populaires et citoyens est absolument décisif pour construire le rassemblement que nous voulons. Les communistes contribuent à ces mobilisations avec d'autres. Elles sont indispensables pour résister aux politiques mises en œuvre aujourd'hui par le pouvoir et le patronat et pour gagner de nouvelles avancées sociales et démocratiques. Tout ce qui sera arraché et obtenu dans les prochaines semaines comptera pour la suite. Les luttes, nécessaires pour résister et gagner, sont aussi des moments de prise de conscience des enjeux dans lesquels les débats politiques et d'alternative peuvent s'accélérer. Ces débats porteront sur la conquête des pouvoirs. Pour ce qui concerne le PCF, nous voulons conquérir les pouvoirs à tous les niveaux, comme points d'appui aux luttes et nous n'avons une posture du « tout ou rien » en aucun domaine. Ces débats favorisent les rassemblements. Nous nous prononçons pour la participation au pouvoir pour agir dans l'intérêt du plus grand nombre.

Constituer un nouveau Front populaire et citoyen nécessite des initiatives politiques de très grande ampleur et envergure. Encore très éparpillées, des propositions politiques commencent à s'esquisser dans le paysage, en réponse aux souffrances sociales et démocratiques et dans la perspective des échéances électorales de 2017. Le Parti communiste en a lui-même initié à l'image des « Lundis de gauche » en février et mars 2016. Les communistes veulent contribuer à la convergence de ces initiatives diverses. Sur l'emploi, le PCF engage une campagne politique et citoyenne dans la perspective d'une société sans chômage sur le thème : « Zéro chômage, pour une société de partage ».

Le PCF entend ouvrir une discussion politique avec notre peuple. Depuis notre dernier congrès, nous avons réalisé de nombreuses conventions thématiques sur le travail, l'Europe, l'industrie, la révolution numérique, l'école, l'aménagement du territoire. Nous mettons en débat un texte de référence : « La France en commun », nous débattons de notre projet, de notre parti. Nous voulons faire plus, mieux et en plus grand. Cette discussion politique va prendre des formes multiples. La rencontre avec les citoyennes et citoyens est déjà au cœur de notre pratique. Nous savons combien la défiance est profonde à l'égard de la politique, nous savons combien le mot « gauche » peut être perverti aux yeux de nombreux citoyens par les orientations mises en œuvre par le gouvernement et ceux qui le soutiennent. À l'heure où un nombre croissant a le sentiment de ne jamais avoir réellement la parole, nous voulons produire un événement politique majeur pour que notre peuple reprenne la main, pour refaire de la politique un champ ouvert, une affaire populaire. Cette campagne prendra notamment la forme d'une consultation citoyenne, intitulée « Que demande le peuple ? » nous permettant d'aller à la rencontre de 500 000 personnes d'ici à la fin de l'été afin d'ouvrir le débat politique sur la base de leurs préoccupations et de nos propositions. Nous voulons ainsi nouer le dialogue, faire reculer les idées reçues qui nourrissent les divisions populaires, recréer de l'espoir. Avec cette grande consultation citoyenne, nous proposons d'écrire à des milliers de mains un mandat populaire pour 2017. Nous voulons, dans cette discussion, trouver les moyens d'agir ensemble, de mobiliser les énergies disponibles, d'ouvrir des voies nouvelles. Cette initiative nationale fera l'objet d'une restitution publique pour rendre incontournables la parole et les exigences populaires.

Les élections législatives : un objectif central pour une véritable démocratie et une issue à la crise

Avec le double objectif de mobilisation sociale et d'unité politique, notre ambition est d'initier, construire et rendre dynamique un nouveau socle politique pour une nouvelle majorité à gauche dans notre pays.

Pour avancer dans cette voie dans les échéances électorales de 2017, nous préparons, sans attendre l'après-élection présidentielle, les élections législatives.

En effet, force est de constater notre très grande difficulté à exister mécaniquement dans la législative dans le sillage d'un score à la présidentielle. C'est pourquoi nous devons mettre en place les conditions pour que nos candidates et candidats puissent entrer en campagne dès maintenant.

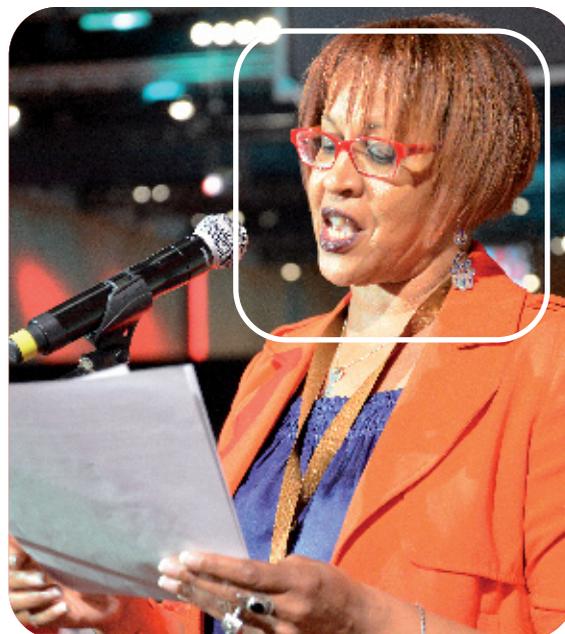
Depuis 2002, la formation d'un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale a été un véritable combat pour notre parti. Son renforcement est un enjeu prioritaire. Depuis 2012, le groupe de la Gauche démocrate et républicaine composé de 10 député-e-s du Front de gauche et de 5 élu-e-s ultramarins a montré toute son utilité par un travail considérable sur des questions essentielles comme la réforme territoriale, l'accord national interprofessionnel (ANI), la loi Macron ou tout récemment contre la loi travail.

Plus que jamais aujourd'hui, nos idées et notre pratique doivent s'inscrire dans une inversion de la logique actuelle. Notre pays a besoin d'un Parlement fort de sa légitimité populaire et d'une Assemblée nationale élue au scrutin proportionnel avant l'élection présidentielle, afin d'être davantage représentative de ce que pense et veut le peuple. Nos conceptions institutionnelles sont pour un septennat non renouvelable, pour l'élection du Président de la République par le Congrès, avec un gouvernement responsable devant le Parlement et non, de fait, devant le seul Président. Avec son projet « La France en commun », le PCF porte sur ces questions des réflexions, des propositions qui sont formulées pour être débattues, enrichies, remaniées, dans la perspective d'une VI^e République.

Les élections législatives sont plus perméables que l'élection présidentielle à l'intervention citoyenne qui privilégie le peuple acteur et non les démarches de sommet. La majorité parlementaire doit rendre des comptes au peuple et non au Président !

Dans le contexte actuel de crise de la politique et du système politique, accepter que les élections législatives soient déconnectées des enjeux réels de la fonction législative par le résultat de l'élection présidentielle, hyper personnalisante dans une dérive oligarchique, ne peut que contribuer à occulter toujours plus la représentation nationale chargée d'élaborer et de voter les lois qui concernent la vie quotidienne et l'avenir de nos concitoyens. Cela, dans le droit fil des théories libérales promues par les forces du capital pour empêcher les aspirations populaires de peser dans le débat et les décisions politiques.

À l'inverse et sans attendre, la mobilisation pour des rassemblements à vocation majoritaire doit être notre priorité. Nous y voyons le moyen et une ardente obligation pour construire les meilleurs rapports de forces possibles dans toutes les circonscriptions et pour faire élire le maximum de députés présentés ou soutenus par le PCF.



Ce sera aussi un levier politique, citoyen et de proximité, pour la candidature que nous présenterons ou soutiendrons à la présidentielle.

Ces élections législatives peuvent être une étape importante de rassemblement de toutes celles et ceux qui ne veulent pas se résigner aux renoncements de ceux qui gouvernent, qui ne veulent pas de la droite et de l'extrême droite, qui espèrent contribuer à une société plus égalitaire, plus juste et fraternelle, qui veulent faire émerger une alternative à l'austérité libérale. Et plus tôt les communistes s'engageront dans les législatives, plus nous réduirons le risque d'être les victimes d'une présidentielle possiblement ravageuse pour notre peuple et la démocratie.

Les élections législatives sont donc un temps électoral déterminant pour l'existence nationale, pour le développement du PCF et de sa stratégie de rassemblement. L'enjeu est également très important pour sa représentation au Sénat. Dans un Parlement bicaméral, le Sénat participe au vote des lois. Émanation des élus locaux, il a le pouvoir de promouvoir des lois progressistes en faveur de la citoyenneté, des services publics, de la liberté d'action des collectivités territoriales, des coopérations pour des projets d'intérêts général, d'un État solidaire des territoires et garant de leur égalité, de l'autonomie des collectivités, d'un véritable statut de l'élu-e.

Les élections sénatoriales de septembre 2017, au scrutin indirect par de « grands électeurs », seront également, après les législatives, un rendez-vous politique très important, mais difficile pour notre parti du fait des progressions de la droite et de l'extrême droite dans les élections locales.

Pour ce Front populaire et citoyen, l'élection présidentielle est un moment décisif

Nous devons agir pour déjouer avec notre peuple le piège qui lui est tendu. Les institutions et le mode de scrutin sont faits pour empêcher le changement, et ces mécanismes se sont encore aggravés du fait de la crise politique et démocratique profonde traversée par notre République. Face à cela, nous voulons faire grandir une démarche collective, populaire, citoyenne. Il s'agit de relancer une dynamique d'intervention populaire, pour qu'un-e candidat-e de gauche puisse représenter les intérêts et les aspirations populaires dans cette échéance et qu'il puisse les faire triompher du néolibéralisme et du néo-nationalisme, qu'il puissent rassembler cette majorité de la gauche et du peuple en attente d'une perspective de changement profond et durable. C'est un objectif politique de haut niveau, qui est la meilleure voie, selon nous, pour éviter de subir cinq années supplémentaires la violence de la domination des forces de la finance.

L'idée se répand selon laquelle il n'y aurait rien à attendre de la prochaine élection présidentielle. Nous refusons résolument cette fatalité.

Le Parti communiste français appelle au rassemblement dans un **pacte d'engagements communs** de toutes les forces populaires, sociales et politiques, qui veulent remettre la France sur la voie du progrès social et de la démocratie, et reconstruire pour cela une gauche porteuse d'espoir. Ce pacte d'engagements communs, travaillé en lien avec les mobilisations sociales dans leur diversité, unira les citoyens qui s'engageront dans sa construction, dans la bataille, pour qu'il soit respecté, et sur lequel pourra se construire une candidature commune à l'élection présidentielle avec toutes les forces qui auront permis son émergence.

Nous proposons que ce pacte d'engagements communs soit rédigé d'ici le mois d'octobre. Nous prendrons toutes les initiatives nécessaires à tous les échelons territoriaux, jusqu'au niveau national, pour aboutir à la rédaction de ce pacte national d'engagements communs avec toutes les

forces engagées dans sa construction.

Il sera alors soumis à une **votation citoyenne nationale, devenant le mandat populaire pour 2017**, propriété de tous les participants à cette votation citoyenne nationale. Pour le construire, nous appelons à un vaste débat populaire, comme nous le proposons avec la **grande consultation citoyenne**. Nous encourageons toutes les initiatives visant à favoriser l'implication citoyenne, c'est pourquoi nous soutenons notamment la démarche de « l'Appel des 100 ». Nous nous adresserons dès demain à toutes les forces sociales et politiques, tous les candidats déjà déclarés susceptibles de converger pour un tel mandat, à mettre les idées sur la table, à les confronter dans les débats publics ou sur des plateformes collaboratives, à faire converger leur processus de consultation et d'élaboration citoyenne de chacun.

Les forces engagées dans la rédaction de ce pacte et dans l'organisation de la votation citoyenne auraient alors la responsabilité de désigner un candidat commun à l'élection présidentielle pour porter ces engagements. Si plusieurs candidats issus de ces forces sont disponibles, une primaire citoyenne ou toute autre forme de processus citoyen de désignation pourrait les départager. Les communistes travaillent pleinement à un tel processus et à y engager un-e candidat-e pour y mettre en débat nos idées et y porter notre conception du rassemblement.

Pour ce qui concerne les adhérents du PCF, une conférence nationale est convoquée le 5 novembre, avec, à son ordre du jour, l'évaluation du processus engagé et l'évolution de la situation politique et sociale du pays, la décision concernant de soutenir ou de présenter une candidature dans le cadre d'un processus collectif. Si tel n'est pas le cas, les communistes auront à choisir quel-le candidat-e ils soutiendront ou ils présenteront. Cette conférence nationale sera aussi un temps fort de notre mobilisation pour les élections législatives.

Les objectifs du processus auquel nous voulons travailler sont clairs et ils seront aussi un point d'appui pour les législatives.

La candidature de gauche pour l'élection présidentielle ne peut évidemment en aucun cas être celle de François Hollande qui s'acharne, malgré le rejet populaire, à vouloir repartir, ni celle d'un autre représentant de la même politique, soutenue, depuis 2012, par la direction du Parti socialiste. Le rassemblement de toutes les composantes de la gauche – politique, syndicale et associative – qui veulent une alternative à la politique gouvernementale est indispensable pour créer les conditions de la mobilisation populaire. C'est pourquoi nous regrettons les trop nombreuses candidatures annoncées à gauche et nous les appelons à s'inscrire dans la construction collective nécessaire. Si nous regrettons les conditions dans lesquelles la candidature de Jean-Luc Mélenchon, qui a été notre candidat en 2012, a été annoncée, nous continuons à l'inviter à s'inscrire dans cette conception collective.

Nous appelons les Français-e-s et toutes ces forces à participer à un processus collectif qui donne la priorité à la construction d'un projet politique issu de débats citoyens et porteur des exigences populaires autour de cette question : « quelle France voulons-nous ? ».

Le PCF identifie cinq questions essentielles dans ce débat, sur lesquelles le pays, les forces qui veulent le changement



Moment de grande émotion quand le congrès a rendu un hommage chaleureux à Marie-George Buffet qui quitte la direction nationale. "Merci pour ton courage, pour ton écoute, ton attention aux autres", a déclaré Isabelle De Almeida à l'attention de l'ancienne secrétaire nationale du PCF, ministre des sports et de la jeunesse et députée de Seine-St-Denis.

devraient tout faire pour converger. Car ces questions, qui mobilisent le pays, sont des leviers indispensables pour rendre le changement possible.

Nous voulons une France qui s'engage dans la refondation démocratique de la République, avec notamment : primauté du Parlement et des élections législatives dans le respect des engagements pris devant les citoyen-ne-s ; suppression du 49-3 et scrutin proportionnel à parité dans toutes les élections ; déprésidentialisation du régime avec un septennat présidentiel non renouvelable et l'élection du Président par le Congrès ; refonte de la loi NOTRe, avec la commune et les collectivités locales et de nouveaux pouvoirs citoyens comme poumons démocratiques de la République ; nouveaux droits pour les salariés, les usagers et les consommateurs dans la vie économique ; droit de vote des résidents étrangers et luttés contre les toutes les discriminations.

Nous voulons une France qui s'engage dans la lutte pour éradiquer le chômage et sécuriser la vie quotidienne de nos concitoyens, avec notamment : un système de véritable sécurisation de l'emploi et la formation ; une conférence nationale pour l'emploi et la formation, l'augmentation des salaires et la reconnaissance des qualifications, la revalorisation des retraites et des minimas sociaux ; la réduction du temps de travail à 32 heures ; un plan national pour le logement ; un plan d'urgence de lutte contre l'exclusion et la grande pauvreté ; la relance des services des publics (éducation et culture, santé, justice, police...) et de la protection sociale.

Nous voulons une France qui s'engage dans la lutte contre la finance et pour une autre utilisation des richesses, avec notamment : la création d'un grand pôle public bancaire pour financer un autre développement créateur d'emplois et écologique, l'investissement des PME, les services publics, la relance industrielle et la transition écologique ; la lutte contre l'évasion fiscale et une grande réforme de justice pour la fiscalité ; le plafonnement des salaires et des dividendes des grands patrons et l'encadrement des salaires dans une échelle de 1 à 20.

Nous voulons une France qui s'engage dans un nouveau modèle de développement, avec notamment : une relance industrielle tournée vers la maîtrise nationale des grands choix économiques, la satisfaction des besoins sociaux, avec de nouveaux processus de production plus écologiques ; un plan national de transition écologique conforme aux objectifs de lutte contre le réchauffement climatique ; un plan de soutien à l'agriculture tournée vers la rémunération du travail paysan et le respect d'une alimentation de qualité, un plan d'action pour le développement de l'économie sociale et solidaire et du commerce équitable.

Nous voulons une France qui s'engage dans la refondation démocratique et sociale de l'Europe, contre les modèles d'austérité actuels, avec notamment la reconquête de la politique monétaire par le changement des missions, du rôle et

des critères de la BCE ; avec la remise en cause du pacte budgétaire ; la réorientation de l'argent des banques et de la BCE en faveur des services publics, de l'emploi et de l'écologie ; le contrôle du Parlement sur tous les choix européens qui engagent la France ; la suspension immédiate des négociations sur le TTIP ; le lancement par la France d'États généraux de la refondation européenne avec les forces et gouvernements progressistes disponibles.

Nous proposons aux citoyen-ne-s et à toutes les forces disponibles de travailler avec nous à redéfinir la gauche, son projet, ses valeurs ; d'ancrer dans la durée un rassemblement qui respecte la souveraineté des organisations qui le composent et expérimente de nouvelles pratiques permettant à la grande majorité de notre peuple de réinvestir le champ politique ; de construire une complémentarité d'action entre les composantes du mouvement populaire et progressiste, politiques, syndicales, associatives, intellectuelles et initier des fronts d'idées et d'actions à partir des luttés dans tous les domaines avec des millions de nos concitoyen-ne-s pour contrer l'idéologie dominante et obtenir des avancées concrètes à tous les niveaux.

Nous voulons participer à écrire une nouvelle page du combat de notre peuple qui renoue avec le récit émancipateur de la France : le récit de la gauche, le récit de la liberté, de la démocratie, de la République et des droits humains, le récit de l'égalité femmes/hommes, le récit de la sécurité et de la justice sociales, le récit de la fraternité, de la solidarité, le récit de l'ouverture au monde et de la paix.

Résultat du vote

Pour 396 • Contre 177 • Abstentions 32



Les législatives sans attendre

A mi-chemin de ses travaux, le congrès a tenu un débat consacré aux élections législatives. L'échange a été ouvert par André Chassaigne qui a rappelé « le besoin (en 2017, à l'Assemblée) d'un groupe d'élus progressistes clairement engagés contre la dérive libérale ». Les intervenants ont redit l'ambition communiste d'entrer sans attendre en campagne des législatives. ✪



La force du militantisme

L'introduction Emilie Lecroq

Parce que le mouvement est le mode d'existence du réel, il nous faut à nouveau réfléchir aux évolutions nécessaires pour déployer en grand la force du militantisme, son apport à une citoyenneté renouvelée dans les réalités d'aujourd'hui. Cette question fait partie des enjeux révolutionnaires de notre temps. Pouvons-nous être le parti des classes populaires, si elles ne trouvent pas leur place dans nos rangs jusqu'au plus haut niveau ? Pouvons-nous être le parti du féminisme si les femmes n'accèdent pas comme les hommes aux responsabilités ? Pouvons-nous être le parti de l'égalité, si tous les discriminés ne voient pas en nous l'outil de leur émancipation ? Voilà des champs sur lesquels nous devons avancer.

Pour construire un parti révolutionnaire opérationnel, il nous faut partir de la société telle qu'elle est.

Tout ceci nous conduit à réaffirmer l'utilité de la forme parti pour changer la société, pour gagner en efficacité dans notre combat. Et c'est pour pleinement y répondre, dans la société d'aujourd'hui, que nous voulons être un parti de nouvelle génération.

Notre congrès, dans son processus global, a montré l'inventivité, la responsabilité, la capacité de co-élaboration qui existe dans notre parti avec l'écriture de ce relevé de décisions.

Le relevé de décisions que nous allons adopter est la première étape concrète de la transformation de notre parti. C'est un outil pour passer de la parole aux actes. Recréer un sens collectif, un sentiment d'intérêts communs permettant d'appréhender la nature des rapports de classe est un objectif fondamental.

À l'échelle mondiale, les 1 % les plus riches possèdent la moitié de la richesse. Notre parti peut être celui des 99 % qui souffrent, qui cherchent, qui créent, qui aspirent à un autre monde, si nous savons rendre intelligibles les rapports de force dans la société et redonner force à l'intérêt commun. Mais faire ce pari d'être le parti des 99 %, c'est être à la fois le parti des classes populaires, un outil pour leur émancipation, et un parti qui sait brasser en son sein des parcours, des niveaux d'éducation, des centres d'intérêts, des cultures divers et faire de ce brassage une richesse. Un parti politique a pour but de faire avancer des idées dans la société pour les porter au pouvoir.

Malgré une bataille idéologique de grande ampleur, en 2013 seulement 20 % des Français déclarent que le capitalisme est un système qui fonctionne plutôt bien, soit 11 % de moins qu'en 2009. En 2016, la lutte des classes est vécue comme une réalité pour 69 % des Français. Aujourd'hui, plus de 70 % d'entre eux marquent leur opposition à la loi El Khomri et plus de 60 % soutiennent le mouvement contre cette loi, porté essentiellement par les syndicats.

L'utilité de la forme parti

Dans un contexte d'individualisation des rapports sociaux où l'action collective et la capacité de la politique à changer la vie sont remises en cause, ce sont des éléments porteurs d'espoir. Nous devons identifier les points d'appui comme le chemin à parcourir pour démontrer la richesse de l'apport de chacun à l'efficacité de l'action collective.

Un de nos objectifs est de gagner en influence. Pour ce faire, il nous faut mieux nous organiser pour mener la bataille d'idées. Pour préserver et développer un média différent qui subit des attaques politiques et financières sans précédent, nous devons travailler largement à sa diffusion. C'est un élément décisif pour permettre à une part toujours plus importante du peuple d'avoir accès à une information différente de celle des médias dominants.

Fixons-nous des objectifs de diffusions et d'abonnements, sections par sections, structurons cette activité, prenons toutes les initiatives nécessaires pour faire connaître *l'Humanité* et *l'Humanité Dimanche*. La mobilisation pour développer *l'Humanité* est partie intégrante de la construction d'un nouveau rapport de forces politique et idéologique.

Notre parti est un collectif humain riche de sa diversité. La place des adhérents dans la diffusion de nos analyses, de nos idées dans la société est décisive. Chacun des adhérents de notre parti est une source d'appropriation de la diversité du réel, un vecteur de diffusion auprès de sa famille, ses collègues, ses voisins.

Pour permettre à chacun d'être ce vecteur, nous devons réfléchir sur notre parti pour qu'il soit, plus collectivement qu'il ne l'est à l'heure actuelle, un outil de réflexion, d'élaboration et d'information.

Les camarades ont largement exprimé la nécessité de travailler à des initiatives de formation, des débats locaux, comme à promouvoir, diffuser et mettre en débat les productions et les travaux des revues du Parti.

Plus d'adhérents en capacité de s'approprier et de participer à l'enrichissement de nos propositions, c'est plus de communistes en capacité de diffuser nos idées dans tous les espaces médiatiques, dans la société.

Une camarade, à l'occasion de nos travaux, a dit cette phrase très juste : « Nous devons prendre nos adhérents comme ils sont, mais pas les laisser là où ils sont. » De nouvelles formes sont à inventer pour y parvenir. De la diffusion de vidéos suivie d'une discussion, de l'exposé du fonctionnement de nos institutions avec les citoyens les plus éloignés de la chose publique à la formation théorique. De nombreuses expériences sont menées dans notre parti. Nous devons désormais les partager pour les démultiplier. Le besoin d'analyser, de comprendre le fonctionnement et les rapports de forces dans la société est une aspiration de nombre de concitoyens pour faire de la politique. Une enquête de 2004 de l'INSEE sur le bénévolat dans la vie associative montre que l'engagement n'obéit plus seulement à une logique de dévouement, mais d'épanouissement personnel et collectif. Les mouvements contre la loi travail et « Nuit debout » sont une démonstration concrète de cette aspiration. Ils marquent une volonté nouvelle : celle d'être entendus pour enrichir et s'enrichir du collectif. Loin du ralliement, ils expriment une volonté de co-construction, de pouvoir être acteurs et actrices des choix politiques.

Cette exigence de co-construction est un élément fort dans la société comme dans le Parti. Nous devons rechercher les outils nous permettant de conjuguer horizontalité et verticalité pour faire vivre cette volonté.

Un des éléments pour avancer vers cette co-construction est la question de l'information. Plus nous serons capables d'envoyer des informations, de communiquer avec un grand nombre d'adhérents, plus nous serons en possibilité de les lier à nos débats, nos questionnements, nos propositions. Mais cela doit aller dans les deux sens.

Nous devons donc travailler à des outils de partage, de mutualisation, de contribution, afin de permettre à chaque adhérent de participer à la réflexion collective. C'est une exigence forte des conférences locales comme départementales. Les nouveaux outils numériques sont de précieux atouts dans cette démarche.

Notre capacité à co-élaborer pour ouvrir les voies d'une autre société met en avant le lien indissociable qui existe entre propositions immédiates et perspectives.

Nous devons travailler à une construction politique qui nous enracine dans le quotidien.

Les difficultés que rencontrent nombre de nos concitoyens rendent cette articulation déterminante pour redonner confiance dans l'action politique, pour pouvoir lier et démontrer l'utilité de notre projet de société. Nous devons pouvoir lier l'immédiat à la perspective, le réel à notre visée.

La conquête de positions électorales s'inscrit pleinement dans cette démarche d'utilité concrète qui donne à penser autrement la politique. Elle ouvre des brèches dans la fatalité. Elle pose autrement la question des pouvoirs par l'émergence de nouvelles pratiques démocratiques pour améliorer la vie. Mais elle appelle aussi des articulations renforcées entre l'action des élus et celle du Parti, car la dureté du quotidien, l'étouffement des collectivités locales, la concentration des pouvoirs posent la nécessité de combats politiques et d'action de grande ampleur.

Par ailleurs, dans une société de jungle où la concurrence à outrance organise le tous contre tous, la question de la solidarité est une question politique majeure. Cela ne passera pas seulement par du discours, cela appelle à des actes concrets

L'exigence de co-construction

La solidarité est au cœur de notre projet et ne peut donc être renvoyée à un futur incertain. Elle doit être une pratique permanente participant à l'utilité du Parti communiste dans la vie quotidienne. Il nous faut partager nos expériences et démultiplier les initiatives de solidarité que nous prenons dans nos sections, nos fédérations. Journées à la mer, nouvel an solidaire, bourses aux livres, vente solidaires ou encore luttes locales pour le développement des services publics sont autant d'exemples à développer.

De telles initiatives nous permettent de nouer des liens avec de nombreuses familles en partant de problèmes concrets. Elles crédibilisent notre message et donnent chair à nos propositions. Il nous faut concevoir ces actions comme des portes d'entrée en politique. Ce sont des points d'appui à condition que nous prenions le temps de recontacter les personnes qui y ont participé pour dérouler avec eux le fil de l'analyse. Ces initiatives de solidarité comme les batailles locales que nous menons sont des outils essentiels pour rassembler à partir d'objectifs politiques concrets et construire la perspective d'une alternative.

Face au rejet de la politique, au délitement du lien social, nous devons travailler à prendre toutes les initiatives nécessaires en capacité de redonner le sens de l'intérêt commun, jusqu'à reconstruire de la conscience de classe. Les initiatives fraternelles que nous prenons ne sont pas un supplément d'âme dans cette bataille. Ce sont des réponses politiques pour créer de la rencontre,



du débat, du commun. Ces valeurs de fraternité, de solidarité font partie de notre ADN. Il nous faut désormais travailler à les démultiplier, à les rendre visibles.

Nous le savons, une partie des citoyens qui nous rejoignent le font aussi pour rompre avec le sentiment d'isolement qu'ils connaissent dans leur vie quotidienne. La fraternité et la solidarité dont nous savons faire preuve sont des atouts pour les accueillir, à condition que nous sachions en permanence élargir le cercle des conviés.

Vous le savez, cette volonté de faire vivre solidarité et fraternité ne pourra se faire que dans la proximité, dans le contact direct que nous sommes capables d'avoir avec chaque communiste, chaque personne qui nous a laissé ses coordonnées.

Nous devons travailler à repérer les lieux où nous avons des adhérents, des sympathisants pour leur proposer de se rencontrer, pour voir comment agir ensemble à partir de la réalité qu'ils y vivent.

Structuration dans les entreprises

C'est un travail constant de recensement, de mise en relation, de formation pour permettre de faire émerger des animateurs, mais c'est aussi la force de notre parti : être en permanence ancré dans le réel, la proximité.

Ce besoin de proximité, de structuration au plus près de la vie des gens est un élément indispensable de l'horizontalité que nous souhaitons mettre en place. Comment permettre une horizontalité d'échange d'expériences si nous ne sommes pas capables de réunir les communistes d'une ville, d'un village, d'une entreprise, d'un quartier pour échanger et définir ensemble les actions, les initiatives à mettre en place ? Comment connaître les centres d'intérêts de nos adhérents si nous ne décidons pas collectivement de les rencontrer pour les impliquer plus dans nos campagnes ?

Je souhaite à ce moment de mon introduction m'arrêter quelques instants sur un sujet : notre structuration dans les entreprises. L'entreprise et les lieux de travail appellent une réflexion particulière. Ce sont des lieux de pouvoir, de lutte idéologique et politique et de confrontation directe entre le capital et le travail. Ce sont des lieux d'intégration ou d'opposition à la logique patronale. Notre structuration dans les entreprises est un élément essentiel dans la construction d'une convergence entre mouvement social et élaboration de l'alternative. Nous devons nous interroger sur les modes d'organisations les plus adaptés à ces lieux pour y porter efficacement nos idées et y organiser l'action. Nous pouvons rapidement nous fixer des objectifs dans le privé comme dans le public.

Je ne vous apprends rien : nos combats politiques n'ont et ne pourront être victorieux que si nous sommes capables de modifier les rapports de forces dans la société. Pour cela, la question du nombre d'adhésions que nous réalisons, le nombre d'adhérents que nous lions à notre activité, comme notre niveau de structuration par territoire sont essentiels.

Mais alors, comment faire vivre et accroître notre richesse militante ? Ces questionnements ont été forts à l'occasion des riches hier matin et doivent être une obsession permanente pour chacun d'entre nous quel que soit notre niveau de responsabilité.

En plein mouvement social, nous devons travailler à rendre visible notre offre d'adhésion. Alors que seulement 1 % des Français en âge d'aller voter sont membres d'un parti politique, ils sont pourtant des centaines de milliers à manifester dans les rues et les autres soutiennent majoritairement la mobilisation contre la loi travail. Profitons de ce moment de mobilisation pour aller à leur rencontre. Proposons à ces milliers de citoyens d'agir ensemble et de donner plus de force à nos combats communs en adhérant au PCF.

Le nombre d'adhésions que nous réalisons, le nombre de personnes à qui nous proposons l'adhésion et, de fait, le nombre de camarades mobilisés pour la proposer sont des éléments cruciaux dans notre volonté de conquêtes sociales, politiques et démocratique.

Le PCF peut être un outil pour permettre à des milliers de gens de reprendre la parole et de le faire avec force.



Relevé de décisions

Nous vivons une époque de crise durable et mondiale : crise économique, écologique, politique et sociale. Le capitalisme a survécu au XX^e siècle durant lequel il a été remis en cause dans ses fondements par un mouvement d'émancipation humaine inédit et aux dimensions planétaires.

Pour survivre, les tenants de ce système ont mené une bataille idéologique, politique et économique de grande envergure, en n'hésitant pas à user de violences guerrières d'une intensité sans précédent dans l'histoire. Aujourd'hui, ce 1 % de la population mondiale, qui concentre entre ses mains l'immense majorité des richesses, cherche par tous les moyens à légitimer cette terrible injustice qu'est le capitalisme, au détriment de l'ensemble de l'humanité et de nos biens communs. Pour assurer la perpétuation de ce système dévastateur et préserver leurs intérêts privés, ils n'hésitent pas à remettre en cause les solidarités, les espoirs collectifs, les valeurs de progrès ainsi que les droits et libertés issus des batailles qui jalonnent cette grande marche vers la civilisation universelle à la découverte de « l'humanité de l'Homme » comme disait Marx. Dans ce combat de classe, qui se déroule dans des conditions très difficiles à travers le monde et qui prend des formes inédites, le PCF reste un repère important malgré un climat général de dévalorisation de l'action collective.

Notre intelligence collective, productrice d'idées pour la société d'aujourd'hui et de demain ; notre force militante ; notre activité sans relâche contributive à l'émergence d'un internationalisme nouveau, en Europe et dans le monde ; nos élu-e-s qui agissent dans les institutions pour faire bouger les rapports de forces en faveur du peuple constituent autant d'atouts dont nous pouvons être fiers mais impliquent également de grandes responsabilités. Le PCF est ce parti qui agit avec ténacité et énergie pour faire tenir la gauche debout en France et pour rassembler notre peuple autour d'idées ambitieuses pour le devenir de notre pays, de l'Europe et du monde. Nous savons que sans un rassemblement majoritaire de gauche dans notre pays autour d'objectifs communs de progrès, de solidarité et de liberté, les forces de la régression risquent de remporter des victoires douloureuses et durables pour l'immense majorité de toutes celles et tous ceux qui ne vivent que de leur travail.

Des militant-e-s nombreux, formés, informés et actifs ; un PCF uni dans sa diversité, mobilisé et rassembleur ; une gauche debout, combative, ambitieuse pour faire gagner ses valeurs et pour soutenir dans notre peuple la volonté commune et l'espoir d'une société juste, fraternelle, libre et démocratique... Voici en résumé nos objectifs structurants et nos tâches politiques du moment. Le nombre comme la diversité des adhérent-e-s en capacité d'élaborer, de s'approprier et diffuser nos analyses, nos propositions dans la société sont des éléments essentiels dans le combat d'idées que nous menons. Pour être le parti de la transformation, pour être le parti qui construit avec les 99 %, nous devons porter une attention particulière à la place de chacun-e dans notre parti. Ceci doit nous conduire à nous donner des objectifs ambitieux concernant la place des femmes, des ouvriers et ouvrières, des employé-e-s... La diversité d'origines et de sensibilités qui composent notre parti est également au cœur de nos préoccupations. Ces ambitions doivent se traduire au travers d'objectifs, d'actes concrets en termes de renforcement, de formation, de mise en responsabilité... Afin d'amener des réponses organisationnelles pour répondre à ces défis, nous avons posé un certain nombre de questions à notre congrès. Ce relevé de décisions vise à apporter des réponses simples, durables et efficaces.

Libérer l'initiative de nos adhérents pour développer la démocratie

Le PCF est une force politique organisée sur l'ensemble du territoire national qui compte 120 000 adhérent-e-s. Cet ancrage territorial est une force incontestable dans le paysage politique. Nous devons, à partir de la prise en compte de cet atout, travailler à libérer notre énergie militante afin qu'elle puisse pleinement s'exprimer. Depuis quelques années, nous constatons que nous entretenons un lien régulier avec 30 % de nos adhérent-e-s. Il nous faut désormais nous fixer comme objectif d'accroître ce chiffre. Le lien régulier que nous entretenons avec chaque adhérent-e est une condition indispensable pour redonner sens à l'engagement collectif et le faire vivre.

• **Poursuivre et amplifier le travail de recensement** : Placer l'adhérent-e au centre de nos préoccupations est un choix fort de notre parti qui demande des gestes concrets d'organisation. Comment mettre les adhérent-e-s au cœur de notre organisation quand nous ne les connaissons pas réellement ? Cette question est essentielle pour le déploiement de notre parti. Nous devons travailler à tisser un lien régulier avec chaque adhérent-e pour permettre la mise en mouvement du plus grand nombre à partir de leurs envies, leurs centres d'intérêts. Avec cet objectif, nous nous fixons 3 priorités :

Nous décidons de travailler à localiser les adhérent-e-s de notre parti pour nous fixer des objectifs de déploiement ou de structuration du Parti dans les quartiers populaires, dans les zones rurales. **Nous décidons de collecter les renseignements indispensables pour communiquer avec nos adhérent-e-s avec l'objectif de 60 000 courriels d'ici le prochain congrès.** Ce travail doit également concerner toutes les coordonnées ainsi que les nouveaux moyens de communication que sont les réseaux sociaux. Tous ces renseignements sont des éléments permettant de maintenir un lien d'information et de communication avec un nombre plus important d'adhérent-e-s, tout en veillant à maintenir les liens avec es adhérents qui n'ont pas accès à Internet.

Nous décidons de recenser les lieux de travail des adhérent-e-s afin de pouvoir identifier le potentiel existant dans le Parti pour notre travail d'implantation dans et vers les entreprises, secteurs publics et privés.

• **Développement du lien direct avec les adhérent-e-s pour donner plus de force à la démocratie**

Nous décidons d'entamer une réflexion sur nos processus d'élaboration collective. Les demandes ayant trait à l'organisation du congrès se retrouvent plus généralement dans le Parti, notamment dès lors qu'une élaboration collective est nécessaire. Ainsi, un travail d'anticipation calendaire et de sensibilisation sera mené pour une appropriation plus approfondie des productions du Parti.

Nous décidons de créer une plateforme de contribution accessible à tou-te-s les adhérent-e-s pour permettre à chacun-e de participer à l'élaboration de notre projet et de s'approprier les productions et revues du PCF. Placer l'adhérent-e au cœur des constructions et des décisions passe par permettre à notre richesse militante de s'exprimer afin de donner plus de force à notre projet et sa diffusion dans la société. Dans le même temps, une étude nationale doit être lancée pour étudier les nouveaux outils technologiques utiles à l'élaboration collective de nos propositions.

Nous décidons de mettre en place un secteur national chargé du lien avec les adhérent-e-s qui, avec des responsables départementaux, travaillera à animer et coordonner notre travail de connaissance et de lien avec les adhérent-e-s du Parti. Ce travail de lien doit avoir comme objectif une meilleure appropriation par les adhérent-e-s des productions du PCF. Ceci passe nécessairement par une meilleure information de nos adhérent-e-s.

Nous décidons de travailler à une communication plus cohérente et régulière avec les adhérent-e-s au travers d'une newsletter.

• **La formation et le débat d'idées**

La formation : La mise en mouvement d'un plus grand nombre d'adhérent-e-s passe par une relation humaine dans une perspective d'enrichissement personnel comme collectif. Nous avons besoin de travailler une nouvelle politique de formation permettant à chacun-e de trouver les voies de son épanouissement militant. À cette fin, le secteur national de la formation doit reconstruire des contenus de formations, des supports et travailler à la mise en place :

- D'une offre de formation de base, de cycles de formation, à destination de tou-te-s nos adhérent-e-s, à mettre en place par nos structures, qui passe de l'exposé du fonctionnement de nos institutions avec les adhérent-e-s les plus éloigné-e-s de la chose publique à la formation théorique, en particulier à partir des apports du marxisme vivant et pratique. Nos adhérent-e-s sont riches de leur diversité. Nous devons prendre cet élément en compte dans les formations, dans les supports de formation comme lors des temps de débats que nous sommes capables de leur proposer. Des formations existent déjà dans le Parti, créons des espaces informatiques pour les mutualiser à l'échelle départementale et nationale ;
- D'une offre de formation aux responsables locaux, départementaux et nationaux pour l'exercice de leur responsabilité ;
- D'une offre de formation en direction des milliers d'animateurs et animatrices de proximité du Parti ;
- D'une offre renouvelée pour notre université d'été.

Le débat d'idées : Nous décidons de promouvoir, diffuser et mettre en débat les travaux de nos revues à chaque niveau du Parti, pour mieux les partager. Ils sont essentiels, du point de vue de l'élaboration en commun du projet communiste, mais aussi du point de vue de la contribution des communistes au débat d'idées.

Implantation et rayonnement du Parti sur les territoires

Le travail d'implantation et de rayonnement de notre parti ne pourra prendre de force que si nous connaissons les lieux de vie, de travail, de rayonnement des adhérent-e-s du Parti. Ce travail est essentiel pour passer à l'étape supérieure : le développement de notre implantation.

• **Implantation**

Les lieux de travail :

Nous décidons de créer un secteur de travail national sur l'implantation du Parti dans et vers les lieux de travail et/ou de mise en réseaux dans un même bassin d'emploi ou branche d'activité. Ce travail devra se mener en lien avec des responsables départementaux référents.

Nous décidons de consacrer un Conseil national à cette question après notre congrès.

Identifions dans chaque département, en lien avec nos structures locales, 1 ou 2 entreprises où nous pouvons nous fixer des objectifs de structuration ou d'adresse régulière, à partir du recensement et de la connaissance de nos adhérent-e-s. Ce travail doit être impulsé, animé et coordonné départementalement et nationalement.

Les territoires urbains et ruraux :

Nous décidons de lancer une réflexion sur notre structuration pour prendre en compte les changements institutionnels en lien avec notre implantation afin de pouvoir peser sur l'ensemble des lieux de décision et de pouvoir.

Nous décidons de créer des espaces d'échanges entre les animateurs du Parti des zones rurales pour travailler à notre redéploiement.

Nous décidons de créer des espaces d'échanges entre les animateurs du Parti des quartiers populaires et des grands ensembles pour travailler à notre redéploiement.

• **Régions et lien aux fédérations**

Pour déployer dans la proximité notre activité, nos campagnes, nous devons prendre en compte les changements institutionnels et les moyens de nos fédérations. Nous décidons d'engager partout une solidarité régionale qui permette de garantir l'implantation du Parti communiste dans tous les départements. L'échelon régional est le plus adapté pour permettre des échanges entre fédérations dans des temps et conditions raisonnables. Il est un élément facilitateur pour avoir un lien régulier avec le national. **Travaillons à mettre en place des coordinations régionales avec un coordinateur régional chargé :**

- de développer la coordination des fédérations avec les élu-e-s régionaux/ales, les parlementaires, etc.
- d'organiser la circulation des informations, le partage des expériences, publications, initiatives entre sections, départements de la région et le national au travers d'une plateforme ;
- de développer l'expression des communistes et du Parti ;
- de contribuer à une vie plus permanente des comités régionaux ;
- d'impulser et coordonner les initiatives régionales.

Le travail de développement de nos structures et de lien avec les coordinateurs régionaux sera animé par un responsable Vie du Parti au niveau national.

• **Renforcement et accueil des nouvelles adhérentes et nouveaux adhérents**

La question de notre nombre d'adhérent-e-s est un élément important pour développer notre politique avec plus d'efficacité. Pour rester et devenir un parti plus populaire, il nous faut travailler à être beaucoup plus nombreuses et nombreux. Le nombre d'adhésions que nous réalisons comme l'accueil que nous réservons aux nouveaux/nouvelles adhérent-e-s sont des points d'appui pour rendre majoritaire l'idée d'une société plus humaine, fraternelle et solidaire.

Nous décidons de nous fixer l'objectif de 6 000 adhésions par an à décliner sur l'ensemble des territoires, en lien avec nos cibles d'implantation. Notre travail de recensement, de lien et d'implantation qui en découle doit aller de pair avec un travail sur notre renforcement avec des responsables qui animent cette question. Plus de camarades qui posent la question de l'adhésion, c'est plus d'adhésions au PCF. Il nous faut sensibiliser le plus grand nombre des animateurs de notre parti au renforcement afin d'en faire un élément incontournable sur chacune de nos initiatives.

Nous décidons de la création d'un livret national d'accueil des nouveaux/nouvelles adhérent-e-s. En complément des réunions d'accueil et de l'offre de formation, ce support permettra de présenter rapidement à chaque nouvel-e adhérent-e notre parti, son fonctionnement, ses campagnes et les valeurs portées par le Parti



comme les luttes contre toutes les discriminations. L'accueil des nouveaux/nouvelles adhérent-e-s est une étape importante pour leur présenter notre parti, mais elle n'est pas suffisante. Nous devons travailler à mettre en place un suivi des nouveaux/nouvelles adhérent-e-s afin qu'ils trouvent toute leur place dans notre organisation.

La cotisation : Nous décidons de nous fixer un objectif de 10 % supplémentaire de cotisants dès cette année pour parvenir à 60 000 adhérent-e-s cotisant-e-s à l'ouverture du 38^e congrès. Pour ce faire, nous devons travailler localement à démultiplier le nombre de militant-e-s qui travaillent à la collecte des cotisations. La cotisation est un objectif financier et un outil pour mettre en mouvement davantage de forces. La cotisation est un élément essentiel qui nous donne les moyens matériels de nos ambitions. C'est aussi un moyen pour créer un lien avec chaque communiste et lui permettre de prendre part aux choix que nous faisons, comme à notre activité. Le Parti doit veiller à diversifier ses moyens de financement et à mettre à disposition de tous les adhérent-e-s les moyens de participer au financement du Parti.

Bataille des idées et construction citoyenne

La diffusion de nos idées dans la société est un objectif permanent de nos campagnes et de notre démarche, à la fois pour les confronter aux préoccupations du plus grand nombre et pour montrer les points de convergences que nous avons avec nombre de concitoyen-ne-s. Pour être efficaces dans cette démarche nous devons réaffirmer et actualiser une partie de nos pratiques. Nous devons travailler à la construction de campagnes nationalement ciblées, permettant dans le temps de nous identifier à des idées fortes.

• **La construction citoyenne :** Nous fixons l'ambition de construire avec les 99 %, toutes celles et tous ceux qui ont à gagner à une transformation radicale de la société. Pour atteindre cet objectif, le nombre de personnes avec qui nous avons des relations, débats, discussions, construisons est extrêmement important. Et parce que rien ne se met en place spontanément, nous devons prendre des actes concrets permettant de donner corps à cette ambition.

Nous décidons de travailler à l'existence dans chaque structure d'un fichier, via Cociel, recensant l'ensemble des coordonnées des personnes qui ont pris la décision de nous les communiquer afin de nous adresser régulièrement à eux pour leur proposer de participer à nos initiatives, nos campagnes comme à l'élaboration de notre projet. Ceci est également un élément important pour accroître notre travail de souscription. La souscription est un pilier financier, mais permet également d'agréger des forces à notre combat. **Nous décidons d'animer notre campagne sur la grande consultation.** À l'issue de cette campagne, nous évaluerons nos points forts et nos faiblesses dans l'objectif de donner corps à notre volonté de construction citoyenne dans la durée. Nous expérimentons souvent à l'occasion de nos campagnes locales des moments d'élaboration citoyenne de nos programmes. Ils nous faut travailler à pérenniser ces processus afin d'en faire des marqueurs forts du PCF.

Nous décidons de développer toutes les initiatives d'éducation populaire et culturelles partout où cela est possible et notamment dans nos locaux.

• Nouvelle bataille de communication

Recréer un sens collectif, un sentiment d'appartenance à une classe aux intérêts communs est un objectif fondamental. À l'échelle mondiale, les 1 % les plus riches possèdent la moitié de la richesse. En France, c'est une poignée qui possède richesses, pouvoirs économiques et médiatiques. L'immense partie de notre peuple a donc intérêt au changement que nous proposons. Notre parti peut être celui des 99 % qui souffrent, qui cherchent, qui créent, qui aspirent à un autre monde, si nous savons rendre intelligibles les rapports de forces dans la société. Travaillons à investir tous les outils et espaces médiatiques pour diffuser nos analyses, nos valeurs, nos propositions.

Les réseaux sociaux : Bien que ne pouvant pas remplacer l'activité militante de proximité, l'utilisation des réseaux sociaux est devenue une habitude quotidienne pour de nombreuses personnes et les adhérent-e-s du Parti n'échappent pas à la règle. Nous devons nous emparer de ces nouveaux outils pour diffuser nos idées dans la société.

Nous décidons de dédier des moments de formation à l'utilisation des réseaux sociaux.

Nous décidons d'étudier les outils disponibles nous permettant, en lien avec notre travail de recensement des profils Facebook et Twitter, à une meilleure communication de notre parti sur les réseaux sociaux. Des outils existent pour permettre de lancer des campagnes nationales sur les réseaux, diffusant sur tous les profils ayant accepté un message identique.

Nous décidons de développer les contenus vidéos et leur diffusion. Cela peut passer par la mise en place d'une web TV ou par l'animation d'une chaîne dédiée.

Nous décidons de développer le collectif national communication, en lien avec des responsables départementaux, pour avoir des matériaux plus adaptés à la diversité des territoires et aux campagnes que nous menons, qui permette de nous identifier. **Nous décidons d'animer et d'impulser la diffusion de l'Humanité dans notre parti et en externe, avec un responsable national dédié**

à ce sujet, en lien avec des responsables départementaux et de section.

Nous décidons d'impulser et d'animer la diffusion des journaux locaux.

• Solidarités concrètes et fraternité

Nous décidons de mettre en place une plateforme d'échange afin de mutualiser les expériences de solidarités concrètes dans le Parti. Nous devons travailler à la déclinaison locale des batailles que nous menons afin de crédibiliser nos revendications nationales à travers des gestes forts localement. De nombreuses initiatives de solidarités concrètes existent dans les fédérations et les sections. Nous devons les recenser et les faire partager dans le Parti.

Nous décidons de développer les initiatives qui donnent force à la fraternité. Face au rejet de la politique, au délitement du lien social, nous devons travailler à prendre toutes les initiatives nécessaires en capacité de redonner le sens de l'intérêt commun. Les initiatives fraternelles que nous initiions sont essentielles dans cette bataille. Il nous faut prendre conscience de leur force politique et les démultiplier. Ce sont des réponses politiques pour créer de la rencontre, du débat, du commun.

Egalité femmes-hommes et lutte contre le sexisme

L'égalité femmes-hommes est un engagement fort de notre parti, une demande clairement exprimée par nos adhérent-e-s, aussi notre congrès se doit d'insuffler une dynamique nouvelle. Notre parti se veut exemplaire du point de vue des partages de responsabilités comme du comportement entre les camarades hommes et femmes. Nous combattons tous propos et comportements sexistes ou harcèlement sexuel à l'intérieur du Parti comme dans la société.

• Parité

Nous décidons de travailler à renforcer notre exigence de parité dans les structures du Parti comme dans les candidatures à l'occasion des échéances électorales à venir. Comme sur d'autres questions, nous avons besoin de traiter cette question et de nous fixer des objectifs à partir de la réalité de notre parti sur les territoires, pour permettre de gagner la parité partout.

Nous décidons de travailler sur la maîtrise de la parole dans nos réunions afin de laisser une place à chacun-e et renforcer la réflexion collective, les interactions et le dynamisme de nos échanges.

Nous décidons de travailler à créer les conditions matérielles de la mise en responsabilité et de la participation des femmes dans le Parti. Pour que les femmes et les hommes puissent s'engager dans notre parti, il nous faut repenser l'accueil des enfants lors de nos réunions.

• Formation

Nous décidons d'inscrire la parité, le féminisme et la lutte contre les violences sexuelles et sexistes comme un élément incontournable des formations que nous mettons à dispositions des adhérent-e-s, animateurs/trices responsables et élu-e-s du PCF.

Nous décidons la création d'un livret ressource pour amplifier la lutte contre le sexisme et les violences.

Nous décidons de travailler à créer les conditions matérielles d'une plus grande participation des femmes dans les formations que nous mettons en place.

élu-e-s

Les élu-e-s communistes, partout où ils et elles sont présent-e-s, jouent un rôle essentiel dans la défense des populations, dans les mobilisations comme dans les assemblées. Leurs expériences sont utiles pour nourrir les apports nécessaires à la réflexion partagée des communistes et renforcer les pratiques de proximité, de démocratie que nous développons avec les citoyen-ne-s dans les territoires. Nous souhaitons mieux promouvoir leurs actions, leurs apports au service de la transformation sociale et des institutions. Ils se nourrissent et nourrissent des débats et des travaux du Parti.

Nous décidons de travailler à la mise en place d'espaces d'échanges pour donner plus de force à l'efficacité de ce que nous voulons construire avec les citoyen-ne-s, de partager nos expériences, de donner de la force aux prises d'initiatives nécessaires sur les enjeux locaux, nationaux et européens.

Jeunesse

Principales victimes du capitalisme et cible prioritaire des forces réactionnaires, les jeunes constituent pourtant un potentiel de créativité et un levier pour changer la société. **Nous décidons de soutenir l'implantation et le développement du MJCF et de travailler à des batailles du PCF en direction des jeunes.**

Résultat du vote

Pour 547 • Contre 89 • Abstentions 20



Le relevé de décisions national donnera lieu à une tournée des fédérations après le Congrès pour le décliner en prenant en compte la spécificité de chaque territoire.

Un groupe de travail, en lien avec le Conseil national, travaillera à l'évaluation de la mise en place de ces dispositions à mi-parcours.

Passer de la parole aux actes

Adopté à plus de 88 % des délégué-e-s après avoir été enrichi par le travail des « ruches » et le débat de la plénière, le relevé de décisions se fixe l'objectif de franchir une étape décisive dans le développement d'un collectif humain (le PCF) mieux organisé, avec des militant-e-s plus nombreux, mieux formés, informés et associés à la vie collective du Parti.

Les échanges se sont focalisés sur un certain nombre de sujets parmi lesquels la formation a pris une place conséquente. Une formation alliant le plaisir d'apprendre aux exigences de la transmission des connaissances. Une formation s'inscrivant dans la régularité et s'appuyant sur la qualité des intervenant-e-s et des ressources intellectuelles locales. Une formation enrichie par l'apport d'un marxisme vivant (formule ajoutée lors de débat). Notons l'exigence que les possibilités matérielles concrètes (aide à la garde des enfants par exemple) soient créées pour une participation effective.

Tout concourant ainsi à l'épanouissement individuel et à l'enrichissement de la capacité collective de l'organisation et des militantes à produire de la pensée, de l'argumentation.

La place nous manque pour évoquer toute la richesse du débat, mais signalons de façon synthétique la volonté de cibler de façon résolue un certain nombre de lieux de travail, ainsi que de grandes cités populaires. Mais aussi l'importance de l'activité des élu-e-s dont certains ont évoqué leur bilan bénéfique à la fois pour les citoyens et l'audience du Parti. Une manière efficace aussi pour travailler à résorber la fracture démocratique et le divorce de la population avec « la politique ». D'ailleurs, il fut souligné qu'il est urgent de dépasser le stade des déclarations (certes justes) pour passer aux démonstrations d'utilité palpable. Le PCF devant s'atteler à produire des actes concrets, des luttes permettant d'améliorer tout de suite le quotidien. Une façon de construire des portes d'accès au politique. Réparer les fractures de la société, créer du lien humain étant des questions politiques en soi.

Cotisation, mutualisation des moyens (au niveau régional par exemple), utilisation des réseaux sociaux ont aussi été évoquées. 🗳️

Patrick Coulon



Un congrès monde



AFGHANISTAN : Mouvement pour l'avenir de l'Afghanistan (AYENDA)>>Abdullah Naibi • **AFRIQUE DU SUD** : Parti communiste>>Christ Matlhako • **ALGÉRIE** : Mouvement démocratique et social>>Yacine Tegui, Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD)>>Ouamar Saoudi, Parti algérien pour la démocratie et le socialisme>>Georges Perles • **ALLEMAGNE** : DKP>>Günther Pohl, Die Linke>>Tobias Pflüger, Andréas Günther, PGE>>Katrin Voss • **ARGENTINE** : Front pour la victoire>>Daniel Filmus • **BAHREIN** : The Progressive. Tribune>>Dr Hasan Abdula / Bumadan, National democratic action society>>Radhi Almoosawi • **BELGIQUE** : Parti du travail>>Alice Bernard, Marc Botenga, Raoul Hedebouw, Parti communiste>>Vladimir Callier • **BOLIVIE** : Jean-Paul Guevera • **BRÉSIL** : Pcdob>>José Reinaldo, Mouvement des sans-terre>>Miguel Stedile, Parti des travailleurs>>Maria José Malheiros • **BURKINA FASO** : Unir/PS>>Bénéwendé Sankara • **CAMEROUN** : MANIDEM>>Mariane Simon-Ekane, UPC>>Augusta Epanya • **CHILI** : Parti communiste>>Fernando Valenzuela, Marcos Suzarte, David Rivas • **CHINE** : Duan Yuying, Zhong Weiyun, Yang Yan, Li Na, Zhang Luyao, Sun Ziqi, Yu Weihai, Yu Hui, Jiang Jianhua • **CHYPRE** : AKEL>>Vera Polycarpou • **COLOMBIE** : Parti communiste >> Jaime Caycedo, Manuel Salamanca, Huvier Fernandez • **COMORES** : CEDISCOM>>Mabadi Ahmedali • **CÔTE D'IVOIRE** : Front populaire ivoirien>>Laurent Akoun, Kipre Tape, Roger Gballou, Eric Kahé, Stéphane N'Goran • **CUBA** : Parti communiste>>Juan Carlos Marsan / Aguilera, Hector Igarza, Ambassadeur en France • **DANEMARK** : Red-green Alliance>>Flemming Larsen • **DJIBOUTI** : FRUD>>Mohamed Khadamy • **ÉGYPTE** : Socialist popular alliance party>>Mamdouh Habashi, Forum du Tiers Monde>>Samir Amin • **ESPAGNE** : PGE>>Maïté Mola • **ÉTATS-UNIS** : Parti communiste>>Tony Pecinovsky, Black Lives Matter>>Opal Tometi • **FINLANDE** : Finnish Vasemmistoliitto>>Silvia Modig • **GRANDE-BRETAGNE** : Parti communiste>>Robert Griffiths, Allison Drew • **GRÈCE** : Syriza>>Panos Rigas, Natacha Theodorakopoulou, Nikos Graikos, PGE>>Hari Politopoulos • **INDE** : B. Dassaradane, Représentant en France • **IRAK** : Parti communiste>>Raïd Fahmi, Khalid Al Salih • **IRAN** : Organisation des feddayin du peuple d'Iran>>Hassan Naderi, Parti Toudeh>>Navid Shomali, Union des feddayin du peuple d'Iran>>Raouf Kaabi, Fedayin du peuple>>Sheybani Hemad, Parti démocratique du Kurdistan d'Iran>>Khosrow Abdollahi • **IRLANDE** : Sinn Fein Declan Kearney • **ISRAËL** : Parti communiste>>Adel Amer, Reem Hazzan • **ITALIE** : Rifondazione comunista>>Gianluca Schiavon • **JAPON** : Kimitoshi Morihara, Kei Shimazaki • **KOWEÏT** : Kuwait Progressive Movement>>Marzouk Alnusf • **LAOS** : Somphone Sychalern, Vatsana Phonethip, Singhanakhone Syhalath, M. Bounphone • **LA RÉUNION** : Action populaire de La Réunion>>Claude Hoarau, Action populaire de La Réunion>>Fabrice Hoarau • **LIBAN** : Marie Debs, Wafaa Rand, Walid Okeis • **MALI** : Parti SADI>>Ali Sidibé, Union malienne du rassemblement démocratique africain (Faso Jigi)>>Bassirou Diarra, UM-RDA>>Harouna Camara • **MAROC** : Parti de l'avant-garde démocratique socialiste>>Abderrahmane Benhida, La Voie démocratique, Mustapha Brahma, Said Soughty, Youssef Khatib, Parti socialiste unifié>>Nabila Mounib • **NICARAGUA** : Front sandiniste>>Lyonel Espinoza Linarte, Ruth Tapia, Ambassadrice en France • **NORVÈGE** : Socialist Left Party>>Ingrid Fiskaa • **PALESTINE** : Parti populaire palestinien>>Fadwa Kader, Noha Kasmani • **PORTUGAL** : Parti communiste>>Joao Ferreira • **QUÉBEC** : CIRFA>>Aziz Fall, Monique De Ginet • **RUSSIE** : Parti communiste>>Mikhail Kostrikov, Irina Mikhaylova • **SÉNÉGAL** : PIT>>Magatte Thiam, Soumare Sada • **TCHAD** : Union nationale démocratique>>Balaam Facho, Mahamat Zang Nezoune • **THAÏLANDE** : Jaran Ditapichai • **TOGO** : Idriss Soubabe, Kokou Glokpon • **TUNISIE** : Al Qotb>>Mouna Mathari, Al Massar>>Samir Taieb, Nadia Chaabane, Nacer El Fahem, Mohamed Smida • **TURQUIE** : HDP>>Fatma Kurtulan, **UKRAÏNE** : Parti communiste>>Yevgenii Gerasymenko, Viktoria Georglievska • **URUGUAY** : Parti communiste>>Daniel Coira • **VENEZUELA** : PSUV>>Rodrigo Cabezas, Jorge Reyes • **VIETNAM** : Parti communiste>>Pham Minh Chinh, Hoang Trong Hung, Nguyen Van Tung, Trinh Manh Linh, Nguyen Ngoc Son, Nguyen Manh Thang, Tran Thu Hoan, Nguyen Hong Quang, Ngo Le Van.

Invité d'honneur, Mumia Abu Jamal a lu un message depuis sa prison. ✪

Retrouvez les débats de la Rencontre du 1^{er} juin pour la Paix et le progrès sur Internet
www.pcf.fr et la page Facebook PCF International



Le Congrès ouvert sur la société

Les personnalités politiques, syndicales, associatives, culturelles, présentes

Des dirigeants politiques

Jallamion Lucien, Dutrinus Denise, REIG Philippe, République et Socialisme
Clémentine Autain, Roland Mérieux, Pierre Cours Salies, Ensemble
Pierrel Christian, Lamy Véronique, PCOF
Mélenchon Jean-Luc, Parti de gauche
Coquerel Eric, Simonnet Danielle, Billard Martine, Pache Laurence, Bompard Manuel, Vannier Paul, Lallemand Jean-Charles, Sarah Legrain, Layla Yakoub, Parti de gauche
Larrouturou Pierre, Lelache Armand, Nouvelle Donne
Laurent Jean-Luc, président, Coutard Catherine, vice-présidente, Mouton Christophe, MRC
Sali Georges, Myriam Balloch, Stéphane Privé, Debord Raymond, Parti Socialiste de Gauche
Cécile Duflot, députée EELV, Michel Jean-jean, jeunes écologistes
De Gayet Maxime, Temal Rachid, Christian Paul, PS- Motion B, Lienemann Marie Noëlle, Emmanuel Maurel, Gauche Avenir. Balas Guillaume, Député européen. Hamon Benoit, Député. Barbara Romagnan, députée du Doubs. Gérard Filoche, PS.
De Hass Caroline, appel primaire de gauche, pétition El Khomri
Troussel Stéphane, Président du Conseil départementale de Seine St Denis.
Azedine Taïbi, maire de Stains
Marie-Christine Vergiat, députée européenne,

Asensi François, député GDR
Belaïd Beneddrine, ADECR 93,
Eric Beyer de Ryke, député européen honoraire,
Jean-Claude Chailley, Résistance sociale
Claude Debons, Front de gauche,
Stéphane Peu, maire adjoint de Saint-Denis,
Roland Foissac, président ADREC Tarn

Des syndicalistes

Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT et Virginie Gensel, membre du Bureau Confédéral
Bernadette Groison, secrétaire général de la FSU
Eric Beynel, porte-parole de Solidaires
Marthe Corpet, vice-présidente UNEF
Jiugeppe AVIGES, président et Mokhtar Samya, ancienne présidente de l'UNL
Denis Gravouil, CGT Spectacle. Samuel Churin, CIP. Mathieux Grégoire, Comité de suivi.
Sophie Binet, UGICT CGT
Laurence Bernard, CGT Services Publics

Des représentants d'associations et des personnalités

Julien Lauprêtre, président du Secours populaire français et Bilski Michel
Raphaël Vahé, président, Patrick Staat, secrétaire général, Contant Brigitte, ARAC,
Roland Nivet, Mouvement de la paix
Charly Bouhana, Cuba si
Michel Cibot, Association française des

communes, régions, départements pour la paix – Institut Hiroshima Nagasaki
Jean Karl Deschamps, Ligue de l'Enseignement
Stéphane Fouéré, Fédération des conseils des parents d'élèves
Eddie Jacquemart, président, Gaulou Alain, CNL
Pierre Yves Madignier, Agir tous pour la dignité - Quart Monde
Renée Mignot, MRAP
Suzy Rotjman, Collectif national droits des femmes
Janine Reichstatt, Groupe de recherche pour la démocratisation scolaire
Gus Massiah, Forum social alternatif
Michel Maso, Gaxie Louise, Lagache Richard
Fondation Gabriel Péri
Valère Staraselski, écrivain
Michèle Riot Sarcey, historienne,
Jean Huet, co-animateur commission ESS
Richard Benarous, chercheur honoraire,
Jean-Charles Eleb, agence Campana Eleb Sablic
Picard-Nilès Karine et Jackie Hoffmann, amicale de Châteaubriant
Jeannette Habet, Copernic
Macherel Raymond, distributeur du film « Comme des lions »
Rogalski Michel, directeur de recherche internationale
Clément Lorillec, LGBT
Collectif de soutien Abu Jamal ✪



Tous ensemble

Temps fort de ce congrès qui en a compté beaucoup : l'accueil, vendredi, en début d'après-midi, des invités syndicalistes. En ces temps de grande explication sociale et d'attaques inacceptables dont les syndicats sont l'objet, le congrès leur a réservé une formidable ovation. Etaient présents des représentants de l'UNEF, de l'UNL, de l'UNSA, de la FSU, de Solidaires, de la CGT, représentée par son secrétaire général Philippe Martinez.
A l'ouverture du Congrès, Marie-Pierre Vieu a fait adopter une résolution contre la loi travail et appelant au rassemblement national du 14 juin.

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO

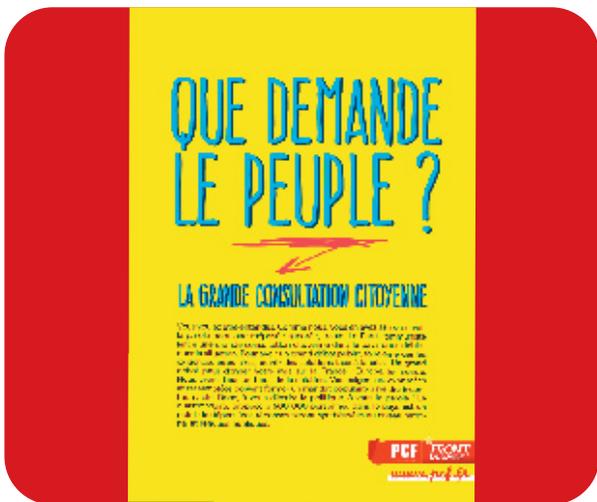
Pour la RÉDACTION : Patrick COULON, Olivier MAYER, Gérard STREIFF.
SECRÉTARIAT : Monique RENAULT / CORRECTIONS : Jacqueline LAMOTHE
PHOTOGRAPHIES : Fabrice NICOLLE / Jean-Louis OLIVIER / Zouhaïr NAKARA
MISE EN PAGES : Zouhaïr NAKARA

Les documents du congrès sont disponibles dans leur intégralité sur le site Internet www.PCF.fr

Que demande le peuple ?



La grande consultation, c'est parti et bien parti. Le congrès a entendu le retour d'expérience de quelques militantes et militants qui l'ont lancé. Et quand on s'y met, ça marche, au-delà même des espérances. Alors si on y va toutes et tous, cette rencontre à 500 000 voix est possible. Le 14 juin, dans les cars, les trains vers la manifestation nationale contre la loi travail, avec un minimum d'organisation, on peut faire remplir des milliers de questionnaires, et s'appuyer là-dessus pour impulser les rencontres dans les entreprises, au porte à porte, sur les points de rencontres... Avec ces 500 000 rencontres, nous allons écrire le pacte d'engagements communs pour la présidentielles et les législatives.



Rapport financier par Jean-Louis Le Moing

Le rapporteur a rappelé quelques caractéristiques du financement du PCF, sa singularité militante et populaire. Il a abordé ensuite la situation financière des fédérations et du CN. « Durant ces vingt dernières années, nous avons été conduits - vous le savez - à adapter, parfois douloureusement, nos dépenses à nos capacités de recettes. »

J'en viens à nos objectifs en terme de bataille financière et aux moyens dont nous devons nous doter pour la mener. **D'abord, la cotisation, car c'est la bataille qui calibre en réalité toutes les autres rentrées.**

En 2015, le nombre de camarades cotisants relevés sur les listes des associations départementales de financement s'élevait à 43 977. En décembre 2012, ce nombre était de 49 788, soit une perte en cinq ans de 12 %. En réalité, on peut estimer que 50 000 communistes cotisent, car il convient de prendre en compte les couples d'adhérents qui sont prélevés sur un seul nom. La moyenne mensuelle de cette cotisation est de 11,36 euros. Soulignons que, sur les derniers exercices, l'apport financier des cotisations reste stable. C'est un résultat à valoriser car, nous le constatons malheureusement dans nos fédérations, une génération d'adhérents, souvent avec de solides traditions de cotisation, s'éteint. L'apport de nouveaux adhérents et des progrès dans le prélèvement explique sans doute un résultat stable et même en légère progression malgré ces pertes en nombre. Ces chiffres révèlent toutefois de grandes disparités entre nos fédérations et, dans nos fédérations, entre les sections et organisations. S'il faut, bien sûr, prendre en compte les réalités territoriales qui impactent la composition du parti, il reste qu'une marge de progression pour toutes nos organisations.

La souscription

Le niveau de la souscription reste très élevé et s'avère un élément central.

C'est un pilier de nos budgets.

De plus, mesurons combien l'appel aux dons est un moyen permettant de nouer ou de resserrer des liens avec des dizaines de milliers de sympathisants. Il nous faut mieux travailler ce lien, notamment en le fondant davantage sur nos campagnes politiques. Les initiatives financières menées par nos organisations, telle la vente du muguet, et bien d'autres encore, sont elles aussi des moyens de rencontre et de rayonnement qu'il convient de revaloriser et de généraliser.

La souscription est certes un pilier financier, mais elle permet en outre d'agréger des forces à notre combat.

Comment constituons-nous des fichiers de sympathisants pour les solliciter financièrement et, ainsi, les associer à nos batailles ? Comment permettons-nous à nos électeurs de contribuer à l'expression, à la vie, au développement de leurs propres idées et valeurs ?

Quelle place réservons-nous à cette bataille dans notre communication ?

La souscription n'est donc pas une question strictement financière, même si cette dimension reste prépondérante. Elle est aussi une bataille liée à nos ambitions politiques.

Le reversement des élus

Je rappelle que 42 % du total des ressources des fédérations et du Conseil national provient du reversement des élus (25 % pour le budget du Conseil national). C'est, je le rappelle, une singularité dans la vie politique française, et un marqueur identitaire qui découle, pour un Parti comme le nôtre, de notre conception de l'élu et



de sa place dans notre activité. Le nombre de nos élus et donc leur capacité contributive est évidemment fort différente selon les fédérations. Mais cette question appelle à tous les niveaux un effort individualisé, pour maintenir le débat avec l'ensemble des camarades élus et faire en sorte que la décision conjointe soit la règle dans la mise en œuvre de nos statuts. Là encore, des expériences montrent que des progrès notables sont possibles avec de l'organisation, des efforts de direction, l'esprit de rigueur et l'écoute nécessaire. Cette attention doit s'inscrire dans un effort plus général permettant de développer un lien plus serré entre le parti et ses élus.

Pour avancer dans ces batailles, quels moyens nous donnons-nous ?

La clé pour avancer, c'est la responsabilité partagée. Nous devons mettre ou remettre à l'ordre du jour de nos débats l'ensemble des questions financières, faire débattre et adopter des budgets dans chacune de nos organisations. La transparence est de ce point de vue une exigence et un élément déterminant d'engagement. Nos statuts précisent nos obligations en matière financière et prévoient la mise en place de comités d'animation de la bataille financière dans nos fédérations. Prenons cette réforme de nos règles de vie décidée au dernier Congrès comme une chance pour cette nécessaire transparence et pour le déploiement de notre bataille financière, en liaison avec les ambitions que nous affichons pour notre Parti.

Pour parvenir à franchir de nouvelles étapes dans notre bataille financière, il convient de politiser cette question, dans sa dimension intra-muros (dans le Parti) comme dans sa dimension publique. Il ne s'agit donc pas d'une affaire de spécialistes, mais d'une problématique globale, qu'il convient de partager et de maîtriser collectivement. Car elle a à voir avec notre conception du Parti et avec les ambitions que nous osons afficher pour son développement.

(On retrouvera l'intégralité des interventions et discours sur le site Internet www.pcf.fr)

Le rapport de la commission des candidatures par Isabelle De Almeida

Nous arrivons, avec cette dernière séance de notre 37^e Congrès, à l'élection de notre direction nationale pour les trois ans à venir. Il s'agit d'un acte politique majeur, de même niveau qu'ont été les choix que nous avons fait depuis jeudi, que ce soit sur le projet communiste, la stratégie - dont l'étape de 2017 -, et les nécessaires transformations de notre parti. [...]

Ce qu'ont souligné les membres de la commission des candidatures, c'est que le rôle premier de la future direction nationale est de mettre en œuvre les orientations que nous venons de débattre depuis plusieurs mois avec les communistes, dans les congrès de section, les congrès départementaux et, ici, à travers vous. La future direction nationale devra mettre en œuvre ces orientations, les décisions de transformations concrètes pour un notre parti sur l'ensemble du territoire et permettre aux organisations locales, aux adhérent-e-s de les déployer avec les moyens militants et matériels dont elles et ils disposent.

La commission des candidatures a travaillé depuis plusieurs mois, avec

l'objectif dans un premier temps de réfléchir, de débattre, de définir le rôle, les missions et les besoins de notre direction nationale, sa composition et les critères à prendre en compte. C'est à partir de ce cadre que nous avons demandé aux fédérations et à l'ensemble des instances d'élaborer des propositions de candidatures pour la future direction. Ce travail a été mené avec sérieux, écoute et esprit de responsabilité pour aboutir hier soir.

Dans un premier temps, nous avons rencontré, auditionné les membres du Conseil national pour recueillir les avis et les propositions pour améliorer notre travail collectif, notre efficacité. Je pense que ce travail a permis de dégager des pistes partagées dont la future direction nationale s'inspirera, j'espère. Sans être trop longue, car je pense que les débats d'hier sur les transformations à opérer ont déjà largement permis de nous fixer des objectifs, je voudrais pointer des priorités qui ont fait consensus.

Il y a nécessité d'élaborer un processus de travail de la direction nationale, que ce soit sur la préparation, l'animation

du Conseil national, son déroulement, sur les lieux d'élaboration des propositions, des positionnements, comme sur des lieux de décisions, de validations qui ont besoin d'être mieux expliqués, identifiés et partagés par tous et toutes. Cela donnerait certainement une meilleure visibilité à la direction nationale, à ses décisions.

- Il y a besoin de mettre en place un double dispositif de travail permettant un lien très régulier entre le l'exécutif national et les 13 régions, avec l'objectif d'avoir un référent national pour chaque région et donc avec chaque fédération d'une région. À noter que ce dispositif, mis en place en 2013, a été apprécié mais inégal. Il y a réellement besoin d'en faire une priorité, une aide aux fédérations, aux secrétaires fédéraux, plus individualisée suivant les situations.

- Il y a besoin aussi de répondre à la demande de mettre en place des réunions régulières des secrétaires départementaux, en leur donnant un rôle spécifique.

- Enfin, il y a besoin d'améliorer, voire de modifier le travail du Comité du projet, mis en place après le congrès de 2013 et dont les travaux sont appréciés. Plusieurs propositions émergent pour l'organiser en un travail par pôles correspondant à des priorités politiques définies permettant plus de transversalité et ceci avec un mandat plus précis donné par la direction nationale. Le constat est fait qu'il nous faut aider à des élaborations plus collec-

tives, à partir de notre collectif militant, et aussi à l'appropriation par le plus grand nombre de la production de nos propositions, car il y a une richesse dans ces travaux qui devrait mieux irriguer l'ensemble du Parti.

Cela nécessite donc des membres du CN ayant la possibilité, la disponibilité pour une implication avec des responsabilités d'animation, de suivi, de coordination, de travail d'élaboration à dimension nationale et d'engagement comme futur-e dirigeant-e, soit sur un territoire, soit sur un secteur, soit sur une fonction. C'est d'autant plus nécessaire que nous allons vers une période où nous aurons – et c'est déjà le cas – moins de dirigeant-e-s et de responsables permanents, moins de collaborateurs, que ce soit nationalement et localement. [...]

Nous voulons, nous avons besoin d'une direction nationale qui soit en capacité de faire vivre notre organisation, avec des responsables de collectifs de travail au niveau de la communication ; les relations avec la presse, le porte-parole ; les finances et les moyens ; la formation ; la politique de cadres ; les secteurs Relation internationales et l'Europe ; les élections ; la relation avec les élu-e-s et l'Anecr ; l'information interne du Parti, aux adhérents dont les réseaux sociaux ; le renforcement et l'accueil des nouveaux et nouvelles adhérent-e-s ; la vie du Parti, son implantation sur le territoire, le lien avec les fédérations, avec les régions et les collectifs de travail : entreprises, et quartiers populaires ; la diffusion de la presse : *l'Humanité* ; les outils, les lieux d'analyse de la société et d'appropriation de notre projet : les revues et les espaces.

À ces responsabilités, il faut ajouter bien sûr celles de coordination et d'animation du Conseil national et de l'exécutif national. [...]

À l'ouverture de notre 37^e Congrès, nous avons reçu 213 propositions de candidatures émanant de 66 fédérations. Je veux remercier l'ensemble des camarades, les militantes et militants qui avaient accepté de présenter leur candidature et saluer celles et ceux qui n'ont pas été retenue-s, pour des raisons d'équilibre de territoire, de nombre... Je souhaite leur dire que nous souhaitons qu'elles et ils, avec leurs expériences, leurs capacités, participent au travail national, à l'animation du Parti, des secteurs...

Cependant, les signataires d'un des textes alternatifs, estimant que la diversité exprimée dans leurs orientations politiques n'étaient suffisamment représentée, ont fait le choix après plusieurs échanges, de déposer une liste alternative. Conformément à nos statuts et sur mandat du bureau du Congrès, la commission a donc engagé un travail, de construction d'une liste commune, alliant la diversité d'opinions et l'efficacité d'une direction nationale.

C'est après plusieurs échanges, avec le représentant de la liste, et aussi avec des membres du bureau, des secrétaires départementaux et des délégations, dans l'objectif d'aboutir à une liste commune, que nous avons pu, hier soir, adopter très majoritairement à une liste



commune intégrant 5 camarades de la liste alternative.

Dans le même temps, les discussions permettant à l'ensemble de la diversité exprimée sur d'autres textes alternatifs se sont déroulées permettant d'intégrer 2 camarades porteur du texte numéro 3 et un camarade du texte 4.

Notre volonté, celle de la commission des candidatures, du bureau, de parvenir, de faire effort, pour vous présenter ce matin une liste unique conduite par Pierre Laurent – qui avait indiqué son souhait d'unité, ce qui a aussi grandement aidé à l'aboutissement des travaux – n'est pas une question d'accord sur un coin de table, mais c'est en gardant notre double objectif d'allier la diversité d'opinion et l'efficacité d'une direction nationale. C'est aussi indiquer que la diversité n'est pas conçue comme figée, bloc contre bloc, mais peut permettre de travailler ensemble sans effacer à ce moment-là des opinions différentes, voire divergentes.

D'ailleurs, les votes sur le texte « Le temps du commun » expriment notre volonté, notre capacité, à travailler en commun.

Cette liste commune, rassemblée, c'est aussi un signe que nous envoyons aux communistes, celui d'un parti uni. Envoyé aussi à toutes celles et tous ceux qui sont en lutte, qui sont mobilisé-e-s et qui espèrent, qui attendent qu'il se passe quelque chose à gauche.

Alors oui, nous pouvons leur dire que les communistes sont là, ensemble, unis pour mener les combats à leurs côtés, pour rassembler, construire un projet politique de gauche porté par un Front populaire et citoyen. Oui, leur dire qu'ils peuvent compter sur le PCF pour être la force, comme le disait Pierre il y a quelques jours, à tenir la gauche debout !

Alors je veux bien sûr saluer tous les camarades de la commission

des candidatures, du bureau et les délégations qui ont permis de valider la liste telle que nous vous la présentons. Car je sais, nous savons, qu'il faut aussi, dans ces moments-là, faire des efforts. Merci à vous.

Cette liste est composée, à parité, de 170 membres. Il y a 61 nouveaux membres et 109 sortants. 37 candidats sont secrétaires départementaux/ales, dont 12 femmes. 58 ont un mandat d'élu-e. Nous n'avons pas eu le temps de bien répertorier les professions, les engagements syndicaux, associatifs.

Les 13 régions sont représentées, dont 58 départements, avec des territoires urbains et ruraux. L'Île-de-France, cela a fait partie de nos débats, représente une part importante – environ 50 % –, mais comme nous l'avons précisé, il faut pondérer ce chiffre en tenant compte des besoins de dirigeants nationaux pour des tâches nationales.

La moyenne d'âge de la liste proposée est de 48 ans, c'est sensiblement la même qu'en 2013.

Voilà, à grands traits, la composition de la liste que nous vous proposons ce matin. Concernant la responsabilité de secrétaire national, Pierre a fait connaître sa disponibilité pour exercer un nouveau mandat. Nous le remercions, et le sens de votre vote sera aussi de renouveler notre confiance à Pierre qui a, durant ce précédent mandat, su faire preuve de sa capacité à animer notre collectif de direction, à rassembler les communistes et à faire vivre publiquement nos orientations, nos batailles et nos initiatives.

Voilà les propositions que je voulais vous faire au nom de la commission des candidatures. Je laisse la place aux débats et souhaite que les travaux de la commission, et donc que la proposition de liste pour la direction nationale, soient pleinement approuvés. Ainsi, cela témoignera envers la future direction nationale de notre confiance, aussi de nos attentes, de l'envie de travailler ensemble.

(On retrouvera l'intégralité des interventions et discours sur le site Internet www.pcf.fr)



Election du Conseil national

Inscrits :	736	
Votants :	691	
Pour :	567	81.62%
Contre :	58	8.39%
Abstentions :	69	9.99%

Le Conseil national élu

LAURENT	Pierre	COHEN	Laurence	GUERINEAU	Jean Michel	LELLOUCHE	Yaël	POTTIER	Caroline
ADENOT	Dominique	COMPAIN	Xavier	GUERREIRO	Antoine	LEVY-CIFERMAN	Annie	POUGET-CHAUVAT	Marie-Hélène
ANDREANI	Caroline	COPPOLA	Jean-Marc	GUILLAUD BATAILLE	Fabien	LORAND	Isabelle	PRIMET	Raphaëlle
ANNOOT	Pierric	COSKUN	Taylan	GUIARD	Aline	MAHE	Véronique	RAVACHE	Gilles
ASSASSI	Éliane	COSSANGE	Nicolas	GWIDZACK	Stéphanie	MALAISE	Céline	REMY	Thibault
AURY	Thierry	CUKIERMAN	Cécile	HALOUI	Fabienne	MALAVAL	Gisèle	RONDEPIERRE	Denis
BACCHI	Jérémy	DAGUET	Anthony	HAYOT	Alain	MANATHON	Anne	ROUBAUD-QUASHIE	Guillaume
BARAN	Françoise	DAN TRANG	Emmanuel	HELLE	Delphine	MARCHAND	Nathalie	ROUSSEL	Fabien
BARBAZANGE	Paul	DARTIGOLLES	Olivier	HENIN	Jacky	MARECHAL	Jacques	ROUSSILLON	Marine
BARDOT	Caroline	DE ALMEIDA	Isabelle	HUBERT	Cécile	MASSON	Sonia	RUIZ	Jean-Michel
BAYLE	Sylvie	DEBU	Raphaël	IBORRA	Julien	MATHURIN	Isabelle	SABOURIN	Anne
BECKER	Emmanuelle	DEME	Amadou	IDIR	Nordine	MATIGNON	Corinne	SAINT-GAL	Nora
BELLAL	Amar	DEMORE	Amandine	INJEY	Robert	MAZEAU	Céline	SAMARBAKHS	Lydia
BENOIST	Lydie	DERKAOUI	Meriem	JACQUART	François	MENAL	Manuel	SATGE	Dominique
BESSAC	Patrice	DHARREVILLE	Pierre	JANVIER	Alain	MERCIER	Céline	SAVOLDELLI	Pascal
BIDARD	Hélène	DIAZ	Héllène	JARRY	Karine	MESLIAND	Anne	SEASSAU	Aymeric
BOCCARA	Frédéric	DUMAS	Cécile	JOLY	Pascal	MEUNIER	Julie	SIMONNET	Nathalie
BOCQUET	Eric	DURAND	Jean-Marc	JUMEL	Sébastien	MEYER	Jean-Pierre	SOULARD	Pascale
BOIVINET	Vincent	DURAND	Denis	KARMAN	Jean-Jacques	MEYROUNE	Anna	STEFANI	Michel
BOLZINGER	Jean-François	ELORRI	Sophie	KELLNER	Karina	MIQUEL	Pierre	TIBERTI	Adrien
BONNET	Nicolas	FATON	Nelly	KIROUANE	Quarda	MISSLI	Sarah	TRANNOY	Danielle
BOUGET	Vincent	FAUCILLON	Elsa	KOSTER	Jean Vincent	MOKRANI	Mehdi	TRIPET	Dominique
BRAMY	Hervé	FERAL	Carole	LABORDE	Sébastien	MONDANGE	André	TSAGOURIS	Mélanie
BREFORT	Françoise	FITER	Françoise	LACAZE	Pierre	MONNET	Yannick	TURAN	Hulliya
BROSSAT	Ian	FROSTIN	Jean-Louis	LAFONTANT	Michaelle	MONTANGON	Maryse	VERANNE	Valérie
BRULIN	Céline	GALLET	Camille	LAINE	Ariane	MOULY	Frank	VERMOREL	Nathalie
BRYNHOLE	Marc	GARINO	Audrey	LATTUADA	Cédric	NEGRE	Jean-Charles	VESENTINI	Mylène
BURRICAND	Marie-Christine	GAYRAUD	Martine	LE HYARIC	Patrick	NIRONI	Monique	VIEU	Marie-Pierre
CANTELOUP	Nadine	GEMINEL	Grégory	LE LANN	Yann	PAGANO	Alain	VIEU CHARIER	Catherine
CARLIEZ	Joël	GENEVEE	Frédéric	LE MOING	Jean-Louis	PAPIAU	Stéphanie	YILMAZ	Bora
CASTELLI	Delphine	GERGEN	Colette	LE POLLOTEC	Yann	PASQUET	Isabelle	ZAMICHEI	Igor
CHABALIER	Jacques	GIBELIN	Jean-Luc	LE RESTE	Didier	PEREA	Laurent		
CHASSAIGNE	André	GOBERT	Marie-Jeanne	LEBAIL	Danièle	PERILLAT	Franck		
CILLIERES	Hélène	GONCALVES	Valérie	LECROQ	Émilie	PICQUET	Christian		
		GOURLOT	Gilles	LEFEBVRE	Fabienne	PIROLI	Yann		

“La clef est dans les mains du peuple”

Le discours de clôture de Pierre Laurent secrétaire national du PCF

Avec ce congrès, nous honorons trois rendez-vous qui compteront. Les rendez-vous avec la France, avec le siècle et avec la jeunesse. Le rendez-vous avec la France, parce qu'elle en a assez d'être méprisée, bradée, livrée à un système capitaliste prédateur qui plonge le pays dans une dérive de régressions démocratiques et sociales, de soumissions aux puissances financières, d'abandons de sa souveraineté et de sa personnalité.

C'est ce qui arrive avec la loi El Khomri. Le Président de la République, le gouvernement, leurs soutiens comprennent mal ce qui se passe. Ils ne mesurent pas la colère, ils se trompent sur l'état d'esprit des salariés et de la jeunesse. Ils sont hors sol.

(...) Ils ne comprennent pas que les salariés refusent le travail précaire, subit, en miettes. (...)

Avec les salariés, avec les jeunes, tous ensemble, nous pouvons gagner sur la loi travail, nous pouvons contraindre le gouvernement à se mettre à la table des négociations et à revoir du tout au tout ses ambitions. (...)

Et la droite, les Sarkozy, Fillon, Juppé, Copé, Kosciusko-Morizet, et les Le Pen piaffent d'achever le travail engagé par le gouvernement socialiste en allant plus loin encore après 2017. Eux ne veulent plus de code du travail, ils ne veulent plus de loi sur le temps de travail, ils ne veulent plus de lois sociale, ils ne veulent d'organisation syndicale que cantonnées à la préservation de la paix sociale.

(...) C'est la lutte, le rassemblement, l'unité qui permettent des victoires. Nous allons gagner avec les salariés, avec la CGT, avec les jeunes et étudiants. Nous allons, le 14 juin, submerger les pavés de la capitale dans une immense manifestation nationale. (...) Le rassemblement des salariés et des jeunes, permettra d'empêcher le Premier ministre et le Président de la République de trouver une majorité au Parlement pour voter leur loi, même s'ils ont recours au 49-3 ! (...)

Ce que nous avons décidé aujourd'hui, c'est de reprendre et renouveler le récit émancipateur de la France des Lumières, des Révolutions des XVIII^e et XIX^e siècles, de la Commune de Paris, du Front populaire, de la Résistance et de la Libération.

Ce récit, c'est celui des grandes avancées sociales et démocratiques qui font de la France, encore aujourd'hui, un modèle pour les peuples et les classes ouvrières du monde entier.

Ouvrons à nouveau le chemin des grandes utopies sociales, des grandes avancées (...)

Ouvrons de nouveaux horizons pour la vie sur terre et le monde : la paix, la préservation des équilibres naturels et du climat. (...)

(...) Lors de notre congrès, nous avons aussi honoré le rendez-vous avec le siècle. Je le dis avec une très grande conviction, le communisme n'est pas l'utopie du XIX^e siècle, n'est pas l'idéologie du XX^e siècle, le communisme, c'est le mouvement de ce XXI^e siècle. C'est le temps du commun.

La société française et au-delà le monde sont entrés dans une nouvelle ère qui révolutionne le rapport des humains aux outils qu'ils utilisent et qu'ils conçoivent, et plus profondément encore, révolutionne les rapports des humains entre eux. (...)

Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, les rapports de domination, de subordination, d'aliénation peuvent être dépassés. (...) La puissance des découvertes scientifiques, des révolutions technologiques, rend tout ou presque possible. Alors quand les possibles se multiplient, la question du choix devient la question cruciale. Qui décide ? Et comment ? Pour vivre dans quelle société ? Telles sont les questions auxquelles les humains sont de plus en plus nombreux à pouvoir et à vouloir répondre. (...)

Cette formidable nouveauté, parce qu'elle devient palpable pour des milliards d'individus, se heurte à la pauvre ambition de la compétitivité économique du rendement des capitaux. (...) Incapable de répondre aux défis de ce XXI^e siècle, défis du travail à l'heure du numérique, du dérèglement climatique, de la démocratie et de la paix, le libéralisme est frappé d'obsolescence. (...)

Le temps du commun est l'utopie réaliste de notre temps, il passe par le retour au peuple, à ses besoins, à ses aspirations, il passe par la démocratie. Le temps des 1% se meurt. Celui des 99% c'est le temps du commun, celui du cœur et de la raison de la gauche. C'est notre temps.

Nous donnons à ce congrès un troisième rendez-vous : le rendez-vous de la jeunesse. Précarisée, malmenée, rarement écoutée, la jeunesse de notre pays a la queue de bois sans pour autant avoir le sentiment d'avoir un jour ou l'autre été à la table des festivités ! Les promesses non-tenues de

François Hollande qui avait juré la main sur le cœur en faire la priorité de son quinquennat ont fait long feu. (...)

Mais la jeunesse a fait une irruption massive dans le mouvement social, sur Internet avec le mouvement des youtubers « On vaut mieux que ça ». Il y a aussi cet étonnant mouvement des Nuits debout. Dans ces espaces, les paroles s'échangent, des idées se forment, des échanges se nouent. Ils démontrent que la soif de démocratie de la jeunesse est loin d'être étanchée par les institutions, les organisations et les personnalités politiques.

Il est faux de dire que les jeunes n'aiment pas la politique. Ils n'aiment pas la politique telle qu'on leur propose. Et il suffit de regarder de l'autre côté de l'Atlantique avec Bernie Sanders pour se rendre compte que lorsqu'on leur offre un espace, les jeunes l'investissent. (...)

Pour nos vies, les 1% voudraient tout décider, à quelle heure du jour et de la nuit nous voudrions travailler, où et comment nous devrions vivre, consommer, où et quand nous aurions le droit d'aller et de venir. Pour eux, tout est permis. Et pour nous, c'est eux qui devraient décider. Et en politique c'est pareil. Ils voudraient tout décider à notre place. Vous allez voter, nous disent-ils en 2017. Mais d'ici là, ils s'occupent de tout : les programmes, les candidats, et, avec les sondages, ils vous disent même qui va gagner. (...)

Regardez comment ils s'y prennent pour nous attraper dans leur filet, en écrivant des scénarios politiques comme de vraies séries télé.

Il y a la série « Macron le moderne ». Le dernier épisode s'appelle « Macron fait du porte-à-porte ». Ça va être chaud bouillant, Macron au porte à porte. Parce que si le gars il s'embrouille avec tous les gars qui ont un tee-shirt : « Macron au porte-à-porte » « ça va être embrouille à tous les étages ». (...)

Ne les laissons pas faire. Ne les laissons pas diviser notre peuple.

“Le communisme n'est pas l'utopie du 19^e siècle, n'est pas l'idéologie du 20^e siècle, le communisme, c'est le mouvement de ce 21^e siècle”

Montrer du doigt une partie croissante de la jeunesse française au nom de sa couleur de peau ou de ses croyances religieuses. Ne les laissons pas casser la République française, la République sociale et laïque, celle de l'égalité et de la fraternité. Ici comme partout dans le monde, le capitalisme décadent et en crise réinvente la guerre des religions. Attention au feu qui couve !

Il y a 80 ans, Maurice Thorez a tendu la main aux croyants. Aujourd'hui je la tends à tous les croyants de France, catholiques, juifs, musulmans pour leur dire : refusons ensemble tous les discours de haine, de division. Je dis à la jeunesse des quartiers populaires vous êtes la jeunesse de France, vous êtes les couleurs de la France. Permettez moi de faire miennes les paroles du Pape François, tenues le 17 mai dans *La Croix* il faut parler des racines de l'Europe au pluriel. Quand j'entends parler des racines chrétiennes de l'Europe, j'en redoute la tonalité qui peut être triomphante ou vengeresse. Cela devient alors du colonialisme... Un État doit être laïc les États confessionnels finissent mal. >>

(...) Je lance à nouveau un appel à toutes les femmes et les hommes de gauche de ce pays, à tous les électeurs socialistes, à tous les socialistes : je leur dis : « Rendez vous à l'évidence. Après tout ce qui s'est passé, François Hollande ne peut pas être votre candidat, il ne peut plus être le nôtre, il ne peut plus être en 2017 le candidat qui fait gagner la gauche. Et ensemble, c'est un autre scénario qu'il nous faut écrire : celui d'une candidature qui porterait à nouveau l'espoir de remettre la France sur les rails du progrès social. »

Alors, nous voilà tous au pied du mur.

J'entends déjà tous les sceptiques me dire : « Mais c'est trop tard. Cette idée, elle est bonne mais on n'y arrivera pas ».

Je sais aussi les obstacles réels qui existent. Jean-Luc Mélenchon va dire cet après-midi qu'il avance, quoi qu'il arrive, qu'il n'a pas de temps à perdre avec toutes ces discussions. Arnaud Montebourg prépare aussi son retour. Les écologistes se demandent comment faire entendre leur voix. Et beaucoup d'autres rêvent de concourir au moins dans une primaire. Moi, à tous, à tous ceux qui sont venus ce week-end en répondant à



notre invitation, je dis : « Arrêtons le gâchis. Non il n'est pas trop tard ».

Soyons conscients de nos responsabilités. La droite et l'extrême droite menacent, l'affaire est grave. La France que nous aimons peut le payer très cher. François Hollande et Manuel Valls emmènent la gauche au suicide. Tout ça ne peut pas attendre l'après 2017. (...)

Alors, comment s'y prendre pour lever tous les obstacles ?

Nous les communistes, nous avons décidé ce week-end d'une méthode. Elle est claire et nous allons nous retrousser les manches pour la faire réussir.

La clef, nous le disons tous les jours, elle est dans les mains du peuple. Alors, c'est à lui qu'il faut donner la parole.

Nous proposons d'écrire dans tous le pays à mille mains, avec les citoyens, avec toutes les forces, les personnalités, les candidats déclarés ou putatifs disponibles le pacte des engagements communs sur lequel pourrait se construire une candidature à gauche.

Le Parti communiste va encourager toutes les initiatives nécessaires pour cela. Il favorisera toutes les initiatives citoyennes comme l'appel des 100. Nous lancerons des débats nationaux sur le travail le 20 juin au Havre, sur la République le 23 juin à Marseille. Fin août, nous donnons rendez-vous à toutes les forces disponibles à notre université d'été d'insérer une formule têtée à Angers.

Et surtout, partout, nous donnerons une ampleur inégalée à la grande consultation citoyenne que nous avons engagée.

(...) Nous voulons que 500 000 personnes le remplissent.

Au fur et à mesure, dans chaque commune, chaque quartier, chaque entreprise où nous irons, nous rendrons compte des résultats. Et à la Fête de l'Humanité, tout convergera pour montrer avec éclat la force et la portée de cette grande écriture citoyenne.

Nous nous y engageons. En octobre, ce pacte d'engagements communs sera écrit. Nous voulons un pacte simple, lisible, facile à comprendre, qui éclaire sur les attentes cruciales du pays et les moyens de les satisfaire. (...)

Ce mandat populaire, nous allons aider le peuple à le coucher noir sur blanc.

Et, en octobre, avec toutes les forces qui se seront engagées dans sa rédaction, nous allons le soumettre à une votation citoyenne nationale.

Partout, dans le pays, nous installerons des bureaux de vote, des milliers d'urnes à la disposition de la parole citoyenne.

Et à l'issue de cette votation, le pacte d'engagements communs sera notre notre mandat à tous.

Tout le monde nous dit : « oui, mais d'ici là, rien ne m'arrêtera, mois j'avance ».

Eh bien, nous, nous disons : « Nous, rien ne nous arrêtera. On avance ». En avant vers la votation citoyenne nationale du mois d'octobre qui remettra en selle le peuple pour de vrai dans l'élection présidentielle.

Alors, les forces engagées dans cette construction auraient la responsabilité de désigner une candidature commune. Et si plusieurs candidats sont disponibles, nous sommes ouverts à toutes les formes de désignation citoyenne, primaire citoyenne ou tout autre processus collectif. Et nous sommes prêts à engager un candidat au service de cette démarche. (...)

Ce processus, nous le mettons au service d'un double objectif : l'élection présidentielle et les élections législatives.

(...) Pour changer de politique, pour redonner du pouvoir au peuple, la France ne doit pas seulement changer de Président, elle doit changer de majorité. Elle doit compter sur des députés qui rendent des comptes au peuple, pas à un Président, quel qu'il soit.

La démocratie, c'est le pouvoir à un Parlement sous le contrôle des citoyens, ce n'est pas la monarchie présidentielle !

Chers camarades, c'est le moment d'oser, c'est le moment de l'audace, c'est le moment de faire vivre, pour nous, les vers du poète William Blake, « ce qui est maintenant prouvé, ne fut jadis qu'imaginé ».



(On retrouvera l'intégralité des interventions et discours sur le site Internet www.pcf.fr)